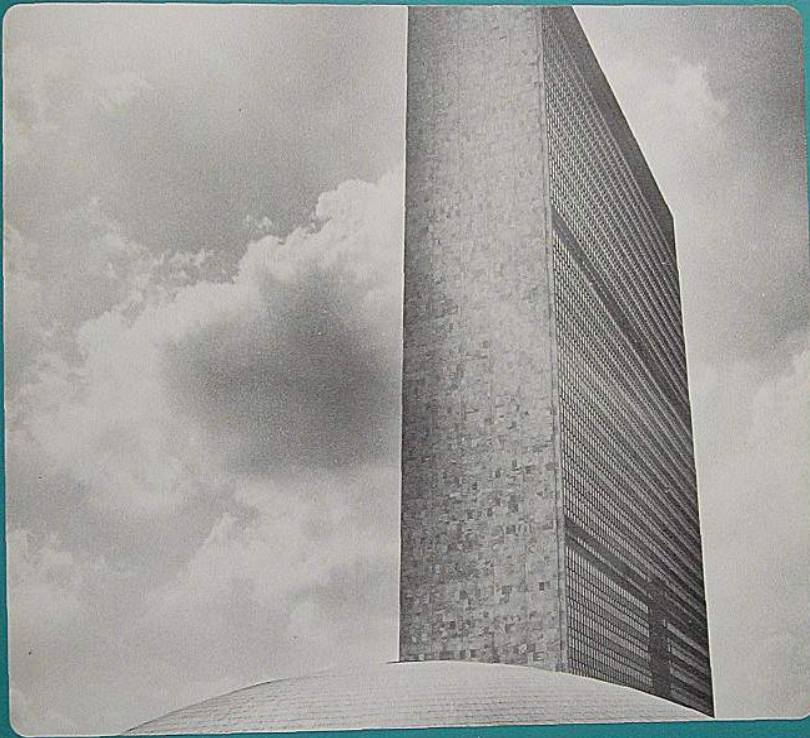


INTERNATIONAL
TRANSNATIONAL
ASSOCIATIONS

ASSOCIATIONS
TRANSNATIONALES
INTERNATIONALES



1978-10



UIA's periodical celebrates its 30th anniversary in 1978, having changed its name from « International Associations » to « Transnational Associations » in 1977, in order to reflect the transnational nature of nonprofit associations (INGOs) by using more appropriate terminology. Our informed readers will have appreciated our intention to give a good example of conceptual clarity.

The purpose of « Transnational Associations » is to present significant contributions to understanding about the structure and functioning of the complex network of international organizations. The main concern is to focus attention on the roles and problems of the wide variety of transnational associations (NGOs : international nongovernmental, nonprofit organizations) in the international community. In this sense « Transnational Associations » is the periodical of transnational associations and those interested in them. It therefore includes news, studies, statistics, activity and meeting information, as well as articles. The articles range from descriptions of individual organizations to academic investigation of groups of organizations and their problems. The focus of the selected articles is less on the substantive world problems on which they may act (which are extensively examined in other periodicals) and more on the present methods of international action and future alternatives which can usefully be envisaged and discussed. Related themes regularly treated are : relationship of NGOs to intergovernmental organizations, techniques of meeting organization, international information systems, multinational enterprises.

The readership therefore includes : international association executives, intergovernmental organization executives, scholars of the sociology of international action, organizers of international meetings, commercial organizations offering services to international bodies, and others interested in the activities of the whole range of international organizations.

« Transnational Associations » is the organ of the nonprofit Union of International Associations, although the views expressed are not necessarily those of the UIA.

En 1978 la revue entre dans sa 30e année.

L'année 1977 a vu le changement de titre de notre Revue « Associations Transnationales » au lieu d'« Associations internationales ».

Le fait transnational des associations non lucratives (OING) le voulant ainsi, nos lecteurs n'ont pas été surpris que nous donnions le bon exemple d'un langage clair.

La raison principale d'« Associations Transnationales » est d'apporter sa contribution à la vie et au développement du réseau complexe des associations, dans ses structures comme dans son fonctionnement.

Le premier souci d'« Associations Transnationales » est de fixer l'attention sur les tâches et les problèmes d'un large éventail d'associations transnationales sans but lucratif— les organisations dites non-gouvernementales dans la terminologie des Nations Unies. En ce sens « Associations Transnationales » est la tribune des associations transnationales et de tous ceux qui s'y intéressent. Cette revue mensuelle contient des nouvelles, des études, des statistiques, des informations spécifiques sur les activités des associations, leurs congrès, leurs réunions. Aussi des articles, des chroniques ayant trait aux problèmes et aux intérêts communs aux associations.

Le sujet des articles choisis s'attache surtout à la méthode de l'organisation internationale considérée notamment dans ses rapports avec le secteur privé des associations et dans la perspective des adaptations nécessaires aux temps nouveaux, plutôt qu'au fond des problèmes, qui sont le propre de chaque groupement et traités ailleurs dans des revues générales ou spécialisées.

Nos thèmes habituels sont les relations, des ONG, avec les organisations intergouvernementales, les techniques de l'organisation internationale, les systèmes d'information internationale, outre les entreprises multinationales.

- « Associations Transnationales » est l'organe de l'UIA, association sans but lucratif, bien que les opinions qu'il exprime ne soient pas nécessairement celles de cet Institut.

TRANSNATIONAL ASSOCIATIONS : 30th year, 1978

The subscription rate is : BF 850, or equivalent, per year (10 issues) + postage.

Method of payment :

Bruxelles : Compte-chèque postal n° 000-0034699-70 ou Compte n° 210-0451651-71 à la Société Générale de Banque, 48 rue de Namur, 1000 Bruxelles.

London : Crossed cheque to Union of International Associations, 17, Anson Road, London N7 0RB.

ASSOCIATIONS TRANSNATIONALES: 30e année, 1978

Le prix de l'abonnement est de: FB 850. ou équivalent, par an (10 numéros) + Frais de port.

Mode de paiement à utiliser:

Genève: Compte courant no 472.043.30 0 à l'Union des Banques Suisses.

Paris : Par virement compte n° 545 150-42 au Crédit du Nord, Boulevard Haussmann, 6-8 (C.C.P. de la Banque n° 170.09).



Sommaire /Contents

UNION DES ASSOCIATIONS INTERNATIONALES UNION OF INTERNATIONAL ASSOCIATIONS

COMITE DE DIRECTION EXECUTIVE COUNCIL

Président : Président :
F.A. CASADIO, Directeur. Societa Italiana per

Vice-Présidents : Vice-Présidents :
Mohamed Aly RIFAAT (R.A.U.)
Former Secretary-General of the Afro-Asian

S.K. SAXENA (India)

Alliance.

Trésorier Général : Treasurer General :
Paul E. HIERNAUX (Belgique)
Président de la Conférence Permanente des
Chambres de Commerce et d'Industrie de la

Membres : **Members :**
F.W.G. BAKER (U.K.)
Executive Secretary, International Council of
Scientific Unions.
Luis G. de SEVILLA (Mexique)
Président Doyen de l'Académie mexicaine de

Mahmoud FOROUGHJI (Iran)
Ambassadeur, Directeur de l'Institut des
Affaires internationales au Ministère des Af-
faires étrangères d'Iran.
Johan GALTUNG (Norvège)

Project, United Nations University.
Nikola A. KOVALSKY (URSS)

Sciences de l'URSS.
Marcel MERLE (France)
Professeur à l'Université de Paris I.
Jef RENS (Belgique)
Président du Conseil National du Travail.
Andrew E. RICE (U.S.A.)
Executive Secretary of the Society for Inter-
national Development.

Secrétaire Général : **Secretary-General :**
Robert FENAU (Belgique)
Ambassadeur honoraire.

- ASSOCIATIONS TRANSNATIONALES -

Rédaction/Editorial
Robert FENAU
Georges Patrick SPEECKAERT
Geneviève DEVILLE
Anthony J.N. JUDGE
Christine de CONINCK
Jennifer OTLET

octobre October

1978 - n° 10

Editorial : De l'international au transnational	414
The interstate world and the transnational one, by F. A. Casadio	41 6
Les associations philanthropiques :	
- L'éthique de la philanthropie moderne, par Paul Chaudet	419
- La recherche d'une langue commune de la philanthropie, par Frits Hondius.	425
Inter-organizational networking, by David Horton Smith with A.J.N. Judge	429
Assessing the impact of international associations, by A.J.N. Judge	435
La nouvelle procédure du consensus, par Amadou-Mahtar M'Bow	441
Liaison committees of national professions in the EEC, by Louis H. Orzack (AVAS)	446
Congressalia	451
IAPCO news	455
Eigth supplement to the International Congress Calendar, 18th edition	457

Photo de Couverture : - Nations-Unies - pour commémorer la journée ONU, octobre 1978.
Cover Photo : - Nations - in commemoration of United Nations Day, October 1978.

Published MONTHLY by
Union of International Associations - UAI (founded 1910)

Editorial and Administration : Rue aux Laines 1. 1000 Brussels (Belgium)
Tel. (02) 511.83.98.

Printing : POOT, Brussels. Tel. 267.78.88.

Advertising: Union of International Associations, rue aux Laines 1,
1000 Brussels Belgium. Tel. (02) 511.83.96 — 512.54.42.

OR
Roger Ranson, Délégue-Directeur de publicité, Paris; Tassigny.
92210 St. Cloud France. Tel. 602.5383.

MENSUEL publié par
Union des Associations Internationales - UAI (fondée en 1910)

Editeur responsable : R. Fenaux, 1, rue aux Laines. 1000 Bruxelles
(Belgique). Tél. (02) 511.83.96.

Imprimerie : POOT, Bruxelles. Tél. 267.78.88.

Publicité : Roger Ranson, Délégué-Directeur de Publicité, 9, av. de Laitre
de Tassigny, 92210 St. Cloud, France. Tél. 602.5383.

Union des Associations Internationales, rue aux Laines 1. 1000 Bruxelles
Belgique . Tel. (02) 511.83.96 — 512.5-1.42.

Editorial

Le Forum mondial du mouvement associatif, considéré dans ses dimensions

Un itinéraire de démocratie associative

Liberté - Solidarité - Universalité



DE L'INTERNATIONAL AU TRANSNATIONAL

internationales et transnationales, à l'heure d'un nouvel ordre mondial, prend forme et s'annonce comme un événement de conséquence. L'Etat-hôte de la fondation et du siège de l'UAI vient de l'honorer du haut patronage de S.M. le Roi Baudouin. Les encouragements et les vœux de succès agrémentent notre courrier quotidien. Chacun, ici et là, dans le champ des relations internationales, semble en sentir ou en pressentir l'importance et l'opportunité, du côté des ONG directement intéressées aussi bien que du côté de la fonction internationale vivement concernée. Nos premiers schémas soumis à l'appréciation, à la critique et aux suggestions d'un grand nombre d'interlocuteurs diversément autorisés nous ont permis d'accréditer nos intentions et de modeler l'objet de nos efforts.

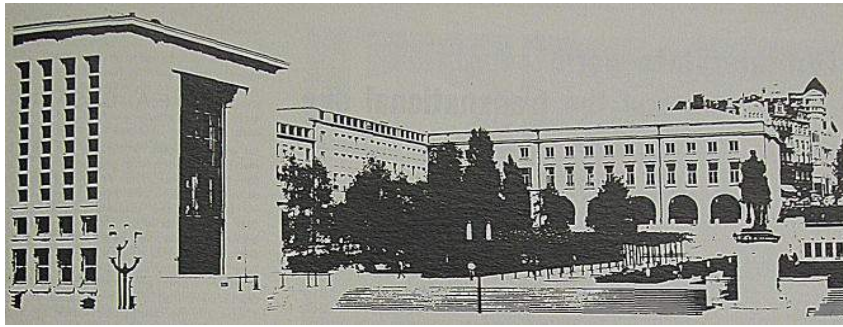
Alors que nous écrivons ces lignes, les milliers d'organisations répertoriées dans nos Annuaire vont être informées par nos soins des circonstances du Forum temps, lieu, cause et manière. Ainsi informées, il leur appartiendra, pour leur part, de nous manifester leur intérêt et de nous faire leurs réflexions, sans différer si possible. Car en définitive le Forum au service du mouvement associatif sera ce que les associations nos sœurs nous aideront à temps à en faire elles-mêmes en réponse à notre appel. C'est de leur existence et de leur avenir qu'il s'agit; des conditions de leur indépendance, de leur rayonnement; de la considération qu'elles méritent en raison de leurs valeurs humaines et de leur apport social, mais aussi de la considération qu'elles se doivent de mériter, en raison de leurs titres et qualités.

Le dessein est certes ambitieux, si pas présomptueux ni aventureux. Aussi importe-t-il de le préparer sérieusement, de n'en négliger aucun aspect essentiel, surtout de remplir pleinement et sa responsabilité intellectuelle et sa raison sociale, pour ne pas dire son devoir. Tous azimuts, cette expression du langage stratégique, lancée par le général de Gaulle, conviendrait assez bien pour indiquer le but de notre stratégie associative, au sens de la doctrine militaire qui entend «dans toutes les directions». Nous aussi, avons à cœur et à tâche d'aller dans toutes les directions de l'espace des associations non-gouvernementales, aux points cardinaux de la liberté, de la solidarité et de l'universalité. Trois concepts qui résument bien notre choix. Trois mots-guides d'un itinéraire de pensée et d'études qui part du principe créateur de l'association indépendante vers les exigences d'un développement global, en passant tous les ponts de la solidarité, dans une société humaine acculée par la force des choses à la conscience de son interdépendance, au-delà de ses différences, de civilisations, de cultures, de croyances ou de systèmes.

Parentes d'un même principe d'identité, soucieuses de leurs intérêts communs au-delà de l'ample diversité de leur objet, dépassant leur endos sectoriel, les associations vont se trouver ou se retrouver à Bruxelles le 23 juin 1980 pour la première fois depuis le premier Congrès mondial des associations d'où naquit l'UAI en 1910. Phénomène authentiquement démocratique, s'il en est, c'est la « base » associative, le parterre des participants égaux, qui donnera aux idées et aux conclusions de l'événement son poids et sa valeur. Les cadres auxiliaires du Forum n'auront d'autorité que celle du pouvoir de l'esprit, de la connaissance, de la compétence, dans la plus libre expression des points de vue.

L'organisation internationale des Etats a été forcée d'établir une hiérarchie d'importance entre associations non-gouvernementales dans l'instauration et le fonctionnement des « statuts consultatifs ». Pour notre Institut, instance de recherches et d'études, il n'y a pas d'ordre d'importance, si par là on entend la nature, le format, le prestige, la renommée, la force de pression, la raison sociale, le nombre ou l'argent. La plus petite association, absolument bénévole,





pauvre en moyens mais riche en esprit, comme il en est tant dans le réseau des forces spirituelles, culturelles, scientifiques, ou humanitaires, peut avoir relativement plus d'importance morale, intellectuelle ou sociale, qu'un empire associatif.

Associés naturels de toutes les aspirations, idées ou opinions; associés naturels d'innombrables intérêts humains, individuels et collectifs; libres adhérents de mouvements spirituels, culturels, sociaux, humanitaires, voilà la trame de ce réseau associatif mondial, fait des milliers de mailles que tissent les Annuaire-répertoires de l'UAI au fil des années. Un réseau qui, de nos jours, introduit de nouvelles forces dans le rapport des forces conçu jusqu'ici comme étant souverainement le fait stratégique et diplomatique des Etats,

Le concept même de diplomatie se définit : relations entre Etats, art de la représentation d'un gouvernement à l'étranger, direction et exécution des négociations entre Etats. Et si le dernier chapitre de l'Histoire diplomatique étend cette branche de la politique à ce qu'on a appelé une diplomatie technique dans une foule de domaines, c'est toujours au service et aux ordres de l'Etat qu'elle s'entend et qu'elle s'exerce. L'Etat-nation d'aujourd'hui est encore largement enfermé dans une mentalité de société close et de barrières frontières d'ailleurs de plus en plus débordées. Aussi bien est-on en droit de s'étonner en voyant, dans la gamme des nationalismes, une école dissidente de la pensée de Marx défendre une conception anachronique de l'ordre mondial qui se bornerait en priorité à l'établissement d'un ordre international dit économique, laissant aux Etats le soin de faire leur révolution nationale, domestique, comme ils

l'entendent, sans aucune ingérence non-gouvernementale, d'aucune sorte, qu'il s'agisse des droits de l'homme ou des libertés syndicales. Nous nous référons à ce propos à un important article récemment paru dans la Revue des questions sociales de l'Unesco sous la signature d'un professeur roumain, Silviu Brucan, aucun représentant ou son pays à l'UNO. Cette vue des relations internationales au sens interétatique du mot, telle qu'elle s'est propagée dans l'espace de beaucoup de nouveaux Etats, avant tout soucieux d'asseoir leur souveraineté, est évidemment à l'opposé de la conception des forces transnationales et des frontières ouvertes.

Le moment nous paraît venu de s'expliquer à ce sujet et de se comprendre, dans l'intérêt général. L'interdépendance des faits de notre époque implique forcément la reconnaissance du fait associatif et la considération des on autonomie. Aux Etats de s'en rendre compte et d'y consentir, de bonne ou de mauvaise grâce, s'ils veulent une coopération profitable plutôt qu'un antagonisme que leur autorité, si puissante fût-elle, serait en définitive incapable d'empêcher ou de juguler.

La fonction internationale, universelle, spécialisée ou régionale, sait parfaitement, d'expérience quotidienne, ce que ce fait associatif représente comme contribution, comme apport à ses programmes. Qu'on aille donc le demander à l'OIT, à l'Unesco, à la FAO, à l'Unicef ou à la Cnuced. Aussi bien la fonction internationale nous a-t-elle toujours paru un de nos meilleurs appuis dans notre démarche d'information auprès des Etats trop souvent mal instruits, pour diverses raisons, de la réalité non-gouvernementale. De là notre souci d'associer étroitement les « OIG - à la préparation de notre

Forum, singulièrement au chapitre de la participation qui pénétrera dans les arcanes des « statuts consultatifs ». Ayant déterminé l'identité des associations non-gouvernementales et considéré ses formes de participation désirables à un ordre mondial qui ne peut qu'être, l'itinéraire du Forum conduira logiquement au site de la communication transnationale, qui est tout un paysage de langage, d'information, de documentation, en gros plan des problèmes mondiaux de notre époque. La dynamique des congrès et réunions complètera le tableau dans la même perspective transnationale de communication.

Ainsi parti de la liberté créatrice par les chemins de la solidarité des humains, de tous les humains, hommes et femmes, aînés et jeunes, les uns plus développés les autres moins, nous pourrions apporter notre part à cette quête d'une civilisation de l'universel chère au président-poète Senghor, qui ne peut être qu'une civilisation de tolérance.

L'immense et féconde diversité de l'univers des associations non-gouvernementales n'est-elle pas, en soi, la plus belle profession de tolérance? D'une tolérance définie comme le fait d'accepter la différence des points de vues et de respecter la liberté d'autrui ? Le Forum de 1980 en portera témoignage.

Robert FENAUX

On trouvera infra dans ce numéro, à l'enseigne d' Interphil la Conférence internationale pour l'étude et l'encouragement de la philanthropie, deux études remarquables qui situent parfaitement cette action associative désintéressée par excellence dans le mouvement transnational de l'organisation non-gouvernementale.

The interstate world and the transnational one

by F A CASADIO

We are publishing below, as part of our 'Opus-Forum-1980', the english version of our President's article originally written in preparation for our Geneva colloquium. 1976

In recent years, there have been rapid and widespread changes in the network of international relations. The trends which have emerged have merely altered their direction and intensity. During the Fifties, the multinationalisation of international society was the paramount factor influencing the network of international relations. Interstate organisations were set up on a worldwide basis or a regional one. The areas of competence proper to the international organisations were enlarged. New forms of international action were inaugurated.

In the decade astride the Fifties and Sixties, the outstanding event was the sharp rise in the number of new States which came to join the world family of nations. A bipolar north-south tension in the world grew up alongside the existing bipolar east-west tension and took on a far more complex dimension than the one to which the world had grown accustomed, the bipolarity of which was of the simple, closed-circuit type. Relations between States have, so to speak, acquired greater density as a result of the increasing number of actors on the international stage, opportunities for interdependence, and reasons for solidarity.

Bilateral and multilateral relations between States and between the interstate organisations are only one part of the network. Within the general system of international relations, the subsystem of transnational relations occupies an important place alongside the subsystem of interstate relations. Far more dense and flexible than the latter, the former is nevertheless, and rather surprisingly, the subject of a conspiracy of silence.

Responsibility for this state of affairs should probably be ascribed to a certain mentality bound up with the concept of national sovereignty. As a result, for instance, the international non-governmental organisations and the multinational corporations have come to be regarded — provided anyone re-

members them at all — merely as a kind of fringe activity which is purely complementary to the State.

Yet the system of transnational relations is, on the contrary, quite distinct from the system of interstate relations. There are cases where the structure of transnational relations coincides with the extension of some more or less similar interstate organisation (as for instance a European or a western international non-governmental organisation). There are other cases where the system of transnational relations goes beyond the regrouping of States (as for instance all those international organisations made up of national associations belonging to both east and west). In yet other cases the systems of transnational relations have absolutely no connexions with the structure of interstate relations, which are entirely outside their considerations. They are inspired by motives and attracted by finalities of quite a different order. At all events, the transnational forms of international relations have gradually come to fill all the space left empty by the States and their own system of relations.

During the last ten years, the whole system of international relations has been subjected to pressures, outside forces and strong tensions of one kind or another. The States and other centres of political and economic power are evidencing a growing incompatibility of interests. The system of international relations appears as a battleground of tensions in which the protagonists are not simply the States, but ethnic or religious groups, trends of public opinion, or alliances of interests. The question here is one of genuine centres of political decision-making and action, and hence of political subjects. The international organisations, set up by the States and composed of those States, are no longer capable of ensuring the faithful representation of the real society which underlies them. The world of transnational relations then moves into the front rank. The States and the interstate organisations appear to have no idea how to deal with the international non-governmen-

tal organisations, while the multinational corporations are presently on trial for their lives. The serious problem of relations and, we hope, compatibility between the interstate world and the transnational world is far from being resolved: let us at least be glad that it has at last been stated.

Any closer approach between the interstate world and the transnational world runs into a first obstacle in the shape of the multipolarisation of the former. The dispersion of economic power is one aspect of this. Even ten years ago, international society could be portrayed by utilising the east-west ratio combined with the north-south ratio of the world. The monetary crisis of 1971 and the energy crisis of 1973-1974 were followed by the fragmentation of the west into four parts, each of which was to pursue its own individual policy from then on: North America, Japan, the nine European nations forming the EEC, and the rest of Europe. The energy crisis left each of the western nations to chart its own policy.

The southern part of the world split up into three groups: that of the wealthy developing countries, that of the poor countries, and that of the poorest countries. The group of wealthy developing nations was again bisected into the oil-producing countries and those producing other essential raw materials. World trade statistics now differentiate between those two categories of country, to which they have now added a third: those developing countries which are oil importers. The group of oil-exporting countries does not, however, invariably display its unassailable solidarity: different policies are pursued, based on the region and interests concerned, and sometimes on religion as well. Those raw materials other than petroleum, around which attempts have been made recently to form producers' associations, number just under thirty. But each producing country has its own ideas about how it should participate in exploiting the consequences of the unequal distribution of natural resources around the world. It is easy to realise that this fragmentation and dispersion of economic power have made political negotiations even more complicated than they were in the past, and economic negotiations far more so. Owing to their complexity, certain problems — for instance, certain negotiations on raw materials

President of the UIA

— have now become virtually impossible to resolve.

The poor and poorest of the developing countries had already been divided into their two categories when a political organ such as the United Nations General Assembly operated yet another selection based on the least developed of the developing countries. Some countries were subsequently to be given special consideration as belonging to the category of island States or inland States with no access to the sea; and others again because they had suffered from their wars of liberation waged against the colonial regime. The 6th Session Extraordinary of the UN General Assembly, as it announced the new international economic order, also defined those countries which were especially sensitive and vulnerable to the economic crisis. Each of these manifold regroupings, plus hundreds more which could be established on the basis of other distinctive criteria, has a long list of interests and requirements which it defends tooth and nail and seeks to impose on the rest.

The constantly growing complexity evidenced by today's international society is also due to the transformations being wrought in the interstate co-operative institutions.

The number of international organisations has risen lately. New organisations have been set up to promote regional interests (though very few of them in the sphere of genuine economic integration, which the developing countries are reluctant to accept) or to defend sectorial interests (as in the case of the producers' associations). New financing funds have been dreamed up in the sometimes forlorn hope that they will lead to a redistribution of wealth.

Another tendency which has emerged in the international organisations relates to the politicisation of technical problems through the channel of the great world conferences convened on a variety of subjects, from the population explosion to food supplies, from the environment to employment. Finally, there is a tendency to globalise, as for instance the Sessions Extraordinary of the UN General Assembly which were supposed to formulate global world strategies and a new world order.

Yet the ability to chart and implement vast strategies on a worldwide plane has never been so far outside the grasp of the world's great institutions. This difficulty may be explained in part by the excessive and ungovernable membership of the international organisations. The delay in reforming the institutions and their operating methods is also partly responsible. But this state of affairs is due above all — and ad abundantiam — to the very

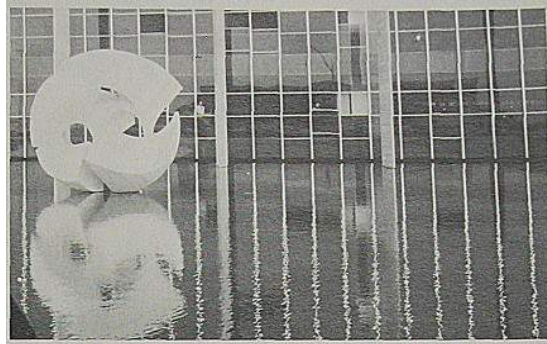


Photo UNESCO / Dominique Roger

nature of the problems these organisations are called upon to solve. In the political and security sphere, three major problems remain wide open. There is the problem of deep-rooted conflictual situations bound up with that of the contagious nature of internal conflicts and international tensions. There is the problem surrounding the limited capacity to absorb the consequences of tensions and conflicts even when the latter seem to have been settled or damped down. And finally, on the level of principle, there is the problem caused by the delay in creating, indeed of inventing, a new code of international law. In the economic sphere, there are again three major problems which seem to defy any attempt at solution. There is the problem of the inequitable or unbalanced distribution of potential or actual resources. On the world map of natural resources, the chief absurdity is the unequal distribution of the capacity or know-how needed to valorise or exchange them. There is the problem of negotiating terrains. Whenever economic negotiations become necessary, one almost insuperable difficulty arises which consists of finding the links between complementary interests that could lead to an amicable compromise. And finally, there is the problem of forecasting, initiating, orienting and controlling economic strategies. In the social sphere, the worst problems are the following. Firstly, that which stems from the varying ways in which the social reality is actually perceived by individuals, groups and categories. Not only is this social reality understood and appreciated in different ways, but the scales of values, the criteria of social conduct vary considerably. Then there is the problem bound up with the heterogen-

ous nature of social groups, and all the other problems arising therefrom which have an adverse effect on inter-group communication. And lastly, there is the problem of how to combine the rigidity of social structures with innovatory trends and even with radical departures from the norm. None of these problems can be either solved or even correctly stated unless the network of international relations has the essential flexibility and efficacy. Now, the network of international relations is made up both of interstate relations and transnational relations. To some extent, as has already been observed, the role of the transnational relations is to integrate, round off, and replace interstate relations, to fill up the empty spaces and lacunae in that system. But to an even greater extent certainly, transnational relations are what they are because of their very nature, in response to a logic which is specific to them. In any case, they go beyond interstate relations. From the standpoint of the institutions bound up with international affairs and the principles surrounding their functioning, there is no reason to think that certain transnational relations are in opposition or in contradiction to certain types of interstate relations. The code of conduct governing interstate relations — international law in general — has not yet been completely framed; far from it. So it is not surprising that the code of conduct governing transnational relations is still in the embryo stage.

The ultimate chances of solving the great world problems of our time lie in the improvement of interstate relations, in the valorisation of transnational relations, and in the harmonisation of those two great categories of international relations. The « code » of transnational relations ?



Photo : Unations

Ces discours datent déjà mais leur actualité est brûlante et on ne pourrait mieux situer l'action philanthropique dans le réseau des organisations sans but lucratif. Un des auteurs, Paul Chaudet, n'est malheureuse-

ment plus, mais son verbe d'une haute portée de l'esprit, jointe à une incomparable expérience du sujet, prend le sens d'un message que nous versions avec joie au dossier de notre Forum 1980.

Depuis sa création en 1969, INTERPHIL a œuvré pour une meilleure entente dans le domaine de la philanthropie moderne.

Son action vise en premier lieu à l'amélioration de l'information et des recherches dans ce domaine qui a connu une histoire extraordinaire et ininterrompue, depuis l'Antiquité jusqu'à nos jours. Les fondateurs d'Interphil ont été d'avis en effet que la philanthropie a devant elle un avenir important. Et c'est pour mieux répondre aux exigences de cet avenir qu'ils ont créé leur organisation.

De cette action découle logiquement une deuxième activité : la conceptualisation et la terminologie. La philanthropie a suivi une évolution distincte dans chaque société et elle a donné lieu à des philosophies, des législations et des pratiques nationales très différentes. Toutefois, dans le monde actuel, où les hommes s'entraident non seulement à l'intérieur de l'Etat mais aussi à travers les frontières, cette absence d'une base conceptuelle commune risque de devenir un obstacle majeur.

En troisième lieu, Interphil essaie de promouvoir le dialogue entre les différentes parties concernées, tant pour favoriser les contacts à l'intérieur du secteur non lucratif (entre les « fournisseurs » de fonds privés et ceux qui en ont besoin) qu'entre ce secteur et ses interlocuteurs, notamment l'Etat et les entreprises.

Constituée sous la forme d'un « forum » permanent, Interphil a eu le privilège de voir à intervalles réguliers des personnalités ayant une expérience particulière dans le champ de la philanthropie lui exposer leurs points de vue.

On trouvera ci-après le texte de deux discours ayant trait, l'un à l' « éthique » et aux « réalités » de la philanthropie phénomène associatif considéré sous son aspect international, l'autre à « la recherche d'une langue commune de la philanthropie ».

L'éthique de la philanthropie moderne

par Paul Chaudet

Introduction

Il m'est difficile de masquer l'inquiétude que j'éprouve à exprimer le témoignage probablement insuffisant d'un homme dont l'existence s'est déroulée en étapes bien distinctes, de la carrière professionnelle de vigneron à des obligations militaires, à des activités politiques de parlementaire et de gouvernement, enfin à des engagements dans le domaine spécifique de la protection de l'enfance. Je rappelle cette succession de préoccupations apparemment fort différentes pour souligner une formation personnelle qui s'est faite au contact des dures réalités d'un métier, des obligations du soldat, des responsabilités du citoyen appelé à s'occuper des affaires de son pays, dans sa commune d'abord, dans son canton et au sein du gouvernement de la Confédération helvétique ensuite. Peut-être cette formation est-elle de nature à influer sur la manière d'envisager l'action humanitaire, les raisonnements dont elle doit s'inspirer, ses méthodes de travail.

Une vue très réaliste des pratiques de la philanthropie serait-elle nécessairement en contradiction avec l'élan d'une vocation ? Il me paraît que cet élan ne peut se projeter à l'aveugle dans un monde marqué par la montée de la violence, par le cloisonnement des hommes et des peuples en Ghettoes de tendances idéologiques, de passions, de contestations de tous ordres. Comment éviter l'éparpillement des quelques résultats qu'on peut obtenir au sein de groupes humains figés sur des positions acquises ou axés sur la volonté d'une révolution permanente ? Comment la philanthropie, à savoir « le sentiment qui pousse les hommes à venir

en aide aux autres » peut-elle conserver un pouvoir de pénétration dans les mouvements passionnels ou s'affrontent partisans et adversaires d'une société sans classes ? Theilhard de Chardin a pu dire que « le mobile de bonté qui fait agir un être humain doit être considéré comme une source d'énergie, non seulement dans sa face sentimentale, les peines et les joies qu'il nous cause, mais dans sa signification évolutive, celle d'un amour universel psychologiquement possible, car il est la seule façon complète et finale dont nous puissions aimer ». Mais, constatait-il par ailleurs, « le collectif tue l'amour qui voudrait naître. Voilà où échouent les philanthropies... ». « Totaliser sans dépersonnaliser, sauver à la fois l'ensemble et les éléments. Tout le monde est d'accord sur ce double but à atteindre. Mais comment les groupes sociaux actuels disposent-ils des valeurs qu'ils s'accordent en théorie à préserver ? Toujours en considérant la personne comme secondaire et transitoire, et en posant en tête des programmes le primat de la pure totalité... ». Les serviteurs du progrès liberté : ils sont fatalement aspirés et assimilés par les déterminismes qu'ils construisent. Leurs propres mécanismes les mécanisent. Il ne reste à ce moment, pour commander les rouages de l'Energie Humaine, que l'usage de la force brutale, la force que, très logiquement, on voudrait recommander aujourd'hui à nous faire adorer. Or, ceci est une trahison faite à l'Esprit, en même temps qu'une erreur grave en technique humaine. A un système formé d'éléments conscients il ne peut y avoir de cohésion qu'à base d'immanence. Non pas la force au-dessus de nous, mais l'Amour... Le scepticisme et les critiques ne sauraient empêcher que la théorie et l'expérience de l'Energie spirituelle se trouvent d'accord pour nous avertir que nous sommes parvenus à un point décisif de l'évolution humaine, où la seule issue en avant est dans la direction d'une passion commune, d'une « Conspiration ».

J'ai parlé tout à l'heure de réalisme. Réaliste, il faut l'être pour considérer les événements tels qu'ils sont. Mais il faut l'être paradoxalement pour réaliser la puissance nécessaire de volonté d'amour capable de pénétrer à travers les violences matérialistes et collectivistes pour « maintenir les individus dans l'ordre le plus favorable à l'action, pour les orienter, au sein d'une libre concurrence, vers des combinaisons meilleures, pour les décider enfin à ne pas gaspiller leur puis-

sance d'aimer mais à la sublimer jalousement en vue de l'union finale ». Réaliste, ai-je dit, pour voir le monde tel qu'il est. Un monde paradoxalement déchiré et pourtant tenu en équilibre instable par le gigantesque affrontement Est-Ouest. Et dans cette opposition que je dirai horizontale s'inscrit l'opposition verticale des pays industrialisés et des pays en voie de développement. Dans l'imbrication des forces et leur confusion, un nombre toujours plus élevé de groupes humains sont sensibilisés par les pressions qui s'exercent sur eux. Ils sont soumis à des comportements et des langages où la pensée est altérée, les motivations faussées, où les mots perdent leur sens et prennent entre antagonistes des significations différentes. On le perçoit au sein de n'importe quelle organisation internationale s'efforçant d'agir dans une orientation donnée. Des distorsions s'y font jour. Elles sont le reflet de conceptions politiques particulières, d'égoïsmes nationaux, d'oppositions viscérales. Elles marquent aussi le caractère utopique de toute uniformisation des méthodes et des pratiques appliquées en matière d'aide et de coopération. On oublie cette vérité capitale que « l'union différencie ». L'Amour n'est que l'expression concrète de ce principe métaphysique.

Mais réaliste, il faut l'être encore pour « s'occuper des moyens d'améliorer le sort de ses semblables » en agissant dans un esprit dépouillé de toute tendance intéressée, de tout orgueil, de toute envie de vouloir « marquer des points » si vous permettez cette expression - par rapport à d'autres interventions personnelles ou de groupements: La pureté du sentiment qui fait agir constitue le seul facteur assurant sa valeur et sa plénitude au don de soi. Il importe à celui qui intervient sur le terrain qu'il le fasse avec le force d'un total engagement. Il devient le garant d'un esprit nourri des réalités de la vie et des contacts humains. De même qu'en économie c'est de la production du sol que découlent toutes les activités des secteurs secondaires et tertiaire, c'est du terrain que doit venir l'inspiration des grandes entreprises de portée humanitaire et sociale. On peut se demander si, à l'échelon des organisations mondiales, la préoccupation se manifeste assez de percevoir avec la netteté voulue ce que sont les besoins auxquels il faut répondre. En tire-t-on les conséquences en ce qui concerne les méthodes de travail et les comportements de chefs parfois trop éloignés de leur base ? Il reste beaucoup

* Discours présenté le 16 juin 1976 à l'Assemblée Générale d'Interphil à Madrid. M. Chaudet, vigneron et homme politique suisse, né en 1904 a commencé sa carrière politique en 1930 comme trésorier, et ensuite comme président de la Commune de Rivaz, dont il est aujourd'hui citoyen d'honneur. Elu Conseiller national en 1943, il a fait son entrée dans le gouvernement de la Confédération suisse en 1948. Il a exercé à deux reprises, en 1959 et en 1962 la fonction de Président de la Confédération. Il joue un rôle actif dans le domaine de la philanthropie notamment en ce qui concerne la protection de l'enfance.

à faire pour que l'expression d'une volonté morale passe dans les deux sens à travers les chicanes des structures politiques, économiques et sociales des pays et des peuples concernés par un effort d'aide humanitaire et de coopération technique où se reflète vraiment l'esprit de la philanthropie. A cet égard, des analyses poussées ont été faites sur les causes de ce qu'on a dénommé « l'échec de la première décennie du développement ». S'il fallait en tirer des intentions idéologiques, sous quelque forme que ce soit. Ils appellent surtout la transformation d'une mentalité dans les rapports entre nantis et bénéficiaires, rapports trop longtemps dominés de paternalisme et de caractère assistenciel. La récente conférence de Nairobi a démontré combien cette transformation a de la peine à passer dans les faits. Enfin, ces enseignements amènent à réfléchir sur les dimensions des interventions, le doute étant permis dès l'instant où les projets réalisés ou en voie de réalisation dépassent la taille de l'homme. Mais si ces enseignements mettent en garde contre l'orgueil où la tentation de pouvoir, ils ont aussi à nous libérer de ce sentiment de culpabilité qui domine par trop les peuples des pays industrialisés. Le meilleur de ce qui pousse les hommes à s'engager n'exclut pas de leur part une vision réaliste des événements et des conditions dans lesquelles ils travaillent. Seule, cette vue lucide permet d'agir avec l'intelligence nécessaire à l'efficacité. La coordination des efforts dans le monde me paraît devoir être le fait des grandes organisations internationales, appelées à déterminer les objectifs généraux de l'action commune. Entretiennent-elles entre elles, à ces fins, des contacts suivis et suffisants ? Comprennent-elles assez que, partant de cette coordination, liberté doit être laissée à chacune d'elles quant à la spécificité des projets et des méthodes de travail ? Font-elles appel, au service d'une complémentarité nécessaire, aux moyens techniques dont elles disposent, à leur personnel qualifié, à leurs expériences propres, à des échanges en un mot qui ne sauraient remettre en cause les particularités de chacune ? La compétition, si compétition il y a, ne devrait donc se manifester que sur le terrain, entre missions et agents se stimulant les uns les autres dans la préoccupation constante d'une même idéal. Il serait bon d'en finir - s'il n'est pas illusoire de le souhaiter - avec des compétitions à l'échelon des gouvernements et des blocs de puissances tirant à hue et à dia le char d'une charité empoisonnée parfois de fatras administratifs ou de mobiles douteux. Paradoxalement, en une époque où les distances sont anéanties, facilitant les rencontres de tous ordres, des comparti-

mentages subsistent et ils sont d'une étonnante étanchéité. Je répète, car c'est ma conviction profonde, que l'erreur de l'action philanthropique envisagée dans son sens le plus général est de se pratiquer selon des vues trop lointaines, de haut en bas, dans chaque couloir d'une organisation donnée. Or, les grandes organisations sont là pour éclairer au sommet d'une vision globale le monde et ses besoins. Cette vue générale est l'affaire des états-majors placés pour opérer la synthèse des problèmes, travail déjà considérable de recherche et d'analyse. En revanche, il appartient aux agents actifs de tirer le parti voulu de cette information.

J'éprouve la tentation de dire qu'au plan de certaines organisations internationales les états-majors sont disproportionnés par rapport aux unités sur le terrain. Ces directions sont menacées de l'hypothèque bureaucratique qui grève les organisations politiques inter-gouvernementales. On en connaît les conséquences financières. Elles agissent négativement sur la recherche de fonds. Sans contester la nécessité d'honorer des hommes compétents, on ne saurait pourtant tolérer une distorsion entre le sacrifice d'un donateur et la part qui revient de ce qu'il donne à celui qui devrait en être le bénéficiaire.

Un équilibre est à maintenir entre « la tête chercheuse » d'une organisation et les moyens de tirer parti des résultats de cette recherche.

Si j'éprouve des craintes quant au poids des organisations de fait dans leur rapport avec l'action pratique, cette appréciation évidemment très personnelle ne saurait, me faire oublier pour autant l'essentiel de nos préoccupations. C'est précisément en songeant au résultat de ce que nous entreprenons pour venir en aide à des millions de nos semblables que je voudrais voir se multiplier les possibilités d'interventions où elles s'avèrent nécessaires, il me paraît que la solidarité humaine ne peut s'exprimer valablement que si elle est le fait d'hommes en grand nombre s'engageant de leur pleine volonté.

Connaissant par mes activités gouvernementales, le rôle des organisations officielles soutenues par les Etats et liées aux procédures de chacun d'eux, j'ai trouvé les plus larges satisfactions à servir plus tard dans le cadre d'une organisation non gouvernementale. Le rôle à jouer dans le monde par le secteur privé me paraît capital. Il s'impose aux côtés de celui du secteur public. Facteur puissant d'émulation, il est un agent de détection des champs d'activité, une garantie d'intervention rapide dans les cas d'urgence, intervention moins liée à des conditions touchant aux rapports politiques. Rien n'empêche le jeu d'actions communes entre organisations

gouvernementales et non gouvernementales. Mais l'intuition et la capacité d'agir de ces dernières répond infiniment mieux à des exigences où doit s'exprimer la spontanéité de la solidarité humaine. Pour en revenir aux relations des états-majors et des troupes, je ne pense pas que l'équilibre dont j'ai parlé tout à l'heure ait été réalisé jusqu'ici à satisfaction. A-t-on obéi à des idées directrices ? Economiquement, par exemple, s'est-on préoccupé de promouvoir d'abord et partout le développement de la production vivrière, de ce secteur primaire dont découlent tout naturellement l'essor du secondaire et du tertiaire ? Techniquement, s'est-on demandé si les moyens mis à la disposition de certaines populations ne l'étaient pas prématurément ? A-t-on tenu compte de leur capacité d'assimilation, de leur possibilité d'en faire un usage rationnel ? Toutes les infrastructures édifiées à coups de gros investissements ont-elles fait partie d'un plan de production, d'acheminement et de vente des produits ?

Socialement, enfin, s'est-on pénétré de la conviction qu'il importait d'assurer en première urgence le sort de l'enfance, son éducation de base, son éducation nutritionnelle, son placement dans un milieu familial capable de relever, sa formation professionnelle agricole ou artisanale avec les moyens propres de son milieu et de son habitat naturel ? Je ne fais pas de ces questions un réquisitoire. Je dis simplement les interrogations inquiètes qui me sont venues à l'esprit lors de constats sur place aussi bien en Amérique du Sud qu'en Afrique Noire ou en Asie. Il est d'autres questions que pose la politisation de la philanthropie. Songeons aux interventions de grandes puissances liant pratiquement l'effort de développement à celui de l'établissement d'un régime déterminé. On parle de libre disposition de leur sort pour des pays dont l'orientation est imposée à l'aide de forces militaires ou sous l'influence de conseillers venus d'ailleurs. Tout le jeu de l'aide au tiers monde se trouve faussé dès lors qu'il devient un moyen de modifier l'échiquier politique d'une nation, voire d'un Continent. Si de telles tendances devaient se poursuivre, je ne vois guère comment la suite ne pourra pas ressembler étrangement à ce qui a précédé.

Ce qui importe, je l'ai déjà souligné, c'est l'esprit dans lequel sont entreprises les actions destinées à corriger une disparité de conditions d'existence qui tend à s'accroître encore. Qu'il s'agisse d'aide financière, d'aide humanitaire, de coopération technique, pour reprendre les classifications en usage dans mon pays, la condition d'une entreprise valable sera celle de cette liaison morale au sommet sans laquelle aucune coordination

n'apparaît possible. La philanthropie telle qu'on la définit généralement, c'est-à-dire une (ois encore « le sentiment qui pousse les hommes à venir en aide aux autres » se manifeste lorsqu'elle cimente les actions de caractère éducatif, technique et promotionnel en matière de production. Cela vaut dans les domaines les plus variés et les plus étendus : soulagement de la misère matérielle et morale, aide à la jeunesse handicapée, aux infirmes moteurs cérébraux, aux orphelins ou aux enfants de parents indignes. Mais je songe plus particulièrement ici à la philanthropie animant des projets de portée plus générale. Elle doit apparaître autant dans une organisation à la fois pourvoyeuse et réalisatrice d'un programme, que dans une organisation vouée à soutenir financièrement l'engagement d'une autre.

Le public fréquemment sollicité de faire preuve de générosité, a souvent l'impression que les organisations au travail sont trop nombreuses et qu'elles se dispersent dans l'immensité des besoins et des territoires. Pour qui a quelque expérience du terrain, nous savons qu'aucune de ces organisations ne fait double emploi. Il y a place pour chacune. Le nombre même des associations engagées est en soi un facteur d'émulation. On peut en dire autant, par analogie, de la collecte des fonds. En dépit de la lassitude qui se manifeste souvent devant les sollicitations dont chacun se voit assailli, reconnaissons toutefois que les petits ruisseaux font les grandes rivières. Il faut compter ici avec le phénomène de l'attachement des personnes à des organisations données. Si, par hypothèse, ces organisations disparaissaient sous l'effet d'un regroupement, des dons particuliers disparaîtraient avec elles. Certes, il est des cas où le regroupement est indiqué. J'en vois l'exemple dans les appels au public en vue de parer aux conséquences d'une catastrophe naturelle ou d'une guerre. Des expériences, ont été faites à cet égard en Suisse. Elles ont donné un résultat positif. Mais il s'agit là plutôt d'actions ponctuelles correspondant à une situation bien définie et non d'actions à long terme entreprises en fonction d'une vocation spécifique. Si le nombre des organisations qui font appel au public pour obtenir des fonds et soutenir des actions humanitaires n'est pas un obstacle à leur activité, le comportement de ces organisations les unes vis-à-vis des autres devient facteur de réussite ou d'échec. C'est là que doivent jouer verticalement une liaison morale aussi bien qu'horizontalement un minimum de coordination. Ces conditions impliquent une mise au point des objectifs généraux et de leur ordre de priorité, des accords quant à la méthodologie de l'action, enfin, des moyens de faire du peuple et du pays dans lesquels on



Photo : United Nations

opère un partenaire à part entière. Une neutralité absolue s'impose dans les relations de caractère philanthropique entre, ethnies et communautés différentes. On peut diverger de vues sur une manière de promouvoir telle ou telle action pratique. On ne saurait diverger quant aux mobiles qui font agir. Dès que ceux-ci s'entachent de considérations étrangères aux fins dont il s'agit, le désordre est assuré, une compétition ridicule de la charité, des comparaisons blessantes, le besoin de certains hommes de se tailler un succès personnel ou celui de la cause à laquelle ils accordent leur patronage. Parlant de philanthropie, Fénelon disait qu'il doit de passer la limite du « moi » et mettre en cause le concept même d'individu. Il importe de sauvegarder, à travers toutes les entreprises humanitaires à l'œuvre, la pureté d'intention qu'elles ont à traduire dans les faits. Je me résume en disant : moins de bureaucratie aux échelons supérieurs

des organisations internationales, mais plus d'influence morale, personnelle et directe chez les chefs et les agents chargés de propulser une attitude de neutralité, une pensée généreuse et une conception claire de ce que doivent être les relations humaines.

De quelques expériences

J'ai tenté bien imparfaitement de démontrer que la philanthropie en son état idéal doit imprégner les actions des hommes qui se vouent au service de leurs semblables et qui tentent de remédier aux maux dont souffre l'humanité. La question ne saurait donc se poser de savoir en quels domaines le philanthrope cherchera à exercer son influence ou porter son effort. Par l'esprit qui ranime, il faut soulever son omniprésence, car il ne peut être question d'opérer des discriminations entre catégories d'organisations ou de communautés régies par des statuts différents. Le même esprit doit agir dans

toutes les entreprises de promotion humaine vers le progrès et l'épanouissement de la personnalité. Cet esprit aura peut-être plus de peine à se manifester dans les milieux officiels, liés aux procédures imposées par les gouvernements et les administrations. Aucune cautèle de ce genre n'est tolérable au sein des organisations privées, ni dans leurs orientations, ni dans leurs méthodes de travail.

Libérées de toute servitude politique, ces organisations n'ont de justification profonde que si elles sont des agents moteurs dans tout ce qui s'accomplit, à long terme ou dans les interventions d'urgence. Toutefois, leur présence en cas de catastrophe naturelle ou de guerre ne prend son sens que si elle constitue un point de départ, permettant l'implantation de projets dont la motivation réside dans les conséquences mêmes du cataclysme. C'est ici le lieu de parler du rôle que peuvent jouer les fondations. Nous savons combien elles sont nombreuses et diverses. On en compte vingt mille au moins aux Etats-Unis, 250 en France, pour ne citer que ces exemples. Leurs fortunes souvent considérables permettent aux sociétés occidentales de faire face à des besoins d'intérêt général sans avoir à abandonner totalement celui-ci au secteur public. Elles sont du même coup le garant du pluralisme comme de l'action concertée. Le fait que l'importance des fondations tende à s'accroître dans les continents et les pays où le type de société politique et le statut juridique leur permettent de se développer démontre qu'elles répondent à un besoin. On sait en effet que même dans un pays dont le statut social est particulièrement avancé,

il est des cas d'espèce qui ne sont jamais atteints ni par l'aide officielle, ni par celle d'organisations non gouvernementales. La répartition des activités apparemment la meilleure ne peut pas tout prévoir. Cela découle de l'étendue des territoires et de la spécificité des actions. Si vous me permettez cette expression, partout où des trous se produisent, des vides sont à combler, des personnes et des communautés sont laissées de côté. Il me paraît donc que dans l'évaluation des projets d'études et de recherches, l'accent doit être porté soit sur l'appui financier des programmes intégrés, soit sur les groupements et fractions de populations non touchés par ces programmes, les limites de ceux-ci se dessinant plus nettement qu'autrefois dans le terrain. L'impact social de l'action des organisations sans but lucratif, dont Interphil a fait l'objet de l'un de ses « carrefours », me paraît devoir porter - sans exclure pour autant des entreprises de portée plus générale - sur les problèmes posés par les marginaux, voire les oubliés d'une société dont le statut social est le fruit de savoir de technocrates.

Qu'il s'agisse d'organisations non gouvernementales ou de fondations à but philanthropique, ces sociétés bénéficient en principe de l'immense avantage de la souplesse et de la rapidité. Ce sont là, à coup sûr, les conditions de l'efficacité.

On les percevra particulièrement, à titre de démonstration, dans les cas de catastrophes naturelles où la sensibilité du public appelle l'intervention immédiate aussi bien qu'elle oublie rapidement son émotion, un événement chassant l'autre à un rythme surprenant. Dans cette

démonstration insuffisante si elle est passagère, l'effet moral sur l'être humain touché par la spontanéité d'un geste constitue un premier résultat. Un autre s'impose dans la poursuite et le développement d'un travail durable et en profondeur. A cet égard, les fondations portent la responsabilité de demeurer un facteur essentiel de progrès dans la liberté. Il y faut beaucoup de vigilance et la préoccupation de se compléter mutuellement dans l'action. Aux grandes impulsions données par les plus puissantes et les plus fortunées va s'ajouter le rôle des fondations modestes capables d'opérer dans les milieux où règne peut-être le moins de perspectives vers la joie et le bonheur. M'occupant particulièrement des problèmes de l'enfance et de l'adolescence, je sais par expérience l'effort qu'il faut accomplir pour réviser sans cesse - sinon les buts - tout au moins les pratiques d'un mouvement, pour les adapter aux nécessités et aux besoins de l'heure. Ainsi que le constatait récemment l'un de nos collaborateurs, « il ressort qu'insensiblement la finalité, comme les moyens de l'aide à l'enfance sont en voie de mutation constante. Les lignes de force de la coopération internationale apparaissent maintenant, de plus en plus clairement, en ce sens que la protection de l'enfance n'est pas une tutelle. Sa sécurité postule un équilibre social et économique coordonné. En bref, cette protection n'est qu'un des maillons du développement global. Toute conception ou toute action qui favoriserait un repli de l'action sociale sur elle-même et pour elle-même constituerait une erreur évidente ».

J'ai pris l'exemple de l'aide à l'enfance pour cette raison déjà qu'elle constitue un élément essentiel de l'aide au développement. Mais je l'ai pris aussi pour souligner l'importance de (a) continuité d'une action et du mouvement dans cette continuité. Quelle que soit la nature du projet auquel une organisation, ou une fondation s'intéressera, il ne sera jamais qu'un point de départ vers une réalisation dont les limites s'élargiront sans cesse. Je cite à cet égard le cas de l'initiative du mouvement Suisse « Enfants du Monde », tendant à construire au Cameroun un pont sur le fleuve Sanaga. A l'origine, ce pont était destiné à relier une partie productrice du pays à la partie consommatrice des villes de Yaoundé, Edéa et Douala. Les péages prélevés au passage devaient être affectés aux œuvres camerounaises de l'enfance. A partir de ce départ dont l'objectif était relativement limité, se sont imposés peu à peu la nécessité d'un aménagement routier pour faciliter les de denrées vivrières et celle d'un aménagement général d'une zone agricole où mille familles d'agriculteurs prendront racine et assureront la mise en culture d'un

Photo : Unher



important territoire. Ainsi, ce qui devait être d'abord un assouplissement de certaines conditions d'une économie locale et un apport de recettes pour les œuvres de l'enfance s'est-il transformé en un programme de promotion économique et sociale susceptible de faire école et d'appeler d'autres régions à pareille expansion.

Je reviens à la souplesse et à la rapidité dont disposent les organisations privées - quelle que soit leur nature juridique - pour affirmer qu'elles ont une mission considérable et magnifique à remplir, une mission dont va dépendre finalement le sort d'une société attachée à ses libertés. En créant partout où le besoin s'en fait sentir des centres pilotes, appelés à rayonner autour d'eux, elles donneront à l'aide au développement cet esprit de philanthropie et cet élan qui ne sont pas aujourd'hui à la mesure de la croissance démographique et des besoins des populations. Quoi qu'il en soit, les organisations non gouvernementales ont à se préoccuper de revoir constamment leurs propres structures, leurs méthodes de travail et leur volonté d'agir de telle manière qu'elles puissent répondre à ce qu'on attend d'elles. Elles ne peuvent le faire utilement qu'en liaison étroite avec les fondations, dont les statuts plus rigides font d'elles des points d'appui autour desquels se régleront ce qui doit être mobilité. Ce qui manque souvent aux organisations, c'est moins de l'argent que des études de projets, du personnel qualifié, un potentiel d'engagement que l'immensité des besoins paraît paralyser plutôt que stimuler. Nombre de positions sont à revoir à la base. Leur quantité et leur nature donnent peut-être à quelques-uns parmi nous un sentiment d'impuissance. Loin de perdre du temps à nous interroger, disons-nous que chaque action - si modeste soit-elle - est une pierre nécessaire de l'édifice que nous avons à construire en vue de préparer aux générations à venir de meilleures perspectives.

Plutôt que tenter de faire de cet exposé un inventaire des programmes à envisager et de leur planification par les organisations selon leurs statuts et leurs buts, je voudrais consacrer de préférence le temps qui me reste à un autre aspect du problème touchant les fondations à but non lucratif.

Il s'agit du rôle à jouer dans les rapports entre pays industrialisés et pays en voie de développement sous l'angle de la nature des prestations à fournir par les premiers nommés. Je songe à la manière de recueillir les fonds nécessaires au soutien des actions, au caractère que les démarches auprès du public ne man-

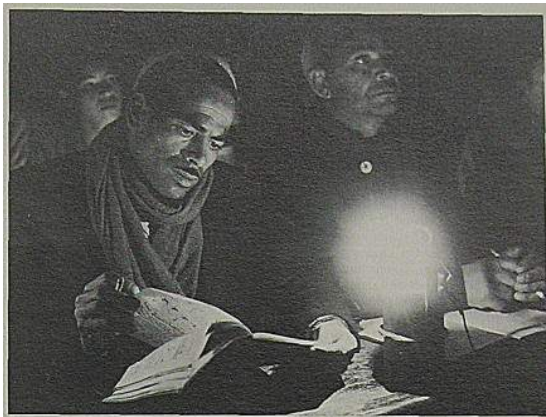


Photo : Unesco / Gerda Bolm

quent pas de donner à toute entreprise d'aide au tiers-monde.

Les situations, à cet égard, se présentent très différemment, selon que les organisations - surtout les fondations-disposent déjà de moyens financiers importants ou qu'elles sont obligées au contraire de faire appel à la générosité de leurs membres et du grand public. Il faut admettre toutefois que les fondations les mieux dotées ne disposent que de peu de capitaux au regard des besoins considérables auxquels une activité réelle les confronte. Je reprends l'exemple des fondations américaines, dont la fortune totale était évaluée en 1967 à 20 milliards de dollars et leurs dépenses philanthropiques à plus de un milliard par année. Ce milliard ne représentait que le 8 % de la philanthropie privée annuelle aux Etats-Unis. Toute organisation non gouvernementale et à but non lucratif doit donc assumer la recherche de fonds, qu'elle se borne par là à soutenir les projets d'une autre organisation ou qu'elle s'engage elle-même à créer des centres et à en assurer l'exploitation.

Force nous est de constater qu'une certaine fatigue, une certaine lassitude se font jour auprès du public accablé souvent de sollicitations et qui éprouve quelque peine à décider lesquels des appels retiendront son intérêt. Le nombre et la diversité des rapports d'activité, des périodiques consacrés à des actions humanitaires, des informations données sur telle ou telle organisation, accompagnés du bulletin de versement, ne manquent pas de créer un certain malaise. On éprouve de la peine à discerner les-

quels de ces appels présentent le plus d'intérêt, à d'autant plus forte raison que certains d'entre eux font preuve de cette affreuse démagogie qui consiste à sensibiliser le public par des textes ou des images si frappants qu'ils en deviennent une accusation. On pourrait parler parfois d'une sorte de commerce de la charité. Je m'excuse de la brutalité de ce terme. Mais en tout état de cause, le pillage que subit le public, le martèlement des esprits, le sentiment de la dispersion deviennent chez des donateurs éventuels un alibi pour refuser, si leur conviction n'est pas acquise ou s'ils se trouvent dans l'incapacité de choisir. Cet état d'esprit est plus répandu qu'on ne croit. Il explique peut-être en partie le déséquilibre qui subsiste entre les besoins du monde en voie de développement et les moyens qui lui sont consacrés. Vous me direz que c'est peu de chose au regard du rôle joué par les termes de l'échange, problème auquel la Conférence de Nairobi s'efforçait de trouver une solution. Mais c'est tout de même un facteur de disparité auquel il faut prendre garde.

Je voudrais faire part ici d'une expérience que nous sommes en train de vivre dans le domaine de la protection de l'enfance. Cette expérience répond à la question de savoir si les relations entre pays industrialisés et pays en voie de développement ne devraient pas s'orienter vers d'autres voies que celles d'une charité demeurée - qu'on le veuille ou non - par trop paternaliste. Sur le désir de l'Union Internationale de protection de l'enfance, sa branche suisse « Enfants du monde » a pris l'initiative de créer une fondation dénommée

Interchild. Cette fondation est destinée à mobiliser des moyens financiers et à les mettre à la disposition des organisations non gouvernementales. Elle est dotée d'un Conseil constitué à un haut niveau. Très rapidement, partant à zéro, nous nous sommes rendu compte que la recherche de fonds, par appel direct aux banquiers, aux industriels, aux commerçants ou à d'autres personnalités se heurtait à la lassitude dont je parlais tout à l'heure. C'est la raison pour laquelle la Fondation a créé une société de service, Industrie, Développement S.A. (Indevsa) dont elle est la seule actionnaire. La société a entrepris des études pour le compte d'entreprises multinationales et nationales. Elle a procédé à des expertises quant à leur implantation et leur intégration dans le milieu socio-économique où elles exercent leur activité. Très rapidement, nous avons vu nos activités s'étendre à d'autres types d'engagements. De nombreuses entreprises industrielles ont recours à nos services pour s'introduire sur des marchés d'autres pays. C'est ainsi que nous avons mis sur pied les projets et contrats relatifs à la construction d'une autoroute en Côte d'Ivoire. Nous venons de conduire par ailleurs les opérations pour la fourniture, en Afrique Noire, de matériels techniques dans le domaine des transmissions.

Invités par un gouvernement du même continent, nous nous préparons à étudier la possibilité de mettre en œuvre un certain nombre de propositions dans le domaine immobilier, le secteur routier et un programme de développement touristique. Nous sommes également en relation avec un autre pays encore pour diverses constructions. Dans tous ces cas, nous travaillons à détecter les possibilités de chantiers ou de fournitures; nous mettons les entreprises en contact avec les gouvernements; nous veillons à la préparation et à l'exécution des contrats; nous nous assurons de la régularité des opérations bancaires ou autres. Pour les grands projets, nous négocions avec les autorités l'obtention de la garantie des risques à l'exportation et avec les banques les conditions de l'octroi des crédits.

Indevsa facture ses services à raison d'une commission prévue par les contrats. Après avoir couvert ses frais d'administration, elle crée un fonds de réserve pour sa sécurité d'avenir. Intérêts de ce fonds et capitaux recueillis dès lors seront mis à la disposition des organisations en faveur de l'enfance, la Fondation se réservant de choisir les projets qui lui paraissent dignes d'être financés. Nous croyons ainsi avoir innové en recherchant une sorte d'intégration de l'effort humanitaire dans le processus économique normal des entreprises et du pays.

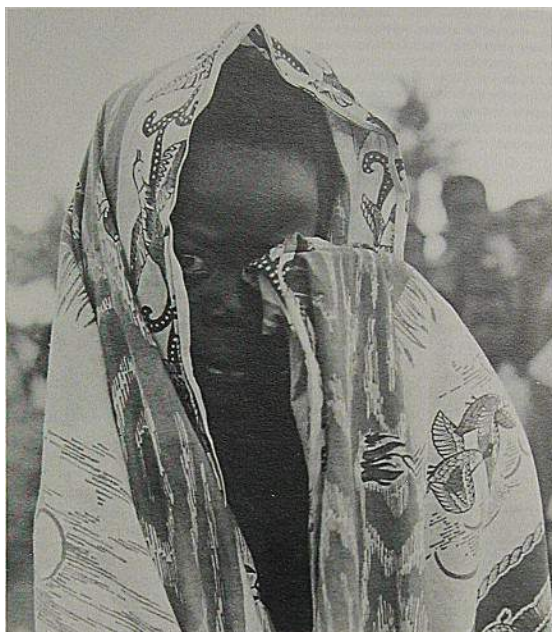


Photo : Unicef / M. & E. Bernheim

Nous désirons que cet effort devienne l'une des préoccupations constantes et courantes des entreprises industrielles, commerciales ou d'autre nature. L'amplitude de ce que fournissent les pays industrialisés dépend encore beaucoup trop du degré d'intérêt - malheureusement très variable - que lui vouent les chefs d'entreprises, les conseils d'administration, les directions. Cette situation se traduit dans la faible proportion des sommes affectées aux œuvres d'entraide par rapport au revenu global de l'économie d'un pays. On peut se demander s'il ne convient pas d'ajouter à l'effort individuel des personnes physiques celui des personnes morales, en liant dans l'action les entreprises avec profit et les entreprises sans profit. C'est une forme d'intervention plus anonyme peut-être - à l'image du reste de notre société - intervention destinée à obtenir ce que les méthodes actuelles n'ont pas produit dans une mesure suffisante. J'envisage ici une conception que vous jugerez trop réaliste. Elle découle d'une constatation regrettable, à savoir le manque d'intérêt dont certains responsables des affaires font preuve dans un monde qui demeure

trop ignorant des conditions d'existence de l'autre.

Les mesures préconisées n'ont d'autre but que de renforcer ce que j'appelle le secteur pourvoyeur de moyens financiers. A ce renforcement des personnes et des entreprises appelées à donner doit correspondre celui des milieux receveurs. Il se fera par la multiplication des projets pilotes, par la création d'une infrastructure économique et sociale solidement cimentée. C'est ainsi que nous mettons en place peu à peu les interlocuteurs valables qui nous manquent et avec lesquels les états-majors des grandes organisations auront à compter. De quoi s'agit-il en définitive, sinon d'agir sur le concret? Les fondations n'ont pas ce problème au même degré. Leurs buts sont nettement précisés dans leurs statuts. Si la situation est différente pour les organismes officiels et privés de l'aide aux pays en voie de développement, qu'ils commencent par se dépouiller de toute spéculation idéologique. Ils bâtiront peu à peu la résistance nécessaire aux courants impérialistes ou de toute autre nature totalitaire qui vien-

draient fausser le jeu des réalités de la vie.

Conclusions

Partant de philanthropie, je voudrais appliquer à ce domaine très général la conclusion que je tire depuis longtemps en ce qui concerne l'aide à l'enfance. Il me paraît que nous devons agir dans le sentiment de notre responsabilité et dans celui de l'insuffisance de notre effort. Je n'entends pas par là que nous fassions une crise de conscience parce que nous appartenons à des pays riches, qui ont tiré d'énormes ressources de la révolution industrielle. Ainsi que je le disais au début de cet exposé, il n'est aucune raison de nous culpabiliser, de céder au penchant que Pauwels qualifie de « sinistrose ». Le problème qui se pose pour chacun de nous est de savoir comment, à partir d'une situation privilégiée, tier parti des moyens à disposition pour les faire concourir au progrès humain. Au lieu de se frapper la poitrine et de se mettre en constante accusation, l'attitude à tenir est celle qui consiste à marcher résolument avec la volonté de faire de notre richesse l'élément propulseur d'une solidarité plus active et plus efficace.

Certes, les difficultés à surmonter sont grandes, mais la tâche est belle.

Ces difficultés, je les vois dans la nécessité de redéfinir les tâches de grandes organisations entre elles aussi bien qu'entre les divers échelons de leurs structures internes. Elles sont également dans le besoin incontestable des liaisons à établir latéralement à tous les niveaux des actions. La spécificité de celles-ci ne doit pas constituer un facteur de dispersion et d'affaiblissement. Enfin, dans le cadre général des aides techniques, financières et humanitaires, les conceptions à envisager devraient s'appuyer sur les points fixes des fondations à l'œuvre en vue d'une meilleure coordination des entreprises et de leurs champs d'activité. Il faut souhaiter qu'à l'ère des rapports plus étroits qui sont rendus possibles dans notre vaste monde, on parvienne à opérer des synthèses nécessaires, à dresser un inventaire des besoins et de leur ordre de priorité, à obtenir l'assurance que chaque organisation soit à la place où elle est assurée des conditions voulues de l'efficacité. Au surplus, je crois personnellement à la valeur de l'expérience pilote, qui s'accomplit dans un cadre de dimensions accessibles à l'esprit et où le travail se fait en profondeur. L'œuvre est de longue haleine. Il faut l'entreprendre sans se laisser décourager par des échecs momentanés ou localisés, sans revenir

constamment à la question de savoir si elle est justifiée, car la ténacité seule finira par triompher des facteurs de corruption et des ingratitude qui seront le fait de certains partenaires. L'homme qui s'engage à aider son semblable, a le libérer des contraintes de l'ignorance, de la routine et du fatalisme doit se dire qu'il est fidèle à lui-même, lorsqu'il ouvre à d'autres les perspectives d'une vie qui s'épanouira au service de la société. Et ce sera le moyen, pour une société qui se dit inspirée d'une foi religieuse, de dépasser les positions matérielles égoïstes sur lesquelles elle s'est cantonnée en dépit de ce qui est sensé l'inspirer pour retrouver dans cet engagement l'élan de sa vocation.

Les besoins existent, les appels se font entendre de toutes parts. La prospérité, le confort, le degré de développement acquis par les peuples nantis rendent indigne un pharisaïsme qui se donne les raisons de tirer avantage d'une action ou de bénéficier seul d'une situation privilégiée. Des masses humaines innombrables se dirigent vers des objectifs dont nous n'avons pas l'apanage. Il s'agit moins qu'on ne croit de répondre à leur attente que de préparer la confrontation à laquelle seront soumises notre race et notre civilisation.

La recherche d'une langue commune de la philanthropie

par Frits Hondius

Introduction

Le lieu où j'ai le privilège de présenter ce discours à savoir la Station terrestre de communication par satellites à Buitrago, me paraît avoir une signification symbolique toute particulière. Cette installation a été réalisée parce que l'homme éprouve un grand besoin de communiquer avec d'autres hommes. Les organisations sans but lucratif remplissent une tâche semblable. Blés se consacrent à une forme particulière de communication humaine: la philanthropie moderne. Et

tandis que la Station des Satellites sert à diffuser le message humain à travers de grandes distances, les organisations sans but lucratif permettent de transmettre le message humain également à travers le temps.

Un principe de base de toute forme de communication, que ce soit entre deux personnes en conversation par téléphone ou entre les bienfaiteurs philanthropiques et leurs bénéficiaires, c'est qu'il ne doit subsister aucun risque de mauvaise compréhension du contenu du message. Interphil s'efforce de promouvoir la compréhension de messages dans le domaine de la philanthropie moderne. Une première constatation à laquelle on parvient en observant ce domaine est la très grande richesse d'idées ainsi que la large diversité de terminologie, de sorte qu'il n'est pas très facile de définir l'objet de nos préoccupations. Mais comme l'a dit Winston Churchill, quoiqu'il soit difficile de définir un rhinocéros, on le reconnaît quand même lorsqu'on le voit. Il y a dans tous les pays de l'Occident (c'est de ces pays que je parlerai surtout) une tradition ancienne, mais tou-

jours très vivante, d'affection de ressources privées au bien-être public. Ce fait social s'affirme et est renforcé par différentes institutions et par un régime juridique.

Ces organismes sont connus, dans différents pays, sous des noms différents : « charity », « trust », « établissement d'utilité publique », « organisation sans but lucratif », « fondation », etc. Bien que ces termes aient chacun une signification plus ou moins précise dans le contexte national, plusieurs d'entre eux ont l'inconvénient d'être difficilement traduisibles dans la pensée ou la terminologie d'autres pays. Par exemple, le concept anglais de « charity », qui couvre

l'ensemble des causes salutaires à la société, a une signification beaucoup plus vaste que « charité ». qui dans les pays continentaux de l'Europe ne signifie que l'aide à ses proches dans un esprit chrétien. En outre, tandis que sur le continent la « charité » est le fait de donner l'aide, en Angleterre ce terme signifie également l'organisme au moyen duquel cette aide est fournie.

** Discours présenté le 26 juin 1975 au " III Coloquio sobre Entidades sin Finalidad Lucrativa » organisé à la Station terrestre de communication par satellites à Buitrago (Espagne). M. HONDIUS, né en 1927, a fait ses études de droit à l'Université de Leiden. De 1952 à 1969, il a été Secrétaire Général de l'Institute of Social Studies à La Haye. Il est actuellement Chef de la Division de Droit Public du Conseil de l'Europe, Strasbourg. Co-fondateur d'Interphil, il en fut élu premier Vice Président en 1975.*

Les Anglais et les Américains, à leur tour, ont du mal à comprendre la notion française d'« établissement d'utilité publique », parce qu'en terminologie anglaise «public utility» veut dire: gaz, eau et électricité.

Le terme qui, sur le plan du droit comparé donne la plus grande satisfaction ou le moins d'ennui, est celui de «fondation». Il a été consacré comme terme juridique dans un bon nombre de pays (y compris de grands pays comme les Etats-Unis et l'Allemagne) et, d'ailleurs, il a l'avantage d'être bref et inequivoque. Mais avant de parler d'institutions, revenons aux idées sur lesquelles elles reposent. Là aussi nous sommes en présence d'un grand assortiment de notions et de termes, chacun représentant une philosophie propre. Comme le Président Livingston Booth l'a exprimé à une occasion précédente, ici à Butrago, «... personne n'a trouvé présent, dans aucune langue de ma connaissance, un mot universellement valable pour ce vaste champ d'activité publique de l'homme». C'est un défi à tous ceux qui essayent de promouvoir une meilleure compréhension de ce domaine.

C'est sur quatre termes-clé que je voudrais, très brièvement, attirer l'attention: charité, mécénat, volontariat, philanthropie.

La charité

La notion de charité dans son sens restreint ("non-anglais") signifie l'amour et le bien envers ses prochains. Elle a une longue tradition dans l'histoire de la moralité de l'Occident. Bien que, sous sa forme simple, la charité ne puisse être pratiquée que «hic et nunc», la coutume de confier à des organismes intermédiaires, et notamment à l'Eglise, la tâche de gérer des dons charitables, a permis d'élargir la charité dans l'espace et dans le temps.

La charité organisée ne couvre pas l'ensemble du champ dont M. Livingston Booth nous a parlé. Elle consiste surtout à soulager les souffrances ou remédier aux carences (subies par les pauvres, les victimes de catastrophes naturelles, etc.) et beaucoup moins à s'attaquer aux causes des souffrances. Lorsqu'elle est exercée par des gens privilégiés envers les moins favorisés, la charité risque d'accentuer l'inégalité au lieu d'exprimer la fraternité de l'homme envers son prochain.

Dans certains milieux on a assisté à l'apparition de notions qui expriment à la fois l'assistance (morale, financière ou autre) à des personnes en détresse et la lutte commune contre les causes de détresse. Les mots «solidarité», «entraide» etc. s'insèrent dans ce cadre.

Voici un dilemme qui se pose de plus en plus à notre époque où beaucoup d'indi-

vidus souffrent des conflits de la collectivité. Malheureusement, il semble que l'Humanité soit incapable d'aller vers un avenir plus heureux, plus juste sans qu'il n'y ait beaucoup de souffrance humaine. Il y a des leaders qui estiment que trop de souci pour la détresse humaine aujourd'hui pourrait devenir un obstacle au sauvetage de générations futures. Il y a aussi ceux qui pensent que l'expression de compassion doit être rigoureusement assortie de jugements moraux. Toutefois, ce n'est pas à nous-mêmes mais à l'Histoire d'attribuer des jugements. Même entre forces politiques et idéologiques très opposées on peut être d'accord que c'est grâce au bonheur des hommes et pas seulement au nom d'un prétendu bonheur, que nous pouvons aller ensemble vers cet avenir plus heureux. Ceci est l'une des idées retenues dans l'Acte Final du 1er août 1975 de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe sur laquelle les Etats occidentaux ont beaucoup insisté. Lorsque cet Acte, dit d'Helsinki, emploie le terme "humanitaire", c'est-à-dire le souci du bonheur des hommes, toute considération politique, idéologique ou autre doit être mise de côté. Il est évident que la distinction entre les défaillances de la société et les causes de ces défaillances n'est pas toujours assez claire. La question se pose notamment dans quelle mesure une organisation qui se dit charitable peut entrer dans l'arène politique. Le fait de vouloir provoquer un changement de la loi ou d'appuyer un mouvement ou un parti politique, met-il en cause le caractère charitable de l'action? Nous devons au rapport de 1976 du Comité présidé par Lord Goodman au Royaume-Uni une ligne directrice très utile sur ce point. Selon ce rapport il est légitime pour une organisation charitable de demander quelque chose sur la scène publique qui est spécifiquement lié à son objet, mais la politique pure, c'est-à-dire la conquête du pouvoir ne peut pas rentrer dans son champ d'activité puisqu'il ne s'agirait plus du désintéressement et de l'altruisme qui caractérisent la charité.

Le mécénat

La notion de mécénat est dans un certain sens le complément de la charité. Si la charité met l'accent sur le soulagement des souffrances, le mécénat le met sur le partage de la joie. La charité a pour objet les besoins immédiats de l'homme, le mécénat lui confère quelque chose de plus: l'art, l'architecture, la science, la littérature.

On entend par mécénat le patronage de la culture par le générosité privée. L'on peut naturellement discuter si le mécénat se laisse véritablement classer dans le cadre de la philanthropie. Dans le passé, les princes qui commandaient la compo-

sition de musique ou l'exécution d'une œuvre d'architecture ont agi autant par amour-propre que par désir de contribuer au bonheur de la société. D'ailleurs, le mécénat se caractérise le plus souvent par l'action directe, c'est-à-dire qu'il ne crée généralement pas des institutions intermédiaires susceptibles de prolonger ou de généraliser son action. Depuis le XIXe siècle, le mécénat a, à quelques exceptions près, passé des particuliers aux pouvoirs publics et à l'industrie. Parmi les domaines où le mécénat privé a gardé beaucoup de son vrai caractère figure celui des prix littéraires, je vis en France où les prix, institués par des particuliers ou par des organismes privés sont très en vogue. Ainsi que ce pays connaît sa saison de chasse, il connaît également une saison de prix littéraires. Je constate toutefois que sous sa forme classique le mécénat s'exerce de moins en moins en Europe. Au contraire on le rencontre aujourd'hui dans certains pays du Tiers Monde où il répond au stade actuel de développement de ces pays à un besoin d'affirmation nationale et culturelle.

Lé volontariat

Lorsqu'une personne privée applique son activité au bénéfice de la Société sans y être tenue, nous parlons de volontariat. Par rapport au volontariat, nous songeons en premier lieu à l'application du travail de quelqu'un. Cependant, l'application de fonds n'est pas exclue de la définition.

Il y a, en effet, une tendance très nette dans le sens que même dans des domaines où il s'agit traditionnellement de travail volontaire, par exemple protection des animaux, aide aux détenus, etc., ce sont à présent des organisations qui emploient du personnel professionnel, c'est-à-dire des employés salariés, tandis que le financement de telles organisations reste assuré par des dons et contributions volontaires.

La raison de cette évolution est évidente: nous ne devons pas confondre volontariat et amateurisme. Pour être efficace, l'action privée dans l'intérêt de la Société doit être basée sur la connaissance et la compétence. Ceci entraîne, quasi-automatiquement, l'engagement de professionnels. D'ailleurs, l'activité professionnelle basée sur le contrat d'emploi est plus sûre qu'une activité qui est donnée gratuitement et qui n'est par conséquent pas juridiquement garantie.

La philanthropie

La philanthropie est en quelque sorte la synthèse des trois concepts précédents: charité, mécénat, volontariat. Dans son sens classique, la philanthropie signifie surtout l'action bénévole au profit des hommes en général. Blé est donc moins

spécifique que la charité ou le mécénat. Une conséquence logique en est que pour pouvoir se concrétiser, la philanthropie a beaucoup plus souvent besoin d'un truchement par des institutions. La philanthropie classique a eu ceci en commun avec le mécénat qu'elle dépendait dans une large mesure de la largesse de personnes fortunées, au profit de la Société (et, ajoutent les critiques, aux dépens de la Société). Dans les temps modernes, la philanthropie a évolué dans un double sens. Tout d'abord, elle a reçu un nouvel impetus par l'action d'hommes éminents qui n'étaient pas nécessairement des hommes fortunés mais qui ont su mobiliser des dons philanthropiques faits par d'autres personnes. Albert Schweitzer fut ce type de philanthrope. Deuxièmement, des collectivités (par exemple les entreprises) peuvent jouer de nos jours ce rôle de galvanisateur qui était autrefois réservé à des particuliers.

Si nous cherchons, comme l'a dit le Président Livingston Booth, un terme général pour désigner l'ensemble des activités qui consistent en l'application de Fonds privés et de travail volontaire au profit de la Société, je suis enclin à parler de philanthropie moderne. C'est d'ailleurs ce terme de philanthropie qui figure dans le nom d'Interphil. Il y a un élément important dans la notion de philanthropie, élément qui n'est pas nécessairement inclus dans celle de charité, de mécénat ou de volontariat. C'est l'idée de la progression de l'humanité. Nous constatons que le modèle classique d'institution bénévole est celui qui veut conserver quelque chose : un musée, un hôpital, etc. Mais la philanthropie moderne œuvre dans et pour une société en pleine mutation. Ce sont surtout les grandes fondations américaines qui ont souligné cet aspect. Elles ont favorisé l'idée de l'impulsion, par l'action privée, de développements nouveaux. C'est là justement l'une des différences essentielles entre la sphère des fondations et celle de l'Etat. L'Etat c'est la généralité, la continuité, l'institutionnalisme. Les fondations peuvent innover, expérimenter, individualiser.

Les fondations

A plusieurs égards la fondation peut être considérée comme un mécanisme idéal pour le fonctionnement de la philanthropie moderne. Je rappelle à cet égard que le mot fondation est invoqué ici dans son sens large pour désigner non seulement les institutions formellement libellées « fondation », mais également toutes autres institutions semblables. Je voudrais dégager trois points saillants concernant les fondations en général. Le premier point c'est que les fondations ne font pas partie de l'appareil de l'Etat.

Elles sont des organismes privés, indépendants, autonomes, distincts. Il est vrai que dans plusieurs pays, l'Etat peut être à l'origine d'une fondation, il peut lui accorder certains privilèges et très souvent l'Etat est aussi son principal organe de tutelle. Nonobstant tout cela, un fait essentiel de la fondation est qu'elle se



Photo: WhoKocher

trouve dans le secteur privé et non pas dans le secteur de l'Etat. L'admission de l'existence de tels organismes privés et volontaires, à côté d'organismes étatiques, c'est la reconnaissance du pluralisme en tant que facteur positif de notre type de société.

La deuxième constatation c'est que les fondations se trouvent en dehors du terrain commercial. Il est vrai qu'il y a des fondations qui obtiennent des revenus provenant d'activités lucratives. Mais c'est la dépense des revenus, et non pas leur obtention, qui est le fait essentiel des fondations.

Troisième constatation : si les fondations œuvrent dans le « troisième » secteur qui se trouve à côté du secteur de l'Etat et à côté du secteur commercial, elles ne sont pas les seules à occuper ce secteur. Il comporte beaucoup plus que les fondations : associations, églises, etc. Comment distinguer les fondations de ces autres organismes privés ? L'élément-clé réside dans la relation entre trois éléments : but, personnes, moyens. Dans le cas des associations, c'est l'activité des personnes qui prime. Le but visé par leurs membres peut être toute chose que ceux-ci estiment utile ». Cela peut être une cause qui ne concerne que les membres de l'association (par ex. jouer au football, faire de la musique) ou affecter au contraire un cercle plus large (par ex. l'aide aux handicapés). Le moyen pour atteindre ces finalités c'est essentiellement l'action des membres. Dans le cas des fondations, au contraire, l'accent est mis sur l'application de ressources matérielles à des fins définies, et non pas sur les personnes qui le mettent en œuvre.

L'on pourrait dire : les associations sont des personnes consacrées à une cause, les fondations sont des choses consacrées à une cause.

Bienfaiteurs et bénéficiaires

L'on peut observer la philanthropie moderne et les institutions créées par elle sous deux angles : celui des bienfaiteurs et celui des bénéficiaires. Adoptons d'abord l'optique des bienfaiteurs.

Il s'agira, selon le cas, d'une personne ou de plusieurs personnes ou bien d'une entreprise ou autre collectivité, qui crée un organisme (la fondation) ayant pour fonction de servir de « courroie de transmission » entre le bienfaiteur et un domaine déterminé d'activité humaine : science, art, médecine, etc. Il existe des fondations qui sont, si je puis employer le langage cybernétique, des systèmes fermés, beaucoup de fondations anciennes appartiennent à cette catégorie, par exemple les fondations/établissements (ce que les Allemands appellent "Anstalt"). Leur impact sur la société est connu et, en général, immuable. Elles représentent le plus souvent sur une dotation unique et permanents, créée dans un passé plus ou moins lointain. Il n'y a donc plus de dialogue possible entre le bienfaiteur défunt et ses bénéficiaires, je pense que ce type de fondation est valable lorsqu'il s'agit de projets ou d'objets dont la valeur durable est incontestable : tel un musée, un parc naturel, une bibliothèque, etc....

Mais il faut rester sur son qui-vive contre des fondations de ce type qui s'avèrent finalement comme des fardeaux plutôt que des cadeaux, notamment parce que la dotation initiale ne suffit plus pour leurs dépenses courantes. Dans ces cas, des appels à la générosité de nouveaux bienfaiteurs ne sont pas toujours couronnés de succès car un donateur aime que l'effet de sa contribution soit clairement visible, ce qui n'est pas le cas si on la verse au déficit, ou si la contribution est versée simplement à un capital de base. Par opposition aux fondations/institutions qui s'identifient totalement avec un objet bien circonscrit, il y a les fondations qui ont pour tâche de promouvoir ou développer des activités qui n'ont pas été minutieusement prescrites dans les statuts. Il est laissé aux dirigeants de telles fondations de déterminer les activités. Certaines fondations de ce type remplissent leur mission par l'attribution de subventions et par d'autres prestations (bourses, prix, etc.). Ce sont les « grant-giving foundations ». D'autres fondations, les « operational foundations », se consacrent elles-mêmes à la mise en œuvre de leur tâche statutaire. Il est dans l'intérêt surtout des bénéficiaires, mais également des fondations elles-mêmes, de toujours indiquer claire-

ment au public à quelle catégorie elles appartiennent. Rien n'est plus déconcertant pour une personne qui adresse une demande de subvention à une fondation que de découvrir que la fondation ne se subventionne que soi-même. En ce qui concerne les « grant-giving foundations », il y a lieu d'observer que leur activité principale, comme l'indique l'adjectif « grant giving », est la sélection de projets et de personnes ou institutions qui méritent leur appui. Parfois lorsque la sélection a été faite, la « grant-giving foundation » considère sa mission comme accomplie. C'est exact formellement : la subvention a été accordée. Mais le travail dont il s'agit doit encore commencer. Il me semble alors que les fondations devraient consacrer davantage d'attention à l'évaluation des effets de leurs subventions. Une troisième observation concerne les raisons qui peuvent motiver les créateurs de fondations. Ces raisons peuvent être de deux genres assez différents. Le plus souvent le fondateur cherche à promouvoir une cause spécifique; la recherche du cancer, stimuler les films documentaires, etc. Mais il arrive aussi qu'un bienfaiteur veut simplement « faire quelque chose ». L'exemple classique est celui de la Fondation à la mémoire de Dag Hammarskjöld que le peuple suédois a créée spontanément lorsqu'il perdit un de ses grands fils. Une fois la fondation établie, on lui a cherché un but. L'impulsion de l'homme de vouloir faire le bien pour les autres et pour la postérité est profondément humaine et il faut que notre société non seulement lui permette de suivre sa vocation philanthropique, mais qu'elle mette également à sa disposition des conseils et services pour canaliser sa bienfaisance vers un but qui le mérite. Je voudrais maintenant regarder les fondations sous l'optique de leurs bénéficiaires. Sommes-nous satisfaits de la situation actuelle ? Il y a pas mal de responsables de fondations qui ne voient aucun problème. Ils « connaissent le marché » et prétendent savoir plus ou moins exactement où chercher leurs bénéficiaires. Il y a en effet pour cette raison des fondations qui refusent catégoriquement toute publicité. Toutefois, cette attitude paraît assez discutable. Car, étant donné la mission innovatrice qu'un grand nombre de fondations se sont donnée, comment savent-elles trouver les futurs coryphées? Einstein, Churchill et bon nombre d'autres génies étaient de leur temps loin d'être meilleurs élèves de leur classe. Et considérons aussi l'aspect suivant. Un savant est en train de développer un projet de recherche scientifique de grande importance. Il lui faut un appui financier. Bien qu'éminent scientifique, il peut être totalement ignorant du monde philanthropique auquel il doit adresser sa

demande. Le temps et l'énergie qu'il consacre, parfois de façon très maladroite, à la recherche d'un organisme qui puisse l'aider est un gaspillage de son temps et de son précieux talent. Que faisons-nous pour faciliter la mise en relation entre philanthrope et bénéficiaires ? Si les fondations sont des organismes intermédiaires entre un réservoir de fonds et un champ déterminé d'activité humaine, le contraire n'est-il pas aussi vrai ? La fondation n'est-elle pas la voie par laquelle ceux qui œuvrent dans un domaine particulier peuvent entrer en contact avec la source de fonds ? C'est ainsi qu'on pourrait également interpréter le nom de l'organisation que je représente, Interphil : « intermédiaire » et « philanthropie ».

Le besoin d'organes intermédiaires

Si les organisations sans but lucratif sont indépendantes entre elles-mêmes et vis-à-vis de l'Etat, ceci ne veut pas dire qu'elles n'ont pas besoin d'entrer en relation à l'aide d'organes intermédiaires. Il existe toute une gamme de tels organismes sur le plan national aussi bien que sur le plan international pour la consultation et la concertation entre les organisations sans but lucratif; pour l'information et la documentation; pour la défense et la représentation d'intérêts communs aussi que pour l'autoréglementation;

Je cite quelques exemples. Dans plusieurs pays les fondations de rencontrent régulièrement pour échanger leurs vues, pour adopter des politiques communes, pour discuter la répartition des tâches, etc. Je cite le « Council on Foundations » aux Etats-Unis, l'« Arbeitsgemeinschaft » des fondations allemandes ou encore les « Coloquios » des fondations espagnoles. Au niveau international, le « Club of The Hague » réunit régulièrement les directeurs des grandes fondations en Europe. Dans certains pays les grands donateurs des œuvres privées se consultent, comme c'est le cas pour le Stiftenverband der deutschen Wissenschaft en République Fédérale d'Allemagne ou les « Donors' Dozen » en Angleterre. Sur le plan de l'information et de la formation il existe d'excellents manuels, tels que « UWASIS » aux Etats-Unis un guide systématique qui classe les multiples services bénévoles; le but de tels ouvrages est surtout d'offrir des conseils aux fondations et gestionnaires d'organismes privés dont l'enthousiasme et le dévouement ne peuvent pas toujours compenser un certain manque d'expérience.

Sur le plan des œuvres privées qui dépendent de la générosité du public ou de leurs membres, l'on peut mentionner

l'exemple de l'UNIOFSS en France, organisme coordonnateur sur le plan fonctionnel et sur le plan géographique. Afin d'éviter des abus sur le « marché de collectes de fonds », il existe dans plusieurs pays européens des organismes auto-régulateurs qui se regroupent internationalement dans le Committee on Fund Raising Control. Enfin, pour le « consommateur », il existe des organismes qui l'aident à trouver et à contacter des organisations susceptibles de résoudre son problème particulier ou obtenir l'aide dont il a besoin. A cet égard, il convient de mentionner spécialement les différents catalogues nationaux de fondations et d'œuvres privées (par ex. « Fikkerts Handboek » aux Pays-Bas) ainsi que les manuels internationaux qui ont été publiés dans les dernières années (le « Guide to European Foundations » de la Fondazione Giovanni Agnelli, ou bien la « International Foundation Directory » rédigé par H.V.A. Hodson).

Parmi les organismes de service sur le plan international se trouve depuis 1969 Interphil, qui sert de lieu de rencontre au monde philanthropique, fait des études, favorise l'échange des informations et essaye avant tout de promouvoir la notion de philanthropie moderne.

Conclusion

Il y a ceux qui sont d'avis que dans la Société de demain il n'y aura plus de place pour l'activité volontaire et privée au profit du bien-être commun. Il s'agirait, selon eux, de la généralisation du modèle de société « à la Chinoise ». Nous travaillerions tous, selon nos capacités, pour la collectivité et la collectivité prendrait soin de nous. Il est bien possible et même probable que ce modèle convienne à certaines sociétés, mais il est douteux, du moins pour moi, que ce modèle sera un jour celui de toutes les sociétés. Pour ce qui est des pays occidentaux et regardant l'Histoire, je constate que la philanthropie et les institutions créées par elle y ont existé est œuvré pendant deux mille ans avec une ténacité extraordinaire. Ceci est une indication sérieuse qu'elles répondent à un besoin permanent, en fait à un double besoin. Il y a d'une part les besoins de ceux qui reçoivent. Malgré tout ce que fait déjà l'Etat on aura toujours besoin d'une action volontaire complémentaire et de fonds privés, librement donnés. Il y a aussi le besoins de ceux qui donnent, qui veulent rendre à leur prochain ce qu'ils ont reçu du monde et de la vie. La philanthropie moderne rehausse la qualité de la vie tant de ceux qui reçoivent que de ceux qui donnent, ce n'est pas favoriser un monde consistant en - haves « et » have nots ». Chacun d'entre nous est à son tour appelé à donner et à recevoir.

INTER-ORGANIZATIONAL NETWORKING

by David Norton Smith*

with contributions from A.J.N. Judge

Both social science literature and practical experience show that networking benefits the organizations themselves and advances their common goals. This paper will be dealing with Inter-Organizational Networks (known as IONS), their functioning and operations and the special characteristics of this style of cooperation (1).

What is a network ?

The term « network » is used to refer to any pattern of interrelationships among people or organizations where each is linked or connected to every other person or organization in the pattern, directly or indirectly.

There is a social science term which we will use here to represent these people or organizations in a network : « **node** ». This term allows us to talk about networks abstractly without specifying the type of participant, or the particular type of network, under consideration (e.g. TV stations, libraries, or organizations serving or working for the handicapped). The **connections between nodes** in a network can be called by many names: branches, channels, relationships, linkages, etc. Here we will use the term « link » and define network as : **a pattern of links among nodes that are reachable from every other node**. Therefore, if a possible node has no links to a network, it is not part of that given network. **Networking** is simply the process of helping to form, maintain, enhance or otherwise contribute to the existence and effective functioning of a network. Networking is **working** to help a network,

rather than being passive or working to harm it (which we call anti-networking). But these definitions are just the bare bones of networks and networking. The meat on the bones is a kind of spirit, tone or style of working together for a common goal or goals. Some of this style is captured by certain phrases and terms which are often said to characterize networks and networking : group consciousness, cooperative processes, seeking of group consensus in action, a whole that is greater than the sum of its parts, lateral and bilateral rather than vertical and hierarchical relationships, two-way communication, multi-directional flows of information and other resources, equality, accessibility, flexibility, responsiveness, synthesis of opposites and integration of differences in service of a common goal, sharing of some common values and objectives-perhaps even common biases.

How are networks different from other kinds of groups or systems ?

Networks can be thought of as loose kinds of coalitions whose **members** are groups. Networks represent a special kind of organizational form that can be contrasted with several **other** common organizational forms. The most common organizational form in the world is the **hierarchy**, where some person (s) or group(s) at the top controls the flow of information and resources and decisions to all the other persons and groups in the Organization. Government agencies and business firms generally have the hierarchical form, as do most non-profit organizations. This structure works best when the organization has rather clear-cut goals which are more or less unchanging. The main difference between the hierarchical organization and a network is that

in **networks** (especially in complete networks where every node can communicate with every other node directly) there is very extensive communication in all directions. There is no sense of top and middle and bottom as there is in the hierarchical organization. And further, in **networks** collective decision making makes use of inputs from all nodes, and a consensus is reached. A second major alternative to the network form of organization is the **formal coalition or coordinating council** (federations, confederations, etc.) involving three or more members that have joined together formally in pursuit of some common goal or purpose. In a coalition there is more communication and consultation among the members than in the hierarchical organization and somewhat less power differentiation. However, there is still a top and a bottom, the leaders and the led, and decisions are made by a small proportion of the total membership and not by general consensus. They are usually more closed and exclusive than networks regarding the admission of new nodes: and they have more concern with formal bureaucratic structure. In the **ideal, complete network** all nodes communicate with and know about the other nodes. When something useful to other nodes in the network is produced, discovered or obtained, any node can and will initiate the action involved in disseminating this resource to all other nodes - or perhaps only to those nodes that are known to be interested in the particular resource. There is no hierarchy at all in any formal sense, in the ideal network. Equality prevails in terms of power, and decisions are reached by consensus among all nodes, ideally. Nodes seek ways to cooperate with each other. The network is viewed as an evolving organism to which each node can and should contribute in order that the ultimate goals and objectives of the network can be achieved. The individual self interests of

* David Horton Smith is Professor of Sociology, Boston, College, Chestnut Hill, MA 02167. He may also be contacted via UAI, c/o Editorial, 1 rue aux Laines, 1000 Brussels.

(1) In this paper, the term «network» is used exclusively to refer to IONS.

nodes are moderated to an extent, usually through negotiation and compromise, in order to avoid unnecessary duplication of activities. Through conscientious self-examination, the nodes of the network identify needs and gaps in current activities of the network as a whole and take action to fill in those gaps in the interests of the larger purposes of the network. As the external circumstances and needs change, the network adapts by making changes in the number and nature of its nodes and in their interactions with each other. When a network is no longer useful in terms of relevance to the problem or purpose for which it was formed, it fades away with relatively few tears, for there is no entrenched bureaucracy of the network itself to try to keep it going as an end in itself after it has outlived its usefulness.

What are the functions, advantages, and disadvantages of networks ?

Both hierarchies and formal coalitions have their functions, their advantages and disadvantages. But here we are concerned with the special values of, or problems with, networks. Here are a few of the special functions of networks : Expressing and Working for Common Goals

- Expressing common concerns and shared values in order to foster change, protect shared ideas from distortion, or identify all problem solving options; translating these options into collective action.
- Using scarce resources cooperatively; becoming noncompetitive in order to accomplish shared goals. By-passing bureaucratic constraints or levels of authority in order to increase effectiveness.
- Sharing risks of innovation so that no single node risks its existence on an important or untried new approach or problem solution.
- Providing economies of scale (efficiency from larger volume of activity).
- Undertaking activities or programs that are too extensive for any single node or that would be impossible without cooperative « turf » -sharing (operating in the same domain of action).
- Supporting the growth and development of each node in the network; mutual self-enhancement rather than mutual conflict.

Providing Regular Communication Channels

- Providing a regular way of exchanging ideas, information and intuitions about a shared concern; spreading information or awareness about a valued concept; filtering the most useful information

(or a shared purpose out of vast amounts of information available; directing the right information to the right node (and ultimate user) at the right time.

- Opening up to public discussion, dialogue, and possible solution problems that are poorly dealt with in other organizational forms; providing alternative information flow within or among hierarchies, to unblock them and modify their functioning.
- Providing flexibility to deal with shared problems in an uncertain, ever-changing and very complex environment.
- Promoting rational and predictable relations among the nodes and between nodes and their respective organizational environments, thus decreasing the chaos of uncoordinated pluralism.

- Giving leaders direct access to leaders of other nodes who may be able to provide information or other resources that the given organization lacks. This is crucial since leaders are known to depend more on personal sources of information than on documents.

However, networks are not without their disadvantages also. Some of these disadvantages of networks that have been identified are :

- Difficulty in actually implementing ideal network principles because of the self interest of some of the nodes (tendency for organization leaders to believe that their own organization is the most important and necessary one to solve a particular problem).
- Possible loss of identity or operating « turf » (or domain) by particular nodes.
- Sheer costs of cooperation with other organizations - communication and other interaction costs; requirements of contributing resources to joint endeavors.
- Possible loss of some prestige, power or funding for a node if it joins the network.
- Tendency of nodes to be more concerned with a narrow piece of a large and complex problem than with achieving an overall, integrated solution to the larger problem (organizational « near-sightedness »).
- Unwillingness of some nodes to work with some leaders of other nodes; personality clashes among nodeleaders.
- Perception of one's own organization as being too big, powerful, wealthy, prestigious, etc. to need or be able to benefit from any kind of association with « lesser » organizations; organizational snobbery.

What is the nature of network links, or how do nodes relate ?

The essence of networking is not the nodes but the kinds of links that nodes can and do make with each other, the ways in which they relate to each other. Here are some of the major types of links

that might be found among various nodes (2):

Links Between Node Leaders

- Organization leaders gain indirect knowledge of other leaders and organizations, and then
- Meet frequently or speak often by phone.
- Offer advice, policy or program information on cases, problems, or particular situations being faced by other leaders.
- Serve on boards, committees, task-forces or other sub-groups of other nodes.
- Work jointly on policy making, planning and implementation of specific joint programs or projects among network nodes.
- Encourage their entire organization to improve its general effectiveness and cooperation with other network nodes, negotiating conflicts and dealing with the inclusion of new nodes as well as developing written agreements or clear mutual understanding regarding the sharing of resources.

Sharing of Node Resources

- Network nodes are on the mailing lists Of other nodes to receive publications, and reciprocate by sharing their own publications.
- Nodes share, loan, borrow or exchange resources, such as meeting rooms, supplies, even personnel.
- Organizations within the network refer or share their clients, users, cases, or problems with other nodes.

What organizations should be included in a network as nodes ?

Two considerations are important here. First, what are the scope and objectives of a given organization, and do they fit with the central concern of the network ? Second, given some general fit with the central concern of the network, is the particular organization likely to be a cooperative and contributing member of the network? Unless the answer to both questions is « yes », there is little point in including the organization as a node. Networks are not « paper organizations ». Networks are joint ventures of cooperating organizations working actively together for a shared concern, values, and goals. Networks are thus organizations in action together, not just a list of organizations that looks good on paper. It is not always easy to tell which organizations really « belong » and will cooperate, however, and often some experimentation or trial and error is in order as a network gets started or as new potential network nodes appear. Openness to appropriate and cooperative new nodes is very important.

The best functioning networks involve organization nodes that not only share a common concern and are cooperative, but also are :

(2) See footnote (a) following article.

- Compatible with each other in providing distinct but interlocking services, information, or other program activities; there is a kind of « organic fit » like pieces of a jig-saw puzzle.
- Open, frank, and accurate about the nature of their resources, programs, and activities in reality (vs. their aspirations).
- Able to offer something of value to other network node organizations, however small or unknown they may be as organizations.
- Realistic about the scope and importance of their activities as contrasted with other organizations in the same field of activity or concern.
- Led by friendly, trustworthy, non-contentious people who are concerned with getting a job done more than with « ego trips ».

How can networks deal with national, state and action levels ?

Networks can be formed at any level of territorial scope. Many international networks exist. Networks can be homogeneous in the territorial level of scope of their nodes (e.g., all international nodes or all local nodes), or they can be heterogeneous in territorial scope (i.e., some local, some state, some national, some international organizations). There is no single « best » solution here. Networks are formed to fit the problem or need and to help solve and deal with it effectively. Some national or « state » level organizations can be more useful to a basically international network than certain international organizations. Or, some international organizations can be more useful to a basically national network than certain national organizations in that place. Usually the best mix can only be discovered by trial and error, guided by educated guesses of knowledgeable leaders and aided by strong outreach efforts to identify and attempt to include all nodes that might be helpful and willing to be part of the given network.

Networks can be operated so that some nodes are more tightly linked, more active in their cooperation and exchanges, than other nodes. This is particularly useful when the network as a whole includes organizations of different levels of territorial scope. Local networks with a given central concern (e.g., information or services for the handicapped) may be tightly linked among themselves in a given locality, but only loosely linked to other local networks, to the network of state nodes, and to national nodes. If true networking is occurring, international, national and state level nodes will not be cooperating solely with their own official or formal affiliates (e.g., branches, chapters) but with any local nodes of the network that can benefit from the coopera-

tion. Similarly, local level nodes will not be cooperating solely with their own official, formal state or national organizations but also with any other higher level nodes that can benefit from the cooperation. For state level nodes the same is true in both directions, upwards to national and international nodes and downwards to local nodes. This is how networks break out of the usual box of hierarchical forms of organization - putting more value on helping get the job done at all levels than on protecting organizational « turfs » or domains.

What conditions favor or hinder the development of networks ?

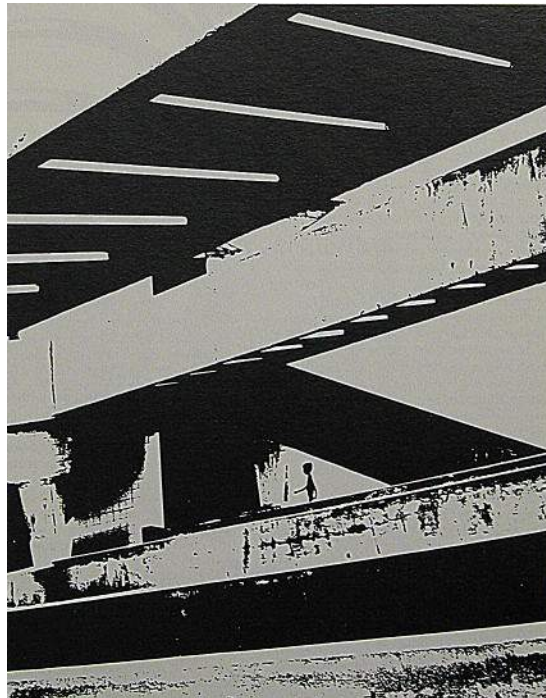
First of all, it is worth recognizing that voluntary agencies and associations in general cooperate a lot less than they could, even less than government agencies and businesses do on the whole. There is much that networks can do to foster co-operation among voluntary groups particularly, and with government

agencies as well. Research has found all of the following factors tend to favor formation of networks, at least in some situations :

Organizations that are :

- Compatible in values and purposes.
- Compatible in clients or ultimate beneficiaries.
- Incomplete, weak, or inadequate to do the job alone-whatever the organizations' goals.
- Service providers to clients or to the public at large (e.g., through advocacy).
- Competitive with each other; having some existing overlap of programs or activities.
- Already to some extent cooperating or interacting with each other, though perhaps at low intensity.
- Able to give and get reliable information about each other (not just hopes and dreams).
- Physically close (though modern means of communication can overcome this) in their headquarters or secretariats.

Photo : Who



TRANSNATIONAL ASSOCIATIONS, 10-1978 431

- Complex administrative structures, with more types of positions and more paid staff in general.
- Older, higher in prestige, higher in perceived effectiveness by others, more accountable for their actions, less independent of other organizations in their action, more formalized in terms of having written procedures and making more frequent and specific reports to other organizational levels, more clear in their definition of goals.
- Offering more kinds of services, have developed more new programs and more different sources of suggestions, have more present sources of pressure to develop or implement programs, and receive funding from more different sources.
- Led by persons who are aware of the potentials and alternatives available through networking and of a network's being more than the sum of its parts.
- Feel the need for cooperation with other organizations in both their organization's core and secondary areas of activity, and who perceive such cooperation to be feasible.

The lack or reversal of each of the foregoing conditions would constitute conditions that tend to hinder network formation.

How can interested organizations actually form a network ?

Social scientists working on a project for the U.S. Defense Civil Preparedness Agencies a few years ago prepared a series of « how-to-do-it » manuals for creating interorganizational coordination, which is basically what networking is all about (see the first item in the accompanying selective bibliography). Their proposed model for the steps to be followed seems to be the best available practical guide for setting up a network. We will only sketch the highlights of it here. Briefly, there are six major kinds of decisions involved, and several of these have several steps within them that need to be taken. All this begins with the assumption that there are some persons who are interested in forming a network (or closer interorganizational coordination) and willing to commit some of their time and organizational resources to help form a network around some central concern or problem.

- Determine the objectives of the intended network : What is to be achieved, or achieved better, through the network?
- Define the present situation clearly :
 - What are the problems about which something needs to be done ? How are the various problems related ?
 - What is the geographical location or scope of the network to be ? Should it be limited to start with, or should all relevant territorial levels and locations be involved at once ?



- What are the key organizations to be involved initially, chosen in terms of concern, cooperativeness, resources, etc. ?

Key organizations must make their own decisions about networking :

- How much commitment does a given key organization have to the central problem or concern of the intended network ?
- How much commitment does a given key organization have to working cooperatively with others in solving the central problem of the intended network ?
- Do the key organizations have a consensus on their willingness to work with each other all together in spite of possible antagonisms ?
- Representatives of key organizations must make some interorganizational decisions about the nature of the network itself :

- What resources are needed from individual organizations in order for the network to become a reality ? From whom and to whom do these resources need to flow in order to « network » ?
- Is there agreement on an informal network style of coordination rather than on a hierarchical or coordinating council type of coordination ?
- What are the specific objectives of the network for the near, intermediate, and long term, given all of the foregoing ?
 - What is the plan of work and how does each key organization fit into this plan of work in terms of activities, resources, and timing ?
 - » Organizations and their leaders and Staff carry out the plans :
- Are the appropriate resources delivered by the designated key organizations at the right time (i.e. meeting deadlines) ?

- Evaluate the operation of the network regularly, and feed evaluation results back into future planning and action :
 - Is the network having the desired impact it was created for ?
 - Is networking worth the effort to those organizations involved, given alternative uses of time and other resources ?
 - What aspects of the network operation might be changed to improve its functioning and impact, its efficiency and cost-effectiveness ?
 - Is the full range of potential impacts of the network being taken into account (see the earlier section on Functions) ?

How can networks be changed once started ?

Networks have a tendency to change naturally over time, to evolve and make changes in the nodes and links involved. But here want to talk about how networks can be consciously changed and the different strategies involved. The following are the main possibilities, according to one source.

- Cooperative strategies - changes based on consensus of the nodes, possibly based on some planning, negotiations, and compromises worked out among some of the nodes; assumes that all nodes really have some power and influence on decisions, and that there is enough cooperative spirit to reach true consensus.
- Disruptive strategies - changes based on one or more nodes attempting to threaten the resource generating capacities of one or more other nodes, in order to bring about a change in the network desired by only a small minority of nodes, perhaps only one very powerful node; is essentially a violation of basic networking principles, and merits sanctioning by the rest of the network nodes; usually done covertly and denied.
- Manipulative strategies - changes based on purposeful alteration of the larger environment of the network, affecting the flow of resources to the network and the priorities of the network and its organizations (e.g., by changing the total volume of network resources or its channels of resources); again a violation of networking principles, usually done covertly and denied; constitutes a broader version of the disruptive strategy.
- Authoritative strategies - changes based on the demands or powerful influence of an organization within or outside the network that has the legitimate authority to wield such influence in terms of the larger society (e.g., a government agency, regulatory body, principal funding source); done overtly and admittedly, but still a violation of **networking** principles, even though legitimate in terms of the larger society.

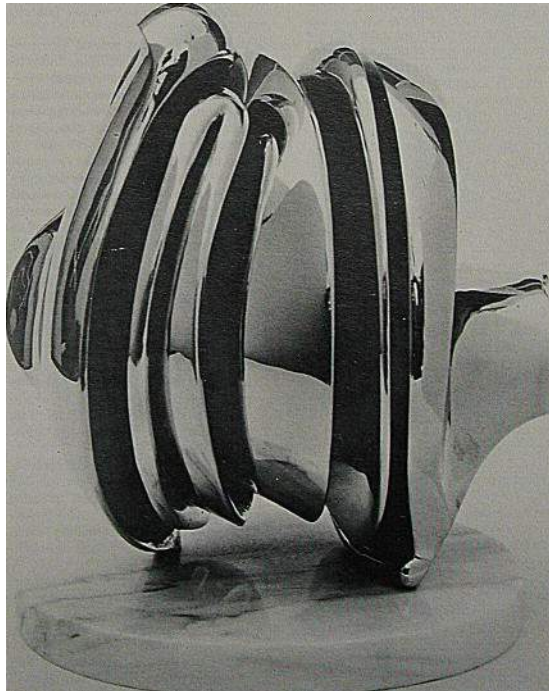
In sum, the proper way to change networks consciously is to use the accepted consensus process and a cooperative strategy. Not every node or set of nodes, however, is likely to adhere to this approach. When any of the other approaches is used, it is the responsibility of the rest of the nodes of the network to resist such approaches and to sanction those responsible by reprimand or ostracism.

What are the important roles that need to be played in a network ?

This question gets us into a discussion of the internal structure and dynamics of networks. Since networks are such informal, changing, and variable forms of organization or coordination, it is impossible to do justice to the topic in the space available here. All we can do is to list briefly some of the major kinds of networker or networking roles that have been identified, as follows :

- (1) value or goal generating and maintaining roles;

- (2) research roles (what works and what does not and why);
- (3) interpretative roles (interpreting network activity for outside specialists, for policy formulation, for the network constituency, etc.);
- (4) information and communication roles (providing widely known and accessible communication channels and information systems for switching within the network);
- (5) lookout roles (detecting and defining the nature of emerging network problems);
- (6) emergency roles (rapidly mobilizing resources in response to network crises when no official body in the network has such responsibility);
- (7) recruitment roles (seeking appropriate new nodes and support from outside sources);
- (8) strategy and policy formulation roles (clarifying longterm problems and possible strategies for network action and change);



- (9) broker and negotiator roles (helping create new links, settle conflicts, arrange compromises, linking given network to other networks);
- (10) political action roles (influence external organizations to change policies or procedures that impede network functioning);
- (11) network manager roles (overseeing without controlling the network, assuring the flows of information, the processes of referral, tracking and follow-up, and the provision of resources required for network operation);
- (12) trainer and facilitator roles (orienting new nodes to nature of network; orient old nodes to new patterns of operation; facilitate growth of new or tighter sub-networks); and
- (13) convenor roles (hosting meetings of network node representatives; facilitating electronic « meetings » by computer conferencing or conference telephone calls, etc.).

How can a network be made more likely to succeed (or fail)?

To speak of the important roles within a network is only part of discussing what makes a network succeed or fail in having its intended impact. There are also important operating principles or guidelines that have been gleaned from experience with or research on networks. For nearly every one of these principles, pursuing it in one way helps a network succeed (and hence is part of networking) while pursuing it in the opposite way harms a network and makes it more likely to fail (and hence is part of anti-networking or sabotage). Because of their looseness, fluidity, and freedom, networks are like democracies in that « Eternal vigilance is the price of freedom ».

If nodes in the network do not take responsibility to make the network a success, and to stop or expel nodes that are anti-networking, then the network can only fail. It can only be what its members make it or permit it to become. Here are a few of the many, many principles that seem to make for network success (or failure, if turned around) :

- Insist at every opportunity that the central concern and purpose of the network be kept uppermost in mind in all network activity.
- Remind people and nodes at every opportunity that the network provides the benefits of legitimacy, additional or more effective use of resources, opportunities for organizational growth, as well as friendship and personal sharing opportunities.
- Communicate regularly to all nodes specific instances of perceived benefits and impacts of cooperation through

the network, besides the foregoing general benefits.

- In the beginning, work for some clear, simple, feasible, and readily observable network goal and accomplish it successfully, informing all nodes and the public of this accomplishment quickly.
- Make sure that there is always some clear, short-term, feasible goal or goals that the network is working for as well as longer term and broader impact objectives; maintain a sense of both short-term and longterm goal clarity and momentum, without expecting miracles overnight or over-promising on accomplishments.
- Warn individual organizations against over-commitment to too much high intensity cooperation, given their present resources and state of development; avoid the « burn-out » syndrome of nodes.
- » At the same time, insist on active commitment to cooperation with the network and some of its nodes to a significant degree.
- » Keep all nodes in the network up-to-date on the precise nature, scope, activities, resources available, resources needed, and cooperative network activities of every other node through an annual directory and regular quarterly or bi-monthly updates.
- Insist that all nodes provide high quality information (accurate, reliable, unbiased) whenever they pass information to other nodes, particularly when reporting on their own organizations (as for the annual directory or updates).
- » Continually press all nodes for clarification of their particular roles, functions, and constituencies with respect to people and groups outside the network as well as within it, and make sure all nodes are aware of these facts.
- » Strive to identify and confront as quickly as possible any conflicts, confusion, duplication, antagonism, cheating, exploitation, sabotage or other networkharming activities of any nodes.
- Where problems arise, have established mechanisms for dealing with them according to their nature and severity (e.g., node consensus regarding expulsion of a node; a negotiating team for dealing with more minor conflicts, duplication, etc.).
- Insist on a participative, cooperative, consensus-seeking decision-making procedure for all decisions affecting the network as a whole; where in-person meetings or electronically aided meetings omit certain node representatives, the latter should be polled by mail or telephone in advance (if non-participation is foreseen) or after the meeting in order to include their inputs.
- Resist any tacit or explicit assumptions that larger or wealthier or more powerful and prestigious nodes have a right to greater influence in the network than the smallest, poorest node. Equality !

- Facilitate active participation in the network for weaker, poorer nodes by providing expense reimbursement for involvement, etc.
- Have a minimal secretariat of highly competent, professional, credible, concerned, experienced persons with positive personality characteristics and high interpersonal relations skills to facilitate the operations of the network and the performance of the necessary roles (see previous section) for optimal networking; give the secretariat a small budget and no powers of allocation of funds to nodes of the network without full network consensus.
- Insist on the necessity of binding agreements for the network, based on consensus decisions, but make it clear that network involvement does not imply acceptance or approval of all the values and activities of other nodes in the network.
- Develop and renew « network consciousness » and a sense of organizational and personal solidarity in pursuit of the shared network concern through orientation and training sessions for node representatives (and their principal staff colleagues), through in-person and electronically aided meetings as frequently as is feasible, through special network stationary and a network newsletter.
- Make it clear that unequal contributions and exchanges are to be accepted and expected, as well as unequal levels of cooperation.
- Encourage regular, constructive, mutual and self-criticism by nodes.
- Seek internal self reliance and multiple funding sources for network
- Encourage cooperative innovative projects too risky for single nodes.
- Seek optimal network size where there is minimal node function redundancy and the opportunity for each node to know all others.
- Discourage turnover of node representatives and network liaison staff, but orient newcomers to the network quickly and well.

FOOTNOTE :

A Selective list of information sources on networking methods.

(Document source listed as EDRS is the ERIC Document Reproduction Service, P.O. Box 190, Arlington, VA 22210 U.S.A. (MP-Microfiche, HC-Hard Copy).

- (1) *Creating Interorganizational Coordination: Project Report; An Orientation; Instructor's Guide.* 3 Vols. Klonglan, Gerald E., et al. *Final Reports Submitted to Defense Civil Preparedness Agency : Washington, D.C. May 1975.* (9pp., 13pp., & 233pp.) Available from Dept. of Sociology and Anthropology, Iowa State University, Ames, Iowa 50011.
(cont. on page 440)

Assessing the impact of international associations*

Introduction

This paper considers various aspects of the significance and nature of the impact of international associations on their environment, and particularly the impact of international scientific and professional associations on the international system. In approaching this matter, it is first useful to examine why the question of impact is important, what is meant by impact, and the questions raised by the process of proving impact. This establishes an appropriate context within which to comment on the progressive increase in the number of international associations and their interrelationships and the manner in which networks of organizations may diffuse impact and act as vehicles for its transference.

Assessment of impact of INGOs on IGOs

Justification for assessing impact

The following points indicate the major reasons for assessing impact :

1. Policy concern : In order to justify an existing policy with regard to an international association, it is appropriate to assess the impact of the body on its environment. Of a slightly different nature is the need for an organization to assess the general impact of such a body on its environment before responding to an unprecedented attempt by such an association to influence the organization's policy.
2. Resource allocation : To the extent that the allocation of resources in support of project proposal of a particular association is a program rather than a policy decision, then it may be important to evaluate the actual or potential impact of the association on its environment

**From a paper, originally presented under the title « Networks of International Associations: occupational categories and world problems », which was completely re-written in the light of the papers and discussion at the Conference on International Scientific and Professional Associations and the International System (Philadelphia, November 1976).*

A second part of the paper on the impact of associations, together with material from the original version, has been incorporated into : International organisation networks, a complementary perspective. In : P. Taylor and A.J.R. Groom (Eds.), « International Organisation: a conceptual approach » (London, Frances Pinter, 1978, pp 381-413). The quantitative data originally presented has been updated and appears as : « Yearbook of International Organizations » (Brussels, Union of International Associations, 1978).

3. Acknowledgment of recommendations : Many associations produce recommendations, resolutions or declarations which may be directly or indirectly transmitted to parts of the intergovernmental system. In order for IGOs to justify attention to such recommendations, they must prove that the association has adequate political impact to give credibility to such positions, irrespective of their content.

4. Suspension of relationships : Under certain circumstances (e.g. ECOSOC's positions in relation to Spain, South Africa and Taiwan and channelling of CIA funds through INGOs), an IGO may need to prove inappropriate impact in order to justify suspension of relationships with an INGO, or some other form of sanction or censorship.

5. Provocation : Since there is a range of INGOs associated with the ideology of each major power bloc, the IGOs associated with a power bloc may wish to prove the negative impact of the equivalent INGOs on any other power blocs as a justification for some form of tacit or overt support. (Where the impact is shown to be positive, this then becomes justification for some form of sanction or censorship as under the previous point.)

6. Value elaboration : Where national or international associations have built up a climate of opinion superior in some values to those with which the intergovernmental system is associated, IGOs may wish to recover lost ground by proving the positive impact of selected INGOs in order to justify binding them into IGO programmes (the UN approach to the environment issue is a case in point).

7. Reinforcement of constituency : Where IGO member states have for political reasons generated resolutions initiating programmes which alienate much of its usual constituency, it may seek to prove the impact of INGOs on such programmes in order that by so associating them it may establish a favourable climate of opinion

for the programmes amongst the INGOs constituencies.

8. Tradition, prestige and public relations : Where an IGO wishes to maintain relations with a particular INGO for special reasons, it may prove impact to justify such a position (the relation between the UN and the World Federation of United Nations Associations is a case in point).

The different types of impact can be grouped as follows :

1. Physical, including violent demonstrations, occupation of offices, physical damage to buildings or equipment, violence or threats of violence to personnel, physical assistance (manpower), etc.
2. Affective, including non-violent demonstrations, emotional propaganda, smear or hate-campaigns, supportive campaigns, etc.
3. Procedural, including strikes, lock-outs, restraining orders, procedural and regulatory devices (legal, administrative, financial, safety, health), resolutions, declarations, etc.
4. Programme content, namely conceptual or information inputs contributing to the elaboration of programme content, within its predetermined framework.
5. Organization policy, namely political, financial, statistical, conceptual and similar inputs affecting the formulation, selection and rejection of programmes.
6. Policy coordination, namely political and other considerations affecting the coordination of programmes of semi-autonomous organizations acting on interrelated problem areas.
7. Research, namely conceptual and methodological advances which effectively question the utility and significance of the problems addressed by existing programmes and policies.
8. Socio-political, namely political, ideological and philosophical advances which

effectively question the utility and significance of : (a) the organizational structures used to direct existing programme and policies, and (b) the research by which the problems and remedial action are defined. The above grouping reflects a primarily western approach to the varieties of impact. The situation is more complex as has been remarked by authors such as Stafford Beer and J. Forrester :

« Le Chatelier's Principle : *Reformers, critics of institutions, consultants in innovation, people in short who « want to get something done », often fail to see this point. They cannot understand why their strictures, advice or demands do not result in effective change. They expect either to achieve a measure of success in their own terms or to be flung off the premises. But an ultrastable system (like a social institution)... has no need to react in either of these ways. It specializes in equilibrium readjustment, which is to the observer a secret form of change requiring no actual alteration in the macro-systemic characteristics that he is trying to do something about » (1).*

Some eastern philosophies might even be described as philosophies of « non-impact ». They have influenced, and continue to influence, the Gandhian non-violent approach and some aspects of the Chinese approach to social change. It should be stressed that the western perception that such attitudes constitute a form of passivity are but ill-informed simplifications, particularly since such philosophies underlie the eastern martial arts. Such a point could well be supported with citations from Lao Tzu, Chuang Tzu or similar authors. It is more appropriate however to note the study made by Scott Boorman on the implications of this kind of thinking for Mao Tse Tung's revolutionary strategy (2). It could be argued that a similar approach partly underlies the evolution of the Vietnam situation and that in other arenas. Conventional billiard-ball models of impact are likely to be insensitive to such strategies. It is no coincidence that Scott Boorman himself has specialized in the study of formal social networks. (3)

The utility of the conventional approaches may also be questioned in the light of comments such as that of Peter Drucker : « *The correct figures could perhaps have been forecast, but what today, only ten years later, controls America's mood and shapes its policies - not to mention its picture of itself, would have been quite unpredictable to any statistical, protective method* : there has been a change of meaning, the quality, the perception of our experience. *In 1969 the accent was all on our affluence. In 1969 it is all on the poor.* » (4, emphasis added). And as he predicted, the meaning has again changed unexpectedly since then. This point is made even more strongly by Alvin Toffler (5). It could be argued that many international associations function in order to change

meaning, to support or facilitate any such change, or to maintain continuity through such changes. Their success in doing so is not necessarily detectable by the methods of evaluation normally recommended. Moreover alternative philosophies may well change the significance, if any, of « success » as determined in this way and the legitimacy of actions based on conclusions of « low impact ». Related to the indirect forms of impact noted above is the static impact which in its most extreme form is now termed structural violence.

« *Basically, what seems to be behind it is a pattern of human interaction, of social order that is so prevalent, so all-pervasive that it seems to be present as an archetype at all times and all points in space. The moment one believes a more egalitarian structure has been created the same social order seems to come in by the back door. It seems to survive very well the changes from a slave society, via a feudal and capitalist order, towards a socialist society* » (6). This « structural impact » may also be significant in the activities of an organization and of the international system.

Issues raised in assessing impact

The process of proving and assessing impact raises a number of issues which are briefly reviewed here :

1. The situations in which a demand is made for an assessment of impact tend to be structured such that impact must effectively be proven before attention is directed towards the bodies giving rise to the impact. The « existence » of such bodies is deduced from the recognition of the impacts to which they give rise. If no impact can be detected then the question of whether such bodies exist is considered irrelevant. The convenience of this approach does not eliminate the question of whether the organizational system has an adequate concept of its environment, in that some impacts may be undetectable by the methods or criteria used, and some external unrecognized bodies may suddenly give rise to impacts for which the organization is unprepared.
2. Related to the previous point is the assumption of absence of impact on an organizational system unless impact can be proven. It is certainly debatable whether this is an appropriate attitude for an organization (as noted above) or for the intellectual disciplines associated with the assessment and its methodology. It is particularly unfortunate in that the assumption places the burden of proving impact on the external unrecognized body (in a manner somewhat analogous to that of a legal system in which innocence, rather than guilt, has to be proven).
3. The demand for proof and assessment of impact places the body making such

demands in a special position in relation to those who may be perceived as having impact. Where such bodies have a special place in the international system (e.g. the United Nations), the conclusions of any such evaluation effectively contribute to the definition of the reality of the international system. Those bodies excluded from this reality by this process have no method of appeal, since the effects of the evaluation process are not of interest to the bodies demanding it. Such evaluations may usefully be termed « directive assessments » because of the by-products of the evaluation process. It is important to render explicit (or whom a particular set of impacts is considered significant and in whose interest.

4. Impact studies are organized in terms of impact on a focal organization or group (known as the point of anchorage in social network analysis where it is usually taken to be some specified individual whose behaviour the observer wishes to interpret). This raises the question of what bodies are undetected or ignored by this approach, whether such bodies may have some indirect impact on the focal organization, and whether the behaviour of the whole set of bodies in a network does not effectively result in diffusion of all impacts throughout the network.

5. Current impact studies necessarily pre-define what processes are to be considered as conveying valid impacts. This raises the question of what other processes are undetected or ignored by this approach and the consequences of inability to focus on them.

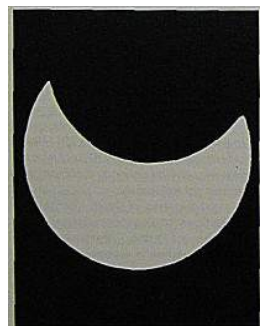
6. Impact studies raise the question of how the thresholds are selected below which impacts of a particular kind are considered insignificant. (The physical sciences are fortunate in having established how « weak » and « strong interactions » should be taken into consideration, thus enabling them to give appropriate attention, for example, to the impact on an object (a) of a falling weight, (b) of a mass any specified distance from it, and (c) of weak electromagnetic forces such as the magnetic field of the earth. The question may be asked whether impact studies in the social sciences are able to focus on impacts analogous to (b) and (c) where there is no direct impact as such merely the influence of forces, which under some conditions, in the case of physics, may be of considerable significance aside from being necessary to any adequate understanding.) Studies of association impact on the intergovernmental system raise the question as to how relevant the impact of one organization on another is to an understanding of their separate or combined impact on the problems for which they were established. The approach loses sight of the fact that society's available institutions are failing to contain the complex of problems on which they purport to focus.

It is difficult to avoid the general impression of a series of continuing sterile debates about "pseudo-issues" effectively (although not deliberately) structured to avoid converging on conclusions which could legitimate any recommendations for remedial projects to increase the value of organizations and associations separately and as linked in networks. Such issues can be termed « pseudo-issues » because, from a very realistic and practical point of view, there is little that can be done about any of them individually at this point in time. Such issues should better be seen as constraints on any action strategy, rather than the prime policy concern in connection with INGOs, as tends to be the case in IGO, INGO and academic circles. Hopefully many of these problems will be overcome at some stage, but it would seem to be unnecessarily short-sighted to allow them to constitute delays to effective development of the full potential of the INGO network. The organizational instruments for action may in many cases be imperfect, but concentrating attention on their imperfections may simply obscure the fact that they are already quite adequate for many tasks and that the specific imperfections are in large part a circumstance of the times rather than of their nature. Practical approaches to improving their ability to perform their functions may well be the quickest method of reducing their imperfections. The point made here has been explored elsewhere (7).

Conventional evidence for impact

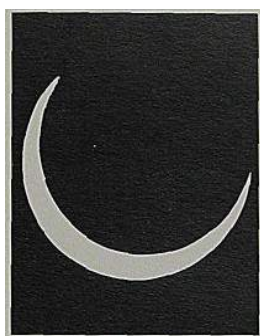
As noted earlier, there are problems in obtaining satisfactory evidence of the impact of international associations on the intergovernmental system, particularly since within the IGO system such evaluations tend to be tied to programme themes such as development, environment, peace, human rights, etc. The category of scientific and professional associations is not used by the IGO

Photos : Int. Communications Agency



system, although occasional references are made to technical associations. It is interesting that probably some white collar trade unions coming within the parview of ILO could also be considered as professional associations.

There have been numerous positive statements concerning international associations in general, produced by officials from the UN Secretary-General downwards on appropriate occasions, as well as from government delegates. Official resolutions frequently call upon such bodies for some action or support. Unfortunately none of this constitutes "evidence" of impact, because such statements may always be interpreted as having a public relations component. Although if this is the case, the obligations felt by parts of the IGO system to maintain good relations with such associations may perhaps itself be considered as stronger evidence of impact. Assessments by scholars do not in general, for reasons noted earlier, provide good evidence for the presence or



absence of impact, except in the case of intensive study of particular associations or groups of associations (cf. the studies of Edward Miles of space, telecommunications and sea-related bodies). IGO secretariat assessments, such as those of ECOSOC and UNESCO, of NGOs in consultative status are basically descriptive rather than evaluative. Thus, although it would be possible to select, sift and cite specific statements of positive impact, the question remains as to whether this would be considered positive proof (and by whom) or merely circumstantial evidence of little relevance to current theory in the field of political science or policy studies. Current theories are indeed indifferent to such evidence. For example, Keohane and Nye note that the impact of inter-societal interactions and transnational actors in international affairs has been ignored in both policy-oriented writings and more theoretical works, and that when they have been recognized they have often been consi-



gned to the environment of inter-state politics, and relatively little attention has been paid to them in their own right or to their connections with the inter-state system (8). Singer and Wallace are quite explicit about exclusion of NGOs from their analysis: «our interests (and, we suspect, those of most of our colleagues) are more concerned with IGOs than with nongovernmental organizations » (9). Finally there is the question of what criteria to use in evaluating the evidence for possible impact of ISPA on IGOs. Should the criteria relate purely to the transfer of scientific knowledge and considerations ? Should they relate to science policy and use of resources for science ? Or should they simply relate to political clout irrespective of the scientific and professional component ? Curtis Roosevelt, former Chief of the NGO Section of the UN Secretariat, makes the point (10) that IGOs are political institutions and an NGO can only be effective in relation to them by relating to such bodies politically. The reality of the situation is that governmental delegates assess the potential value of an NGO primarily in terms of the political power of the constituency it represents. Scientific or professional expertise does not necessarily imply political power. Furthermore, most expertise, however technical, is now held by IGOs to have political overtones. Even NGOs concerned with astronomy, cardiology or sanskrit literature, for example, are not effective in IGO terms unless they take positions on issues such as peace, human rights, etc. Clearly an ISPA low on expertise might therefore be perceived as having more impact than one having high expertise and little political sensitivity. What would be a good indication of political impact in this context ? For example, the ability to influence the wording of a resolution is an indicator of impact, but what if the resolution is never effectively acted upon by the IGO (as can be frequently argued). The ability to influence allocations of funds is also important, but what if the resources are small relative to the expenses of the lobbying activity necessary (as is the case

with many programmes of interest to ISPA's)?

The disadvantages of following this route seem clear enough, and in the light of the argument of the previous sections another approach seems more appropriate.

Characteristics of impact-oriented associations

It is perhaps useful to distinguish a category of international associations whose operations are strongly influenced by the desire to impact directly upon the intergovernmental system. Such associations tend to have characteristics such as the following:

- a relatively high proportion of resources is devoted to face-to-face contact with government delegates and IGO secretariat officials. In addition to funds of the association, such resources may effectively include the time of international personalities linked to the association (but funded through other channels) or willing to act for it in any lobbying role, whether discreet or overt.
- the people used in the lobbying role tend to have past experience as part of

the intergovernmental system, whether as diplomats, as IGO officials, or as national government delegates or experts. Where this is not the case, the people and the association tend to adopt an activist stance relying on their energy, expertise, and/or ability to feed politically embarrassing information to the media, rather than rely on the fruits of subtle lobbying.

- considerable attention may be given to actual and potential links with the news media to maintain an image of strength with respect to the intergovernmental system (and possibly to association membership). Such links may be based on the release of well-researched reports of value to the media or by the ability to generate news by triggering demonstrations. Alternatively, or possibly in addition, links may be obtained with influential national power bases with their own contacts to national delegations.
- considerable attention is given to the rights and procedures by which international associations may be physically represented at intergovernmental conferences or in IGO secretariats, particularly over matters such as the right to make or circulate statements.

- almost by definition, the existence of such associations tends to be justified and maintained by the existence of intergovernmental entities with which they can interact. There is a relationship of dependency.

Characteristics of non-impact-oriented associations

A category of international associations whose operations are not strongly influenced by the desire to impact directly upon the intergovernmental system may also be distinguished. Such associations tend to have characteristics such as the following:

- a relatively high proportion of resources is devoted to the activities and programmes of the association, irrespective of how they are appreciated by the intergovernmental system.
- the activities tend to emphasize: relationships between members, member or association activity on identified problems, the convocation of meetings to clarify the domain of interest to the association, or the collection or generation of information reflecting the content of that domain. Such activities may only incidentally involve or be of interest to the intergovernmental system.
- the attitude of members may not be oriented towards achieving or accomplishing specific programme objectives but rather of developing a certain climate of opinion amongst members and others, possibly including the general public. The evaluation of the effectiveness of such activity may even be considered destructive of its quality and as such undesirable as well as unnecessary. Members concern for the effectiveness of the association may be limited to its impact on themselves and those with whom they associate.

Limited validity of conclusion from impact studies

Some studies of the impact of international associations on the intergovernmental systems employ a procedure which results in misleading, if not erroneous, conclusions. An impact study may be organized in terms of one of the following, for example:

- (a) - investigation at a major intergovernmental meeting (e.g. UN Environment Conference, Stockholm 1972; UN Habitat Conference, Vancouver, 1976) of international association action and contact with government delegates.
- (b) - investigation of those international associations having consultative status with one or more intergovernmental bodies (e.g. Unesco, Ecosoc, I.L.O. etc.)
- (c) - interviews with secretariat personnel of one or more intergovernmental bodies concerning their contact with international associations.

Photo: C.g.t./Esterhazy



(d)- investigation of field level activities of international associations and their relation to the representatives of one or more intergovernmental bodies in the countries in question.

Such studies tend to have one or more of the following unstated assumptions :

(I) that because part of the intergovernmental system has given rise to an organization, a programme or a conference to focus on a particular subject or problem, then any international association which attempts to act on that issue would want to interact with the structure in question. This is incorrect because a significant number of international associations may consider that the particular structure (i) can itself only be relevant to a (possibly minor) aspect of the issue, (ii) has been prepared, or operates, in such a way that most decisions of any significance are either taken in advance or in other arenas, (iii) is conceived mainly as an exercise in public relations to focus public support and the attention of some governments insensitive to the issue, (iv) is conceived as a political compromise substituting for any effective action on the issue.

(II) - that because an international association is represented at some intergovernmental organization, programme or conference, then the association is necessarily attempting to have an impact on that intergovernmental structure. This is incorrect because a significant number of international associations may consider that the structure suffers from the defects identified under the previous point. In order to maintain a line of contact with the intergovernmental body, whilst minimizing the resources engaged, they may effectively employ any of the following strategies : (i) ensure that any list of participants or contacts produced by the intergovernmental body identifies the association, even though its representative departed immediately after having accomplished this, if it could not be done by post; (ii) allow the association to be represented whenever necessary or convenient by whatever member happens to be living in the area or passing through; (iii) allow the association to be represented by any enthusiastic member interested in the activity for personal reasons (including personal status and prestige, etc.); (iv) allow the association to be represented by a non-member with some special interest (e.g. conducting interviews for a research project). Some associations may only be represented because of the convenience of the setting for maintaining contact with other associations interested in the issue (and irrespective of the intergovernmental activity). Note that questionnaire research is based on mailing lists of association representatives of the type identified here.

(III) - that because a representative emphasizes the interest of his association in having impact on some intergovernmental organization, programme or conference, that the association necessarily

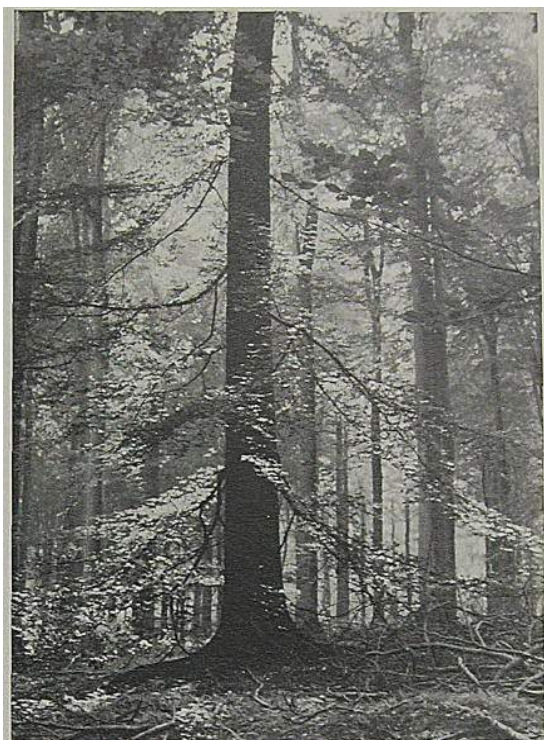


Photo : S. Jakovljevic

has such an interest or that any of its efforts at impact are related to the representative in question.

This is incorrect because (i) the representative may sincerely believe that the association has given him a responsible role, when it has merely responded passively or minimally to his availability; (ii) the representative may feel obliged to disguise the minimal response of his association, if he is aware of it, to avoid negative consequences for his association; (iii) the association may feel obliged to be represented to ensure that it is still recognized as « in the game », by its peers, by any part of the intergovernmental system which makes later use of the mailing lists, and possibly even some of its own members or by those conducting studies of representation which may be widely distributed; (iv) the association may participate not in an attempt to have impact on that intergovernmental body but in order to counteract any impression of bias arising

from its special interest in interacting with some other part of the intergovernmental system (e.g. with a different ideological orientation).

(IV) - that because information or impact has been supplied by a person in one part of an association secretariat, that this necessarily reflects the official position of the association.

This is incorrect because (i) the person in the secretariat may have such responsibilities for reasons similar to those of the external representative identified in the previous point; (ii) the association may not have a position on the matter as well-formed as is implied by the ability to respond to questions about it in particular (iii) the association may not conform to a conventional structure and be easily comparable with its peers; the structure may be so loose that it is not possible for an individual to speak on behalf of the association as a whole;

(V) that because information on impact has been supplied by a person in one part of an intergovernmental secretariat, that this necessarily reflects the official position of the organization. This is incorrect because an intergovernmental secretariat has a number of offices (in the case of the larger agencies) or positions via which it interacts with associations. The lack of coordination between such offices is well recognized. Such offices may include : (i) public information office charged with mobilizing association support for agency programs, unrelated to (ii) a bureau responsible for consultative relations with NGOs, in support of (iii) a governmental committee defining which bodies shall be called NGOs, and defining policy on them, which may be ignored by (iv) departments concerned with substantive programme areas working with useful associations, irrespective of whether they are " NGOs " or international, (v) departments emanating, receiving or exchanging information with associations (vi) the agency conference environment in which a particular association may get considerable air-time through several government delegates.

Thus when an intergovernmental representative complains that the associations with which he has any contact (possibly at agency-convoked meetings) are naive, he may well be correct. Agencies have set up such an unfruitful environment for contact with associations that the latter avoid contact because there are more effective forms of action. Those that do not either have special introductions to exploit (and are therefore assessed as « effective ») or are in the process of learning what a waste of effort such contacts can prove to be.

Conclusion

It is unfortunate that the process by which the social and policy sciences accord attention to organizations (or problems) in society appears to be so strongly governed by the information handling capacity of those for whom the conclusions are hopefully intended, rather than by any desire to explore the numerous existing organizations and interactions in all their rich variety. This question has been explored elsewhere in connection with the per-

ception of world problems (II). In attempting to articulate their dissatisfaction with current studies of International organizations in 1968, Koohane and Nye « felt that an « Everest syndrome » prevailed. Scholars studied organizations simply because "they are there" . We agreed that new approaches were needed. « Their book is testimony to their success (8). The remark remains valid however. Big impacts on big organizations are studied because they are so visibly there. The reluctance to consider less visible phenomena is strengthened and supported by a posture requiring unequivocal proof that the phenomena are there before any such inquiry can be entertained. It is an interesting question as to how much national and international NGO activity is required before it becomes theoretically interesting or of significance to policy formulation, and how much an adequate response to problems is delayed by such conceptual lags on the part of those who should be ensuring the necessary conceptual leads to anticipate emerging structural changes.

Anthony J.N. Judge

References

1. Stafford BEER. *The cybernetic cybobotast; management itself. (Chairman's Address to Jr the International Cybernetics Congress. September 1969).* University.
2. Scott BOORMAN. *The Protracted Game; a wei chi approach to Mao's revolutionary Strategy* Oxford University Press 1971.
3. Scott BOORMAN. *Outline and bibliography of approaches to the formal study of social 1970.* networks. Harvard University, 1973 (Fels Discussion Paper: 87)
4. Peter DRUCKER *The Age of Discontinuity, guidelines to our changing society.* London Pan, p. 11.
5. Alvin TOFFLER. *Value impact forecaster; a profession of the future.* In : Kurt Safer and N Rescher (Eds). *Values and the Future.* New York, Free Press, pp. 1-30.
6. Johan GALTUNG. *Feudal systems, structural violence and the structural theory of revolutions. Proceedings of the IPRA Third Conference. Assen, van Gorcum, 1971.*
7. Anthony J.N. JUDGE. *Practical problems in using the potential of INGO networks.* In : *The Future of Transnational Associations from the standpoint of the New World Order.* Union of Brussels, Union of International Associations. 1977.
8. J.S.NYE and R. O. KEOHANE *Transnational relations and world politics.* In: J.S Nye and R O Keohane (Eds). *Transnational Relations and World Politics* Harvard Press. 1972.
9. WALLACE and J D SINGER. *Intergovernmental organization in the global system 1815-1964; a quantitative description.* *International Organization*, 24, 2, Spring 1970, pp. 239-287
10. CURTIS ROOSEVELT. *The political Mure of transnational associations; the for effective NGO action.* In : *The Open Society of the Future, report of a seminar to reflect on the network of international associations.* Brussels. Union of International Association. 1973, pp 91-96 (Originally presented to a Conference of Nongovernmental Organizations in Consultative Status with ECOSOC, Geneva, 1972).
11. YEARBOOK OF WORLD PROBLEMS AND HUMAN POTENTIAL. Brussels. International Associations. 1976. [See Section P].

Footnotes to David Horton Smith's article continued from page 434 :

- (2) *The Union of International Associations.* Rue aux Laines 1, 1000 Brussels, Belgium. Transnational Associations a monthly periodical, formerly titled International Associations, has published many articles discussing networks, their nature, structure, dynamics, problems, modes of internal communications, etc. Issues No. 9, 10, and 11 for 1977 are particularly rich in such material, although there are also excellent and relevant articles in earlier issues (for instance, the article, « Principles of Transnational Action », in issue No. 3, 1973 of International Associations).
- (3) *Coordinating Human Services : A Sociological Study of an Interorganizational Network ».* Research Series, No. 6. Benson, J. Kenneth, et al. Missouri Univ., Columbia, MO., Regional Rehabilitation Research Inst (Sponsor: Social 8 Rehab. Serv., DHEW) 1973. (160pp.) Available from: U. of Missouri, Reg. Rehab. Research Inst, Columbia, MO. 65201.
- (4) « The Development of Interagency Cooperation ». Aram, John D. and Stratton, William E. (Case Western Reserve U.), *Social Service Review*, 1974, 48, 3, Sept. (412-21).
- (5) « Issues and Patterns for Community Networking ». Goddu, Roland. N. England Program in Teacher Education, Durham, N.H. 1976. (13pp). (EDRS Price NF-S.83; HC-\$1.67 plus postage).
- (6) *Communication and Interorganizational Relationships Among complex Organizations in Social Service Settings ».* Wigana, Rolf T. Paper presented at the Annual Meeting of the International Communication Association, Portland, OR, April 1976. (81pp.) (EDRS Price MF-\$.83, HC-\$4.67 plus postage).
- (7) *Strategies for Expanded Interagency Linkages: Rehabilitation Implications ».* Roessler, Richard and Mack, Greta. *Rehabilitation Counseling Bulletin*, 19. 1:344-51, Sept. 1975.
- (8) « The Coalition Approach to Improved Services for Handicapped Children in the Baltimore Region. Final Report ». Wickey, Jane M., and Hartman, Barbara L. *Models of Delivery Systems, Inc., Baltimore, MD; Regional Planning Council, Baltimore, MD.* April 1976. (80pp.) EDRS Price MF-\$0.83, HC-\$4.67, plus postage.
- (9) « Organizational Structure and Interorganizational Dynamics ». Aiken, Michael and Hage, Jerald. 1967. (36pp.) (EDRS Price MF-\$0.76; HC-\$1.95, plus postage).
- (10) « Common Purposes as a Prerequisite for Networking ». Devaney, Kathleen. Far West Lab. for Educational Research & Development, San Francisco. April 1975. (9pp.) Paper presented at the American Educational Research Assoc. Annual Meeting, 1975. Best copy available. (EDRS Price MF-\$0.75 HC-\$1.55 plus postage).
- (11) « Networking: A Survival Mechanism for Urban Superintendents ». Merrow, John, et al. *Phi Delta Kappan*, 56, 4 : 383-85, Dec. 1974.

La nouvelle procédure du consensus

par Amadou Mahtar M'Bow*

C'est pour moi un honneur de prendre la parole devant cette Académie diplomatique internationale, où, durant plus d'un demi-siècle, tant d'éminentes personnalités ont débattu des aspects les plus divers de la vie internationale. Puisque c'est la vocation de votre Académie de contribuer à faire progresser la connaissance des moyens permettant aux peuples et aux Etats de mieux s'entendre, je suis heureux de pouvoir évoquer devant vous le processus par lequel certaines décisions d'une grande portée ont pu être prises au cours des dernières années avec l'assentiment du plus grand nombre des Etats membres au sein d'organisations internationales, en particulier des organisations du système des Nations Unies : je veux parler du consensus.

On peut porter au crédit de la pratique du consensus l'adoption de résolutions aussi importantes que celles des sixième et septième sessions extraordinaires de l'Assemblée générale des Nations Unies, relatives au concept de « nouvel ordre économique international ». Or, c'est désormais autour de ce concept que semblent s'articuler de plus en plus les réflexions et les travaux des différentes institutions du système des Nations Unies. En effet, au cours des dernières années, la recherche du consensus est devenue pratiquement la méthode de travail habituelle de l'Assemblée générale, du Conseil économique et social et de divers autres organes, commissions et comités des Nations Unies. M'en est de même de la Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement (CNUCED) et des grandes conférences mondiales qui se sont tenues récemment. Cette pratique tend également à s'instaurer dans les organes délibérants des institutions spécialisées : elle a fonctionné de manière satisfaisante lors de la dix-neuvième session de la Conférence générale de l'Unesco. Si le dictionnaire anglais d'Oxford définit le « consensus » comme « *L'opinion collective mais non unanime d'une pluralité de personnes* », ce terme est utilisé au sein des organisations du

système des Nations Unies dans un sens légèrement différent et — fait significatif — désigne aussi bien un certain processus de négociation que son résultat. Il s'agit de - *la pratique destinée à parvenir à l'élaboration d'un texte par voie de négociation et à son adoption sans vote* ». Dans un sens analogue, les Etats participant, en 1973, à Helsinki, à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, s'étant accordés pour prendre toutes leurs décisions par voie de consensus, ont défini ce dernier concept par « *l'absence de toutes objections exprimées par un représentant et présentée par lui comme constituant un obstacle à l'adoption de la décision en question* ».

Concept relativement récent dans la pratique des Nations Unies, le consensus, en tant que mode de prise de décision au sein des organisations internationales, a été apparemment rendu nécessaire par la structure de ces organisations qui, elle-même, procède de la nature de la communauté internationale. Cette communauté, est-il besoin de le rappeler, se compose d'Etats, qui sont souverains. On peut, certes, imaginer une société mondiale dotée d'un pouvoir supranational, mais elle naitrait sur les débris de l'Etat-nation. Tel n'est pas le cas de nos jours, la situation étant caractérisée au contraire par l'existence d'Etats qui n'admettent à leur souveraineté d'autres limitations que celles auxquelles ils ont volontairement consenti. Cette caractéristique fondamentale de la vie internationale a, en ce qui concerne les règles de fonctionnement des organisations internationales, deux conséquences essentielles qui ont conduit à la recherche d'un consensus remplaçant de plus en plus souvent le recours à des votes permettant de dégager une majorité.

En premier lieu, les pouvoirs des organisations internationales sont, dans la quasi-totalité des cas, très restreints et se limitent à l'adoption de recommandations.

Certes, le Conseil de sécurité peut prendre des décisions que les membres de l'Organisation sont convenus « *d'accepter et d'appliquer* », aux termes de l'article 25 de la Charte des Nations Unies. Mais ce pouvoir ne s'exerce que dans un domaine étroitement délimité — celui des actes d'agression. En outre — et c'est significatif — le seul

organe des Nations Unies qui soit appelé, dans certaines circonstances, à prendre des décisions, est précisément celui dont le fonctionnement échappe aux règles du parlementarisme classique, puisque ces décisions doivent être prises non seulement à la majorité qualifiée, mais encore à l'unanimité des membres permanents. Le pouvoir autonome de décision des organisations internationales se limite donc aux mesures internes nécessaires à leur question. Il ne faut d'ailleurs pas en sous-estimer la portée, car cette gestion implique notamment l'acte important que représente l'adoption du budget et la fixation des contributions des Etats membres.

Hors ce cas, rien n'oblige juridiquement un Etat à appliquer une résolution qui n'a pas obtenu son consentement. Tout Etat est libre de se déterminer en fonction de ce qu'il estime être son intérêt — ce qui ne veut pas dire nécessairement son intérêt immédiat, car on peut très bien concevoir une situation où un Etat s'estimerait moralement ou politiquement obligé de s'incliner devant une décision par ailleurs peu conforme à certaines de ses aspirations. La deuxième conséquence qui découle de la nature de la communauté internationale c'est que, tous les Etats étant souverains, ils sont tous égaux et disposent, en conséquence, du même poids et du même droit de vote au sein des assemblées internationales. Si les organisations financières internationales, telles que la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, font exception à cette règle, c'est que leur nature et leurs méthodes de fonctionnement sont très différentes de celles des autres organisations internationales; elles sortent donc du cadre de cet exposé.

Le principe de l'égalité souveraine des Etats n'est pas toujours bien compris par l'opinion publique et des voix s'élèvent parfois pour s'étonner que les deux cents millions d'Américains ou les neuf cents millions de Chinois disposent dans les assemblées internationales d'un seul suffrage, au même titre que des Etats de quelques dizaines de milliers d'habitants. C'est oublier que ce ne sont pas les Américains, les Chinois ou les Seychellois qui votent à l'Assemblée générale (ou dans d'autres assemblées du même type), mais bien les Etats, et que chaque Etat constitue une entité souveraine, en tous points



* *Directory général de l'UNESCO, voir aussi ASSOC. Transnationales* 12, P. 525. *La consultation des ONG à l'UNESCO* et N° 6-7, p. 320.

égale juridiquement à toute autre entité de même espèce. En effet, ne considérons-nous pas comme normal, au niveau des Etats, conformément au principe - *un homme, une voix* - que l'homme le plus fortuné ait aux élections, le même suffrage que le plus démuné, qu'un prix Nobel jouisse des mêmes droits politiques qu'un analphabète ? Ce principe fondamental de l'égalité des citoyens devant la loi, qui est à la base de la démocratie moderne, a son équivalent dans le principe de l'égalité souveraine des Etats, sur lequel se fonde la communauté internationale contemporaine. Ceux qui prônent parfois un système différent — par exemple un vote pondéré — méconnaissent cette réalité. « Si l'on s'en tient aux dogmes fondamentaux de la Charte », écrivait Dag Hammarskjöld, "il n'y a rien qui puisse en pratique être substitué au régime actuel de l'égalité des suffrages de tous les Etats membres souverains".

Il n'en reste pas moins que, si tous les Etats sont égaux en droits, ils demeurent profondément inégaux par la puissance dont ils disposent et par l'influence qu'ils peuvent en conséquence exercer sur les affaires mondiales. Les différences sont frappantes si on mesure, par exemple, leur pouvoir économique ou militaire. C'est pour tenir compte, de ces différences qu'a été imaginé un barème de quotes-parts des contributions au budget des Nations Unies tenant compte de la population et des richesses de chaque Etat membre. Le barème pour 1978 va de 0,01 % à 25 % du budget.

Dans un monde où le progrès technique a supprimé les distances, où les échanges se multiplient, où une décision prise, un acte commis en un point donné peuvent affecter la vie ou l'avenir de populations entières à des milliers de kilomètres, où peuvent être déclenchées des forces de destruction qui mettent en péril l'avenir même de l'humanité, dans « *un monde qui désormais est uni pour la vie ou pour la mort* », selon la formule saisissante de Jacques Maritain, les peuples sont tous solidaires. Chacun d'eux partage avec tous les autres la responsabilité du destin de l'humanité. La mission de l'organisation internationale est alors de chercher et de traduire en action des solutions qui puissent contribuer notamment au maintien d'une paix juste et durable entre les nations et au progrès de tous les pays. Dès lors il paraît difficile de concevoir que de telles solutions puissent être adoptées par la simple application du principe majoritaire, alors que leur mise en œuvre exigera la participation active, l'engagement de tous les peuples, de tous les Etats.

Un fait nouveau a renforcé au cours des dernières années l'importance du consensus en tant que moyen de prise de décision ; c'est l'accroissement de la part que représentent les contributions volontaires dans les ressources mises à la disposition des organisations internationales, notamment pour les activités liées au développement. En 1948, lorsque ces contributions sont venues

s'ajouter aux budgets votés par les organes législatifs des organisations, elles n'en représentaient que la moitié environ : 31,5 millions de dollars de contributions volontaires, contre 61,9 millions de dollars pour l'ensemble des budgets ordinaires de toutes les organisations du système des Nations Unies — Banque mondiale et FMI mis à part. Pendant de longues années, le montant de ces deux types de ressources est resté comparable.



Photo : UNESCO / M. Riboud

Mais progressivement, au cours des dernières années, les contributions volontaires ont dépassé de loin les ressources des budgets ordinaires et en 1977 on estimait à environ un milliard de dollars le budget global de toutes ces organisations, alors que le montant des contributions volontaires atteignait un milliard six cent millions de dollars. Il était dès lors inévitable, le monde étant ce qu'il est, que les Etats qui apportent les contributions les plus importantes aux fonds volontaires cherchent à être associés d'une manière ou d'une autre aux décisions relatives à la manière dont ces fonds sont utilisés. On peut voir là un autre élément de nature à contribuer à la recherche d'un accord par voie de négociation, de préférence à la confrontation que fait apparaître le vote.

Dans l'état actuel de la communauté internationale, on peut considérer que l'apparition de la pratique du consensus comme moyen de prise de décision était donc inévitable. Il me paraît cependant intéressant d'en rappeler les principales étapes.

Les fondateurs du système des Nations Unies se plaçaient dans l'optique du parlementarisme classique, fondé sur la règle majoritaire. L'Assemblée générale prend ses décisions à la majorité des membres présents et votants, sauf quand elle délibère des « questions importantes » énumérées à l'article 18

(par. 2) de la Charte, lesquelles seules, requièrent une majorité des deux tiers. Les autres organes des Nations Unies suivent également la règle majoritaire, avec toutefois l'exception importante du Conseil de sécurité où, à l'exigence de la majorité qualifiée (vote affirmatif de neuf membres sur quinze) s'ajoute celle du vote affirmatif de tous les membres permanents. Les organes délibérants des institutions spécialisées prennent également leurs décisions à la majorité, simple ou qualifiée, selon le cas.

C'est en 1964 — à la faveur, d'ailleurs de circonstances fortuites — que le consensus a fait entrée aux Nations Unies comme méthode de travail délibérément recherchée ; il a permis, à l'époque, d'éviter une crise qui eût été lourde de conséquences. En effet, la XIXe session de l'Assemblée générale s'était ouverte à un moment où le conflit entre les Etats membres concernant le financement des opérations de maintien de la paix (opérations du Congo et de Suez) atteignait son paroxysme. Certains Etats, notamment les Etats-Unis, considéraient que le financement de ces opérations pouvait être mis par l'Assemblée générale à la charge de tous les Etats membres. En conséquence, les Etats qui refusaient de verser leur quote-part tombaient sous le coup de l'article 19 de la Charte, qui dispose que l'Etat membre qui est « en retard dans le paiement de sa contribution aux dépenses de l'Organisation ne peut participer au vote à l'Assemblée générale si le montant de ses arriérés est égal ou supérieur à la contribution due par lui pour les deux années complètes écoulées ». En revanche, certains autres Etats, dont l'URSS et la France, contestaient le caractère obligatoire des contributions mises à leur charge au titre des opérations de maintien de la paix et, par conséquent, l'applicabilité de l'article 19 pour les arriérés provenant du défaut de versement de ces contributions.

La délégation des Etats-Unis réclamait l'application de l'article 19, alors que celle de l'URSS menaçait de se retirer s'il était appliqué. Dans ces conditions, la seule manière d'éviter une crise était de renoncer à voter. A la séance d'ouverture, le Secrétaire général, U Thant, a donc fait la déclaration suivante :

« Etant donné les divergences de vues qui se sont manifestées entre Etats membres quant à la conduite de la dix-neuvième session de l'Assemblée générale, j'ai consulté plusieurs délégations au cours de la semaine à seule fin d'éviter un affrontement. A ce sujet, je puis préciser qu'il a été convenu de ne pas soulever, tant que durera la discussion générale, de questions autres que celles pouvant être réglées sans opposition ».

C'est donc par ce procédé que l'Assemblée a réglé un certain nombre de questions urgentes au sujet desquelles il était essentiel qu'elle se prononce par un vote (comme l'adoption du budget ou l'élection des membres des conseils). Les décisions étaient prises à la suite de consultations dont les résultats, annoncés par le Président, étaient dé-

Clares adoptés dès lors qu'aucune opposition ne se manifestait.

Née ainsi à l'occasion de la grave crise financière qui a secoué l'Organisation des Nations Unies entre 1960 et 1965, la pratique du consensus s'est étendue par la suite, d'une part aux organismes chargés de négociations difficiles dans le domaine économique — notamment la Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement — d'autre part à ceux qui gèrent des fonds provenant de contributions volontaires, comme le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement. Dès la première session de la CNUCED, en 1964, son secrétaire général, M. Raoul Prébisch, déclarait : « Il n'y a évidemment aucun intérêt pratique immédiat à adopter des recommandations à la majorité simple des pays en voie de développement mais sans l'appui des pays développés, lorsque l'exécution de ces recommandations dépend de leur acceptation par ces derniers ».

Le mode de fonctionnement des assemblées internationales se distingue ainsi des méthodes parlementaires et se rapproche plutôt de la technique des conférences diplomatiques. Lorsque l'ordre du jour comprend une question dont l'importance et le caractère controversé justifient que l'on tente de la régler par consensus, un débat s'ouvre, qui est rarement autre chose qu'une suite de monologues par lesquels Etats membres et groupes d'Etats rappellent leur position. Les projets de résolution qui sont présentés vers la fin du débat peuvent exprimer des positions souvent fort divergentes. On passe alors au stade de la négociation. Celle-ci peut prendre des formes très diverses, allant de petites réunions, tenues à huis clos, sans procès-verbal, à l'action des groupes régionaux qui s'efforcent d'abord de parvenir, chacun en son sein, à une position unique, puis négocient avec les autres groupes par l'intermédiaire de mandataires spécialement désignés. A côté des groupes régionaux, le groupe dit « des 77 », joue souvent un rôle primordial du fait qu'il rassemble en réalité la totalité des pays en développement, soit plus de 100 à l'heure actuelle, sur 149 Etats membres des Nations Unies. En fait, de nombreuses questions sont réglées par des négociations mettant en jeu trois partenaires : le groupe des 77, le groupe des pays industrialisés à économie de marché (généralement appelé le groupe occidental, encore que des pays comme le Japon, l'Australie et la Nouvelle-Zélande en fassent partie) et le groupe des pays socialistes. Une technique à laquelle on fait souvent appel est celle dite du « groupe de contact », comprenant des représentants désignés par les groupes régionaux. Parfois encore, les groupes de contact sont ouverts à toutes les délégations qui veulent s'y joindre. Le rôle du président de l'organe délibérant peut être très important, voire parfois déterminant. C'est lui qui s'efforce de rapprocher les points de vue, de susciter les rencontres, de rédiger ou de faire rédiger des textes qui peuvent faire avancer la négociation ; c'est



Siège de l'ONU. Photo UNATIONS

lui qui en annonce les résultats à l'organe principal. Ce dernier ne se saisit de nouveau de la question qu'une fois la négociation terminée et le consensus obtenu. Le président présente alors, en séance, le texte qui reflète le consensus et, après s'être assuré qu'aucune opposition ne se manifeste, le déclare adopté. Très souvent, cette adoption est suivie de déclarations de délégations, soit pour formuler des réserves sur des points secondaires, soit pour donner une interprétation de tout ou partie du texte. Il n'est pas rare d'entendre une délégation déclarer qu'elle se rallie au consensus par souci de conciliation, mais que si le texte avait été mis aux voix, elle se serait abstenue. Il est certain que de telles déclarations peuvent affaiblir la portée du consensus.

*
* *

S'il diffère donc nettement par ses résultats de l'unanimité, qui suppose l'absence d'opinion contraire, le consensus s'en écarte encore plus par le processus dont il est l'aboutissement. Le vote unanime implique au départ un accord sur l'essentiel, ou tout au moins

l'absence de divergences profondes entre les participants. Il intervient le plus souvent après un débat en due forme, et l'adoption ou le rejet d'amendements. Le consensus implique, lui, la négociation et n'existe que par elle. Il est le résultat de patients efforts, de concessions mutuelles, d'accommodements à partir de positions qui semblaient, au départ, incompatibles. C'est dire que la portée véritable du consensus varie selon les conditions dans lesquelles il est intervenu. Toutes les nuances sont possibles, depuis l'adhésion sincère de tous les intéressés à un texte négocié donnant satisfaction à toutes les parties, jusqu'à la lassitude ou l'indifférence de la minorité. Pour apprécier la valeur, la portée et la signification politique du consensus, il importe dans chaque cas d'examiner les circonstances qui l'ont vu naître et d'analyser tout particulièrement les déclarations faites au moment de l'adoption formelle du texte qui en a résulté, ou aussitôt après cette adoption. C'est dire combien il est difficile de cerner et d'analyser, notamment en termes juridiques, la notion de consensus. C'est pourquoi, l'Unesco se pro-

pose d'entreprendre des études * pour explorer les fondements politiques, sociologiques, culturels et juridiques du consensus comme moyen de formuler la position de la communauté internationale et de résoudre ou de dépasser les conflits d'opinions et d'intérêts, en rattachant le consensus à certaines pratiques et institutions traditionnelles ».

La pratique des Nations Unies distingue d'ailleurs entre les résolutions adoptées par consensus et celles adoptées sans vote, l'expression « adoptée par consensus » étant en général réservée aux résolutions portant sur des questions importantes, dont la mise au point a été précédée de négociations, et lorsqu'un accord général s'est établi sur l'emploi de cette terminologie. L'expression « adoptée sans vote » s'applique aux résolutions sans grande portée politique et à celles dont la rédaction n'a pas donné lieu à des divergences d'opinion marquées. Il va de soi que sur le plan juridique, toutes les résolutions, qu'elles soient adoptées par consensus, sans vote ou à la suite d'un vote majoritaire, ont la même valeur.

On aurait pu penser que cette pratique s'imposerait moins dans les institutions spécialisées, lesquelles, du fait de leur caractère technique, n'auraient pas à connaître les profondes divergences de vues qui caractérisent les débats des instances plus particulièrement politiques ou économiques du système des Nations Unies. C'est, à mon avis, ignorer les réalités du monde actuel et méconnaître en même temps deux éléments essentiels : le premier, c'est que le caractère intergouvernemental des institutions spécialisées en fait, bon gré mal gré, des organes politiques, au même titre que l'Assemblée générale des Nations Unies. Les gouvernements des Etats membres sont par essence des organes politiques, et nul ne peut empêcher les délégations qu'ils envoient dans les institutions spécialisées de se conformer aux directives politiques qu'elles reçoivent d'eux. Parler de « politisation » quand il s'agit d'une institution comme l'Unesco, c'est en ignorer la nature et je dirais même les conditions de fonctionnement. Comment croire en effet que les représentants de 149 gouvernements puissent se réunir pour discuter, serait-ce de questions techniques, en ignorant leurs incidences politiques ? Et surtout quand les délibérations portent sur la politique que l'Organisation doit suivre ou recommander à ses Etats membres en matière d'éducation, de science, de culture, d'information.

Bien plus, ce n'est pas d'hier que les organes dirigeants de l'Organisation prennent position sur des problèmes politiques généraux. Dès 1950, le Conseil exécutif de l'Unesco se saisissait de la question de la guerre de Corée au nom de la solidarité internationale. D'ailleurs, les Etats membres ne devaient pas tarder à reconnaître, pourrait-on dire officiellement, le caractère politique de l'Unesco puisque, dès sa huitième session, la Conférence générale décidait que désormais tes

membres du Conseil exécutif de l'Unesco qui, jusque là, avaient siégé à titre individuel (comme c'est encore le cas pour les membres du Conseil exécutif de l'Organisation mondiale de la santé), seraient choisis en fonction de leur rôle éminent dans les domaines d'activité de l'Organisation et représenteraient les gouvernements des Etats dont ils étaient les ressortissants. Faut-il rappeler que ce sont des raisons non pas techniques, mais bien politiques, qui ont empêché pendant longtemps la République populaire de Chine et la République démocratique allemande de siéger au sein de l'Organisation ? L'accusation de « politisation » semble donc traduire plutôt le sentiment de certains, qui regrettent peut-être le temps où la communauté des Etats ne reflétait encore que très imparfaitement la communauté des peuples du monde et qui refusent de comprendre les raisons profondes qu'ont les nouveaux membres de cette communauté de ne pas concevoir comme eux les principes qui doivent guider leur action.

Les votes de ces nouveaux membres des organisations internationales traduisent une nouvelle communauté d'intérêts : celle des nations où le sort quotidien d'une grande partie des populations reste encore aujourd'hui la faim, l'ignorance, la maladie, et qui ont peu à peu appris à unir leurs efforts pour s'efforcer de faire contribuer le système des Nations Unies aux transformations nécessaires du monde, afin que tous les peuples puissent y vivre à l'abri de la misère et dans le respect de leur libre détermination.

Une fois comprises ces transformations de la scène internationale, certaines expressions comme « majorité automatique » perdent tout leur sens. Les Nations Unies ont, au cours de leur histoire, connu plusieurs groupes dominants ; mais aucun peut-être n'avait posé à la communauté des nations des questions aussi fondamentales liées à la dignité de l'homme, à la justice, à l'équité, que le groupe des pays en développement, lorsqu'il a proclamé la nécessité d'établir entre les nations un nouvel ordre économique international. Cela dit, je ne nierai pas que, dans certaines occasions, des difficultés particulières aient pu surgir, s'ajoutant aux débats d'idées rendus inévitables par la grande diversité du monde d'aujourd'hui au point d'en masquer parfois la profondeur et l'intérêt. Mais critiques et accusations n'auraient jamais eu la violence qu'elles ont connu à l'Unesco après la dix-huitième session de la Conférence générale, si les débats qui s'étaient instaurés à leur sujet lors de cette session n'avaient souvent revêtu ce caractère d'affrontement dont je signalai avec insistance les dangers lors de la clôture de la session, quelques jours seulement après mon entrée en fonctions.

C'est par souci d'éviter que ne se reproduise en 1976, lors de la dix-neuvième session de la Conférence générale, une situation semblable, que je suggérai au Conseil exécutif, qui en fit la proposition à la Conférence, de créer un groupe dit - *de rédaction et de négociation* ». Ce groupe, composé de 25

membres nommés par la Conférence sur proposition des groupes régionaux était chargé de « préparer et de soumettre à la décision de la Conférence générale en séance plénière tous projets de résolution sur les points nécessitant des négociations préalables et dont l'étude lui aura été renvoyée » par le Bureau de la Conférence. Il fut expressément stipulé que « le Groupe de rédaction et de négociation devra rechercher le consensus » lequel « sera matérialisé, soit par un projet de résolution sur le fond, qui sera soumis en séance plénière à la Conférence générale, soit éventuellement par toute autre proposition de substance ou de procédure qu'il déciderait de soumettre à la Conférence générale ». En cas d'impossibilité de parvenir à un consensus, le groupe devrait rendre compte à la Conférence des diverses positions en présence, lui présenter au moins deux variantes des textes et « proposer la méthode la plus appropriée pour la discussion des paragraphes controversés ».

Le groupe de rédaction et de négociation, qui a siégé exclusivement en séance privée et constitué plusieurs sous-groupes pour l'examen de certains points, a pu parvenir, grâce à des négociations parfois très serrées, dont certaines n'ont abouti qu'à la veille de la clôture de la Conférence, à un accord sur nombre de questions au sujet desquelles les points de vues des Etats membres étaient, à l'origine, très éloignés. Il a contribué ainsi dans une large mesure au succès de cette session de Nairobi de la Conférence générale à propos de laquelle on continue à évoquer l'esprit de Nairobi.

* * *

Peut-on essayer de porter un jugement d'ensemble sur la valeur et l'intérêt de la pratique du consensus ? Dans l'état actuel des relations internationales, elle me paraît irremplaçable. Elle a, certes, ses limites. C'est un processus lent, difficile ; marqué par de nombreux retours en arrière, souvent exaspérant pour tous ceux qui sont appelés à y participer ou à le suivre : délégués, membres du Secrétariat, presse. Il aboutit souvent — c'est la nature même de tout compromis — à des solutions qui ne peuvent satisfaire ni les Etats qui désirent de profonds changements, ni ceux qui préféreraient s'en tenir au statu quo ante ; il donne à la minorité un poids qu'elle n'aurait pas si la question devait être tranchée par un vote. L'équilibre n'est pas facile à trouver entre le désir légitime de parvenir à un accord et le désir tout aussi légitime d'éviter une situation où la minorité disposerait d'un véritable droit de veto. C'est d'ailleurs là que le système du consensus trouve sa limite : en effet, à supposer qu'une petite minorité d'Etats puissants s'oppose résolument à tout accord sur un texte, un retour à la procédure de vote permettrait de parvenir à une décision, parfaitement valide en droit. Mais par ailleurs, nous l'avons vu, quelle que soit sa valeur juridique, une décision à laquelle s'opposent quelques grandes puissances ou une

importante minorité d'Etats risque tort, sinon de demeurer lettre morte, du moins de ne pas être suivie de tous ses effets.

On a donc pu craindre que la recherche du consensus à tout prix conduise à la paralysie les organisations qui font couramment appel à cette technique. C'est négliger un fait que j'indiquais en passant tout à l'heure : les organisations du système des Nations Unies disposent, en vertu de la Charte des Nations Unies et de leur propre constitution, de pouvoirs effectifs en ce qui concerne leur propre gestion. La Conférence générale de l'Unesco, par exemple, adopte par un vote le programme de l'Organisation, elle vote son budget et fixe par un vote la participation financière de chacun des Etats membres. Ces décisions sont toujours exécutoires et des sanctions sont expressément prévues en cas, par exemple, de défaut de versement de la contribution.

Appliquée à la définition et à l'adoption des grandes lignes d'une politique générale, ou de textes normatifs, le consensus permet par ailleurs d'arriver à des textes de compromis, recueillant une plus large adhésion que s'ils avaient été votés à la majorité. Ce qui compte donc, dans ce processus, c'est, outre le résultat obtenu, sorte de dénominateur commun des volontés en présence, la reconnaissance du principe fondamental qui veut qu'aujourd'hui, dans le cadre d'une organisation internationale, toute prise de décision, pour être efficace, soit, non pas l'expression formelle d'une majorité, mais l'aboutissement d'une négociation qui sauvegarde les principes de base, ouvre des perspectives nouvelles et permet des progrès ultérieurs. Cette procédure respecte donc mieux la souveraineté des Etats, dans la mesure où toute idée de supranationalité — qui ne pourrait être écartée si les décisions majoritaires d'une assemblée étaient contraignantes — est totalement absente d'une décision prise par consensus. La négociation préalable et la possibilité de nuancer leur position dans une explication de vote offrent aux Etats deux garanties essentielles à cet égard.

Il me semble que l'efficacité des organisations internationales a tout à gagner à une telle approche, à condition bien sûr que la recherche du consensus ne se fasse pas au détriment des changements rendus indispensables par la situation actuelle du monde. Dès 1947, Jacques Maritain pouvait dire : « Ce qui fait des l'abord apparaît comme paradoxale la tâche de l'Unesco, c'est qu'elle implique un accord de pensée entre des hommes dont les conceptions du monde, de la culture et de la connaissance elle-même sont différentes ou même opposées ».

Mais, ajoutait-il : - La finalité de l'Unesco étant une finalité pratique, raccorde des esprits peut s'y faire spontanément, non pas sur une commune pensée spéculative mais sur une commune pensée pratique, non pas sur l'affirmation d'une même conception du monde, de l'homme et de la connaissance, mais sur l'affirmation d'un même ensemble de



Photo: United Nations, Assembly Hall

convictions dirigeant l'action. Cela est peu sans doute, c'est le dernier résultat de l'accord des esprits. C'est assez cependant pour entreprendre une grande œuvre, et ce serait beaucoup de prendre conscience de cet ensemble de communes convictions pratiques ».

En 1960, Dag Hammarskjöld soulignait l'importance des solutions négociées : « L'Assemblée générale est un organe dont les décisions sur les questions les plus importantes traduisent l'aboutissement de négociations et d'études longues et minutieuses. Au cours de ce cheminement, des lignes communes sont arrêtées et des compromis réalisés qui donnent aux décisions le caractère d'une confirmation d'un règlement négocié plutôt que d'une solution obtenue par le jeu automatique des suffrages ».

Quinze ans plus tard, dans le discours que je prononçai lors de la dix-huitième session de la Conférence générale, j'étais moi-même amené à déclarer : « Dans une organisation dont les objectifs relèvent de domaines tels que l'éducation, les sciences et la culture, nous devons éviter au sein de la Conférence générale certaines oppositions qui prennent l'allure de confrontations systématiques, et peut-être même l'adoption de résolutions, fût-ce à de fortes majorités, qui laisseraient une profonde amertume chez quelques-uns. Ce dont nous avons le plus besoin, c'est d'une disponibilité permanente au dialogue ».

Peut-être étais-je alors influencé, tout autant que par la réflexion sur la manière dont s'étaient déroulés les travaux de cette session, par cette tradition de l'unanimité qui demeure si vivante dans mon Afrique natale : lorsqu'un problème se pose, il est d'usage, dans les sociétés traditionnelles au sein desquelles j'ai grandi, qu'il soit discuté en commun par tous les intérêts,

chacun faisant valoir son point de vue et essayant de convaincre les autres jusqu'à ce que, petit à petit, l'accord se fasse sur une solution acceptée par tous. Et n'est-il pas significatif que ce soit à une session de la Conférence générale tenue en Afrique, grâce aux efforts d'un groupe de rédaction et de négociation présidé par un Africain, mon éminent ami S. Exc. M. Boissier-Palm, que s'est épanoui, dans la recherche de l'accord possible entre tous, ce qu'on a pu appeler « l'esprit de Nairobi ? »

J'ajouterais que, si la communauté des nations retrouvait, sur ses buts essentiels, cet accord qu'elle a connu dans une brève période allant de la création des Nations Unies aux débuts de la guerre froide, le type de procédure — vote ou consensus — employé pour aboutir à des décisions suivies d'effets, serait sans doute de moindre importance. Mais, dans une période où cet accord fondamental fait défaut, où les positions des uns et des autres sont influencées par des préoccupations politiques ou idéologiques, le consensus permet des progrès, lents sans doute, mais réalisés par des moyens qui restent toujours, de par leur nature, en deçà de l'affrontement et préservent donc les chances des négociations à venir. Peut-être la vraie force du consensus est-elle d'être une manière commune d'aborder le futur ? Résultats d'efforts lents, patients et discrets, les décisions prises par consensus portent donc témoignage, malgré tout, d'un certain esprit de tolérance, d'une bonne volonté réciproque. Ainsi contribuent-elles à ce que, peu à peu, se reconstruise un climat, sinon d'unanimité, tout au moins de convergence qui, je veux l'espérer, permettra demain aux organisations internationales d'apporter aux graves problèmes d'aujourd'hui les réponses hardies que les peuples sont en droit d'en attendre. •



The Association of Voluntary Scholars (AVAS) is a multi-disciplinary and multi-national professional association for researchers and leaders of voluntary associations who are concerned with scientific knowledge about voluntary groups. With headquarters in the Colorado Building, 6th floor, Suite 617, Boulder, Colorado 80302, USA.

The following article is published as a result of an agreement between UAI and A VAS, whereby the latter will contribute articles and studies to Transnational Associations, from time to time. AVAS themselves publish a quarterly « Journal of Voluntary Action Research » (s20) and a quarterly listing of « Citizen Participation and Voluntary Action Abstracts » (S4) which covers recent research in this field. The AVAS Co-Editors in charge of the UAI collaboration are : Drs David Horion Smith, Chief Editor; Irene Pinkau; Louis Kriesberg, Frederick Elkin and Chadwick Alger.

Liaison committees of national professions in the European Economic Community

Louis H. Orzack*

The efforts of the European Economic Community or Common Market to improve integration among its member nations encompass the professions within their borders. Significant problems in implementation of this mandate have been encountered by this international public body because of variations in the several nations of the structures of professions, of the patterns of interaction of public bodies and professional groups, and of the positions of the various professional associations. While professions exist in equivalent fields in the different nations, the structures of parallel specialties in the several jurisdictions and of diverse specialties in particular nations are not fully homologous.

The prospect of a concerted, multinational alteration of access to practice, educational and other preparatory requirements, affiliations with peers, responsibility to public bodies, and modes of practice, matters normally regulated within each nation, was created by the E.E.C. When such an international public body seeks to enhance integration along these lines among its member states, the level of amenability of professions to change depends upon a number of factors. First is the nature and extent of resources available to both government and professions. Second is the extent to which professional domains of practice and the associated rules are subject to such integration proposals.

Third is the professions' degree of autonomy from or dependence on

government. Fourth is the breadth and depth of previous international involvements of the professions and individuals within them as well as the scope of any existing treaties and agreements of non-governmental organizations dealing with migration and acceptance of individuals wishing to migrate. Fifth is the strength of any new or existing international linkages between national professional bodies, linkages that could affect this effort to forge social policy on an international scale. Such linkages in the form of liaison committees of representatives of national professional associations in Western Europe have in fact been created and have played a part in the deliberative processes undertaken within the Common Market system. They constitute the focus of this paper.

A refined structure of cross-national committees of professional associations has emerged in Western Europe, and further re-groupings are in prospect, as these non-governmental organizations of professionals interact with the public authority of the European Economic Community or Common Market.

Known variously as *groupes d'études*, standing committees, *groupements*, permanent committees or consultative committees, they exist in fields as varied as accountancy, medicine, law, pharmacy, veterinary science, architecture, engineering and nursing, and bring together representatives of the national associations of practitioners in those fields from the member coun-

tries of the Common Market. Some admit nonvoting observers from the appropriate associations in countries seeking membership in the EEC, so British, Irish and Danish as well as Norwegian observers could attend meetings until 1973, and now Spanish and Greek observers are present at certain meetings.

The liaison committees began to be formed early in the 1960's (Commission, *Repertoire*, 1969) and brought together key leaders in associations of practitioners that normally remain fairly separate from each other. Differences in the work and organization of professionals exist in the West European nations (Orzack, 1977, 1978a, 1978b), and this has resulted in major problems for the committees or delays in their formation. They have generally, however, followed a similar pattern of development. Regular meetings on an annual or semi-annual basis have permitted exchanges of viewpoints concerning the ways in which the fields are organized. Education and training materials have been exchanged and discussed. Methods employed in the testing of competence have been compared. Differences in the responsibilities of specialists and in modes of access to practice have been reviewed. Systems of payments for services rendered, ranging from fee for service, salary, per capita funding, reimbursement to clients and patients, and insurance schemes have been discussed and appraised. Requirements for membership in associations as well as the extent

and nature of publicly-mandated registration and licensing procedures have been examined.

The precipitant for these committees is an « entirely new development » (Millerson, 1964), the intrusion of international public authority upon the national structures and procedures of the professions. This is an event for which the associations in Western Europe have been prepared neither by their own experience nor by the experience and inclinations of their members. It forces the representatives of differently organized professional systems in EEC countries to cooperate more extensively than the interests of the members of the associations would otherwise require.

The Treaty of Rome, signed in 1957, established the European Economic Community and authorized the Council of Ministers thus created to develop Directives to provide a basis for governments of the member nations to limit or remove restrictions inhibiting migration by persons competent in professions (Stein, Hay and Waelbroeck, 1976). These include national licensing and registration rules, educational requirements, and sometimes nationality itself. While professions have not been considered a major problem by the Common Market founders or their successors, easier access to them was conceived as one way to strengthen links among the nations and thereby to reduce the likelihood of renewed armed conflict.

Professions in Western Europe for the most part are organized on national lines with separate registration or licensing mechanisms usually associated with or derived from national, regional or local governments, as well as discrete education or training mechanisms. Prospective specialists qualify on the basis of education or undergo examination by representatives of a public board or of an association of practitioners in their field. Associations exist in all fields, sometimes under close public control or otherwise as independent bodies. They act to protect members' rights, seeking to dissuade government or competitors from actions deemed threatening to work boundaries, education or training procedures, the testing of qualifications, reimbursement or payment modes, or other circumstances of work. They also seek to advance the general interests of their members through enhanced public recognition and acceptance (Turner and Hodge, 1970). In all nations of the Community, the interaction of government and of such associations is frequent. Enough differences in the organization of professions existed among Europe's Common Market members to create difficulties for the diplomats and administrators of the Community as they sought to implement the Treaty provisions. A few illustrations will clarify the point.

German architects can qualify after a three year course supplemented by two added years of practice combined with study, while their counterparts in the United Kingdom have to train for seven years before registration. The dental profession as such does not exist in Italy where stomatologists with medical backgrounds engage in general dental practices. France, Luxembourg, the Netherlands and the Federal Republic of Germany legally require that every pharmacy must be owned by a pharmacist while others permit partnerships or employment of



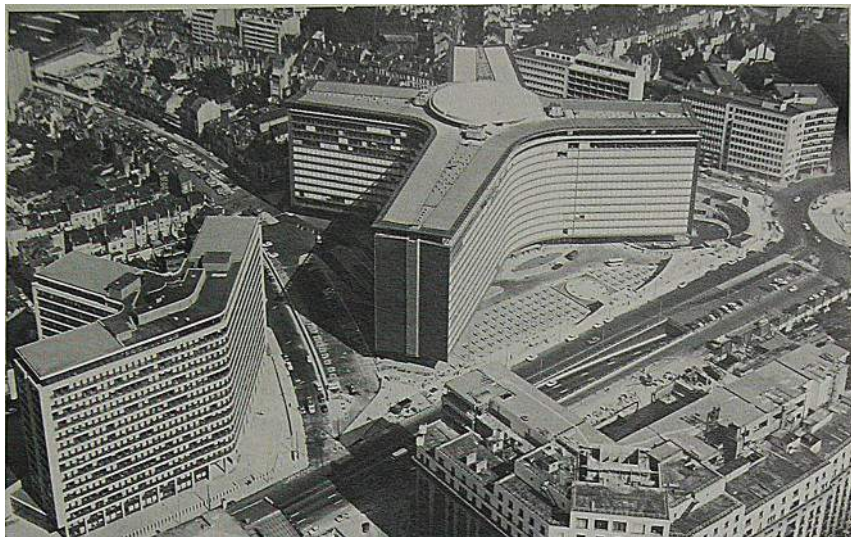
Photo : S. Jakovljevic

pharmacists. French law restricts accountants from the joint offering of auditing and tax advice services to clients, while this is sanctioned in the United Kingdom. Nursing training is requisite for midwives in Great Britain and Ireland but direct entry to midwifery training is permitted elsewhere. The dichotomy of barrister and solicitor in England is not found on the continent, but the French separate the activities of avocat from notaire, whose province is the conveyance of property. Discrepancies of this sort in the competence, rights, education, and responsibility of practitioners exist in some fashions in all fields with the result that persons qualified in one jurisdiction are not readily able to practice elsewhere. When the Common Market's Commission began to prepare drafts of proposed Directives for consideration by the Council of Ministers, its administrators sought to deal with the professions of the member countries in a unified fashion. In certain fields, such as medicine, law and accountancy, international exchanges and contacts existed previously, although the geographic scope of these efforts were typically not circumscribed by EEC boundaries. For most fields, however, the national associations were some-

what insular without much experience or interest in the organization and activities of their mechanisms through which they could contact the various associations in the professions so as to learn their views about problems in the field. Preparation of draft Directives could be facilitated by direct discussion with those active in the fields to be covered. In reverse, the associations came to realise that the Common Market was contemplating legislation that could impinge on the conditions of access to the professions and the rights of individual professionals in their countries. A unified approach might be distinctly beneficial to the associations.

If agreement on a coordinating or liaison mechanism in the various specialties could occur, then both the Commission's desire for a point of contact and the associations' wish to work toward consensus about their own interests could be achieved. Cross-national unity by the associations in their response to Common Market initiatives could, if developed, strengthen their influence upon the Commission itself and through it to the Council of Ministers, the EEC's legislative body.

The associations anticipated another outcome, namely, that any consensus reached by the respective liaison groups could serve as basis for influence upon standards of practice in any of the member countries deemed to be improper or inferior. This could be done with the help of the specialty association in such a country. The liaison structure would also supply the member associations with added strength in dealings with their national governments. This is especially important as diplomatic representatives of these governments and often administrators of involved governmental departments engage in negotiations intended to lead to final versions of Directives. Thus, government officials in the various nations could be better informed about issues arising in international negotiations that might adversely affect the interests of professions in their own countries. A specific result of creation of the various liaison committees is increased documentation about the specialties and their practice in Europe. Reports and reviews of the nature of work of professionals in the various member nations of EEC have been prepared and exchanged by liaison committee members. These materials and professional journal accounts of the work of the liaison committees supplement systematic interviews undertaken during the course of research with key leaders of the committees, of the national associations, of Common Market officials, and of government officials in the member nations of the EEC. The aim of this project is analysis of how public policies concerning professions are shaped in this multi-national set-



Brussels: The Berlaymont building
Photo: INSEL

ting. Study of these events and processes has been underway for the last several years and the author has undertaken preparation of a book on professions and political systems in Europe. Several studies of pharmacists, scientific chemists, ophthalmologists and opticians, as well as analyses of interrelationships of professions as non-governmental organizations and of governments have been completed (Orzack, 1977, 1978a, 1978b).

Analysis of the work of these liaison committees of national professional associations and of their degree of influence in the creation of Common Market policies about the rights of individuals in professions to migrate without special restrictions or handicaps underscores the critical nature of professions in the modern world. The interaction among the liaison committees and their member associations, on the one hand, and of the EEC and the governments of member nations reflects a complex mosaic. The fact that the liaison groups overwhelmingly represent national associations of practitioners is itself striking. Other components of the professions have acted in a slower fashion. Although variations in educational requirements constitute one of the more complicated difficulties slowing approval of Directives, representatives of educational institutions such as universities and technical schools, of faculties, and of student groups have not played an

active part in their consideration. One exception occurred during the Doctors Hearing in October 1973 called to review progress toward preparation of Directives for medicine. Along with many nongovernmental and governmental bodies, universities and faculty representatives as well as student organizations were invited by the sponsoring EEC Commission, acting at the behest of Dr. Ralf Dahrendorf who was then the responsible Commissioner and a person professionally and personally interested in education. At other times, while the British Committee of Vice-Chancellors and Principals, the European Liaison Committee of the International Association of University Professors and Lectures, and the Association of University Rectors and Vice-Chancellors have voiced concern, organized bodies of educators have for the most part not involved themselves actively in this aspect of Community affairs.

A summary assessment of the liaison committees and their efforts leads to the following conclusions:

- (1) Liaison committees represent a vital force in the complicated processes whereby the European Economic Community as an international authority seeks to prepare Directives to facilitate the flow of persons competent in the professions within the nine member nations;
- (2) The emergence of these committees has generated the possibility of

consensus among national associations in professions in the face of differences in membership characteristics, in work roles, in educational arrangements, in associational structures, and in relations with national governments, and

- (3) the committees act in a number of ways to restrain or to counter the potential broadening of public authority, whether by national governments or by newer international bodies, over matters traditionally conceived as settled arrangements within the provinces of the professions.

The prospective extension of international public authority into the affairs of professionals and the relations of professions and government appear to underscore Johnson's assertions (Johnson, 1972) regarding the restrictive effects of state mediation upon the professions' power. Separate national sovereignties of nine countries that have remained otherwise discrete and isolated are simultaneously being affected by international authority. While it has been shown that certifying, licensing and registration systems are being extended in industrial societies (Friedson, 1977), an international rationalization process has been mounted. As the impetus for this derives from an international public authority which promises to have an increasing presence in Western Europe, it appears that professions will be forced to continue efforts toward cross-national rapprochements.

These activities have in some respects introduced elements of strain for the national associations, as their membership bases consist for the most part of nationally-oriented practitioners. This finds expression in members' concerns, heard within a number of fields, that Common Market Directives will permit the immigration of less-qualified practitioners with full rights of practice. As Directives for medicine, nursing and law have already been approved by the Council of Ministers, practitioners and leaders in other professions are closely keeping watch.

Superimposed on such concerns are the changes occurring in Western Europe. New situations confront the professions through the rising attention to them coming from the public and from government, interest in costs, the quality and availability of services, and client rights, coupled with the necessities connected with the European Economic Community, have combined to create a range of circumstances previously unforeseen by the professions. As a consequence of such events, new structures have formed. In addition to the peer cross-national liaison committees in many fields, inter-professional bodies in the various member nations of EEC have been created. Formal groupings of the latter kind exist in France, Belgium, the Federal Republic of Germany, Italy, Ireland, Denmark and the Netherlands. A United Kingdom inter-professional body has been suggested. What remains uncertain is whether these will focus on national problems or will deal with international issues connected with EEC endeavors.

An existing structure stressing international matters is SEPLIS, Secrétariat Européen des Professions Libérales, Intellectuelles et Sociales. Participant groups include a number of the liaison committees of professional associations, some organizations of single professions in various member states of EEC, and several national inter-professional organizations. Among the participants in SEPLIS are the liaison committees, architects, lawyers, opticians, pharmacists and veterinarians: single national associations, largely from France, of such groups as surveyors and financial advisers; and national inter-professional bodies in France, Belgium and Germany.

Created in 1974, SEPLIS has sought both to expand communication among the liaison committees regarding EEC initiatives in the various professions and to strengthen the voice of the professions within EEC units concerned with policy making. SEPLIS was itself recently recognized by the EEC Economic and Social Committee as a sub-group with official contacts to it and received support from the EEC Commission for a study of professional companies. Its established structure has thereby acquired some measure of influence, especially since recognition and support from EEC have

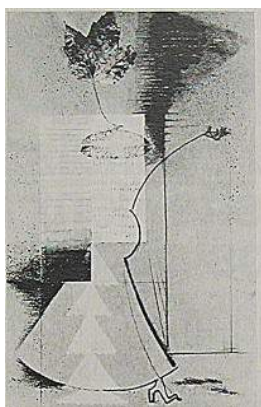


Photo: L. C. A. - Andre Masson
"Street singer"

SEPLIS has aroused apprehension in certain professional groups, in part because of the broad range of groups adhering to it. Some liaison committees perceive certain groups of technical and vocational specialists that participate in SEPLIS as marginal at best to the professions, and have chosen partially for that reason to remain apart from SEPLIS. Others with concern about some SEPLIS' members continue in it in the belief that the potential gains from this effort at coordination among liaison committees far outweigh any disadvantages from association with marginal fields. Other structures cutting across national boundaries have been suggested,

for example, a unification of effort by liaison committees in the health fields. Meetings have recently been held to discuss the potential creation of a formal structure of these committees. One reason given for this is the view that the EEC might be induced to create a separate administrative unit to deal with health, thereby giving pre-eminence to that area. The overall patterning of professional systems in Europe is in some ferment, and these organizations and alliances among them give promise of further change. The practitioners' bodies within the several nations of Western Europe are obviously seeking and are being impelled to look beyond the provinces of their own domains. Independent national sovereignties are being surpassed through the various structural mechanisms of liaison committees of national professional associations, of national inter-professional bodies, and of the international groupings of liaison committees and national bodies. What roles these will play in Europe, in the affairs of the professions, and in the interest of the public generally in each of member nations in the future will become manifest as these linkages confront the challenges of the changes in public policies regarding the professions and their place in society. Assessment of the results and course of deliberations must be delayed at present. To date, the E.E.C. Council of Ministers has approved Directives for medicine, nursing, and, in part, law. Discussions concerning all the fields covered have extended over two decades and have involved governments and their diplomatic and technical representatives, legal and technical staffs working at the international level, personnel of national regulatory bodies, members and officials of national professional associations, representatives of educational interests, and the liaison committees themselves. Extensive internal debates often precede the expressions of views to other participants in the process. The march of events is slow indeed. What is clear at this point is that the liaison committee structure that has developed in Europe represents an emerging force that promises to give added authority to the professions and to supplement the scope of endeavour that these kinds of non-government organizations can have in the shaping of social policy in the changing world of Europe.

Bibliography

COMMISSION OF EUROPEAN COMMUNITIES. 1969 — Repertoire des orga-

Associations de professions libérales; Organisations syndicales de salariés et Groupements de consommateurs.

FREIDSON, ELIOT. 1977 — "The Futures of Professionalisation" — In M. Stacey et al. (Eds.) *Health and the Division of Labor*. London: Croom Helm, pp. K-38.

JOHNSON, TERENCE J. 1972 — *Professions and Power*. London: Macmillan.

MILLERSON, GEOFFREY. 1964 — *The Qualifying Associations: A Study in Professionalization*. London: Routledge & Kegan Paul.

ORZACK, LOUIS H. 1977 — "Competing Professions and the Public Interest in the European Economic Community: Drugs and Their Quality

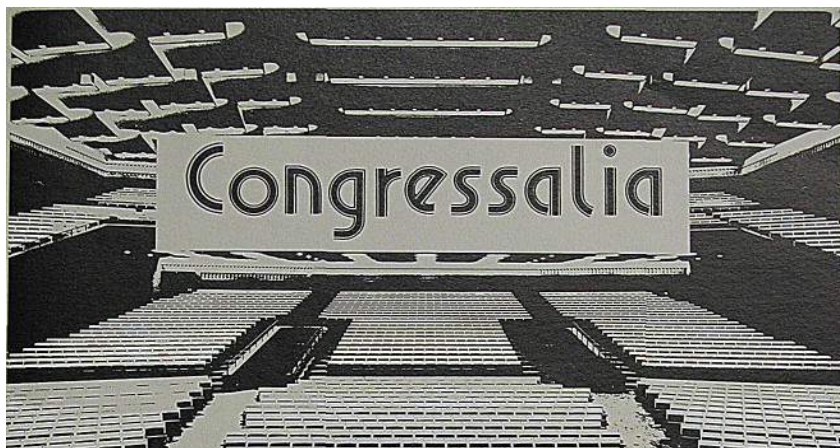
Science. London: Wiley, pp. 95-129. 8 19783 — *Vision Care or Eye*

manuscript under review. — 1978b — *Professions in Different National Societies*. Uppsala, Sweden: World Congress of Sociology, August 1978.

STEIN, ERIC, PETER HAY and MICHEL WAELEBROECK. 1976 — *European Community Law and Institutions in Perspective: Text, Cases and Readings*. Indianapolis: Bobbs-Merrill.

TURNER, C. and M.N. HODGE. 1970 — "Occupations and Professions"

in J. A. Jackson (ed.), *Professions and Professionalization*, Cambridge: University Press, pp. 17-50.



Buenos Aires

The 12th International Cancer congress will be held in Buenos Aires from 5-11 October 1978 under the auspices of the International Union Against Cancer.

The general assembly and business meeting of the UICC will immediately precede the congress in Buenos Aires and as usual, such a large meeting attracts many smaller satellite ones such as the UICC training course in cancer research to be held in Sao Paulo from 15 September to 1st October and the meeting of the UICC committee on International Collaborative activities to be held on 29-30 September in Rio de Janeiro.

On 1st April 1978, 4810 registrations from 55 countries had already been received for the Congress.

Tokyo

The 69th Rotary international convention took place in Tokyo in May 1978; « Serve to Unit Mankind » was the theme which attracted 40.155 Rotarians from 95 countries.

The main events of the convention took place at the Yoyogi National Stadium built to serve as gymnasium for the 1964 Tokyo Olympics. The conversion of the main Stadium from swimming pool to auditorium was a miracle of adaptation. Since the auditorium could not accommodate the entire convention audience at one time, major events were held in two identical sessions.

Paris

Cet été Paris a été le point de ralliement de nombreux congrès qui se sont déroulées au Palais des Congrès, à l'UNESCO, aux facultés de Droit et de Pharmacie, à la Maison de la Chimie et dans les grands hôtels de congrès.

Le Comité Parisien des Congrès a estimé que plus de 40.000 personnes de toutes races et nationalités ont participé à ces congrès; qu'ils y ont passé en moyenne 4 jours - en dépensant près de 450 FF par jour.

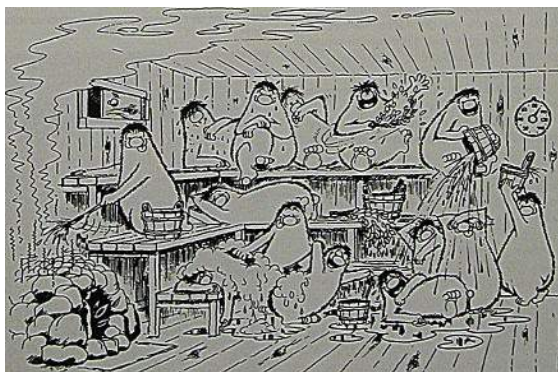
En faisant une simple opération on se rend compte qu'ainsi quelques 72 millions de francs français auraient été dépensés à Paris par ces congressistes...

«Only in Finland you can find such a perfect meeting place» (from Helsinki Congress Bureau Newsletter).

AIPC



L'Association Internationale des Palais de Congrès a fêté son 20e anniversaire lors de son congrès tenu à Rome en avril 1978. L'association comprend à l'heure actuelle 46 membres répartis à travers le monde; parmi les derniers admis figurent les palais de congrès de Belgrade, Jaca (Espagne), Khartoum et Nancy.



London

A new Government Conference Centre in London : the British government has announced it is going ahead with long delayed plans .to build an international conference centre close to Westminster Abbey in the heart of London, it will be specially designed for large intergovernmental meetings, with special access and security arrangements.

When the United Kingdom held the Presidency of the European Economic Council last year, a number of conferences took place in Lancaster House, the official reception building, close to St James Palace. To do this, about 2 million had to be spent on temporary rebuilding and special facilities. The new Centre will cost about 15.2 million, and will also provide accomodation for international commodity organisations, thus helping the campaign to make London a world centre for commodity exchanges.



Photo shows an impression of the new Centre, in the Middle back, next to the existing Central Hall, in Westminster Square ; the view is from the Houses of Parliament.

There will be a theatre-style auditorium for 500 to 1,000 people, plus a gallery for about 200. There will be five round-table type conference rooms of different sizes.

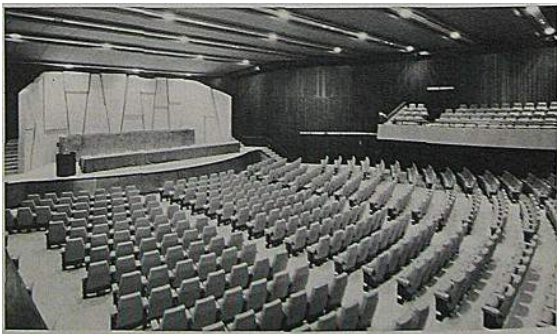
and comprehensive facilities for the media.
Work will start next year and the building will be completed by the mid-1980s.

Bruxelles

Un « nouveau » Palais des Congrès à Bruxelles : une cérémonie de « réinauguration » du palais des congrès construit il y a vingt ans au cœur de Bruxelles, a eu lieu en mai dernier. En quatre années, l'ensemble des salles, à l'exception du complexe « Dynastie » a été complètement modernisé et réaménagé. Dans la grande salle Albert 1er (1200 places) un nouveau podium a été construit; le sol reprofilé; les parois et plafonds recouverts d'un matériel acoustique; les sièges remplacés et équipés de micros et écouteurs ainsi qu'un d'un système permettant de les munir d'une tablette de travail; les cabines d'interprétation simultanée en 6 langues, complètement reconstruites d'après les dernières normes et munies d'équipement d'interprétation de pointe et d'installations électriques et électroniques en fonction des projections de films et de retransmission des congrès par radio et télévision. Il est à noter également que cette salle possède un équipement complet de télévision en couleurs en circuit fermé, 4 caméras mobiles. 2 caméras fixes télécommandées, 2 systèmes de vidéocassettes; cet équipement est fort rare, même dans les palais de congrès les plus récents. Outre la salle Albert 1er, les salles Ravensstein (50 places), Coudenberg (100 places) Benelux (270 places), Europe (250 places) et les bureaux de secrétariat ont été complètement rénovés de même que la salle d'exposition. D'ici 1980 les salles "Dynastie", respectivement 132,60 et, 50 places, seront également refaites.



Salle Albert 1er ; au rez-de-chaussée 900 places sans tables. Divers équipements audio-visuels y compris TV couleurs.



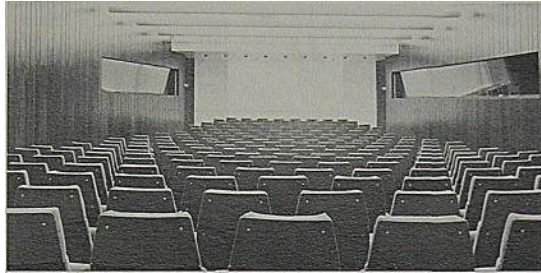
Bruxelles (cont.)

Jusqu'à présent, ces travaux ont représenté un investissement de 109 millions de francs belges.

Grâce à cela, les organisateurs de congrès peuvent de nouveau trouver au centre de Bruxelles, à proximité immédiate de l'air terminus, des gares, hôtels, restaurants, centres commerciaux et culturels, un centre de réunion tout à fait autonome et répondant aux exigences les plus variées.

C'est au Palais des Congrès de Bruxelles que l'UAI organisera en 1980 le Forum Mondial des Organisations Internationales.

SALLE BENELUX: 270 places sans tables ou 135 avec tables - TS 5 canaux divers équipements audio-visuels y compris TV couleurs.



L'Office National du Tourisme Japonais nous a communiqué ses statistiques sur les congrès internationaux organisés au Japon en 1977.

D'après cet Office 236 congrès internationaux totalisant 24091 participants ont eu lieu au Japon en 1977. Le développement des congrès internationaux au Japon s'établit de la façon suivante :

Le classement des congrès selon leur nature est établi comme suit :

32,6 %	scientifiques et techniques
22,5 %	politiques, économiques, législatifs
16,1 %	industriels
15,5 %	artistiques et culturels
8,9 %	transport et tourisme
2,5 %	relations sociales et humaines
0,4 %	religieux

- Statistiques -

1 : Japon

La répartition des congrès internationaux respectivement dans les salles de congrès et dans les hôtels de congrès, au cours de ces dernières années, s'est faite selon le schéma suivant :

1973	: 67 % / 33 %
1974	: 70 % / 30 %
1975	: 67 % / 33 %
1976	: 70 % / 30 %
1977	: 69 % / 31 %

ANNEE	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977
Nombre de congrès	110	152	177	190	267	165	214	227	234	236	200	236
Participants étrangers	20336	12740	14082	37220	30497	23166	16814	22383	15556	17036	15806	24091
En 1977 la répartition mensuelle des congrès indique une certaine concentration en mai, septembre, octobre, et novembre.												
MOIS	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Nombre de congrès	10	10	10	8	31	17	13	21	30	47	25	14
Participants étrangers	238	135	96	449	8743	386	1567	2528	3236	4960	1328	425

Congressalia

STATISTIQUES - 11 : Israël

Le ministère du Tourisme Israélien nous a également communiqué ses statistiques de congrès depuis 1970.

Les chiffres donnés concernent des congrès internationaux ainsi que des congrès nationaux étrangers.

Année	Nombre	Nombre de Participants Etrangers	Année	Nombre	Nombre de Participants Etrangers
1970	44	9,400	1975	106	22,000
1971	70	15,000	1976	120	30,200
1972	82	26,200	1977	94	25,000
1973	71	26,000	Total :	692	180,300
1974	105	25,800	8 years		

Congrès en Israël : Nombre et Participants (1974-1977)

MOIS	NOMBRE DE PARTICIPANTS ETRANGERS				NOMBRE DE CONGRES			
	1977	1976	1975	1974	1977	1976	1975	1974
Total	24,950	30,180	22,000	25,790	74	120	106	105
I	1,500	2,640	980	890	5	11	8	5
II	2,800	2,780	2,060	1,680	10	5	11	13
III	830	970	800	6,710	5	13	9	14
IV	1,310	1,660	870	330	9	14	14	6
V	530	1,430	1,410	320	5	14	8	2
VI	2,080	2,260	2,670	840	11	13	10	7
VII	5,470	2,450	2,670	390	8	10	10	8
VIII	3,970	3,640	760	2,000	8		6	10
IX	-	1,510	290	3,570	7		2	7
X	3,850	4,960	3,670	2,830	15	7	14	15
XI	2,260	4,540	5,300	5,720	9	12	9	10
XII	350	1,340	520	510	6	6	7	8
SUJET DES CONGRES								
Médecine	3,580	2,890	3,250	6,760	19	18	24	21
Agriculture	40	550	30	140	2	4	1	3
Science et technologie (ex médecine et agriculture)	5,790	1,940	2,120	2,070	18	15	20	18
Droit, sciences (sociales et humaines)	180	1,470	720	1,130	5	13	14	17
Asn commerciales et syndicats	1,690	2,970	820	2,220	9	13	4	15
Social, culturel et politique	5,960	11,940	7,930	3,540	20	31	30	17
Religion :	4,840	6,440	5,820	9,030	15	17	8	10
Juifs	1,060	1,460	590	1,890	2	5	2	5
autres	3,780	4,980	5,230	7,140	13	12	6	5
Jeux et sports	2,870	1,980	1,310	900	6	9	5	5

Fifth IAPCO Seminar



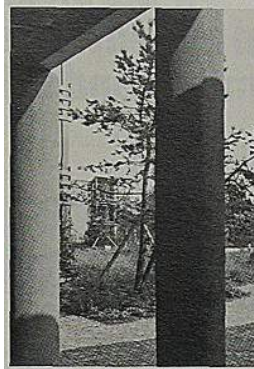
Everybody concerned with congresses should have a thorough knowledge of the background of congresses and the techniques of their organization.

This is why IAPCO, the International Association of Professional Congress Organizers, grouping the world's most experienced organizers of international meetings runs seminars about professional congress organization.

The Fifth Seminar will be held from February 4 to 9, 1979, at the Wolfsberg Management Center in Switzerland. 130 participants from 33 countries participated in the previous seminars.

The five-day Seminar gives a concentrated introduction to international congresses and their requirements, organization, budgeting, documentation, language problems, how to get more congresses, how to get more participants, etc.

The Seminar is intended for executives from national and international associations, congress centers, convention bureaus, airlines, travel agencies, conference hotels, professional congress organizing companies and others dealing with the congress industry. Further information about the Seminar may be obtained from



Photos : Views of the Wolfsberg Management Center

Mr. Christer Carlsson, Secretary-General of IAPCO
c/o RESO Congress Service
S-105 24 Stockholm
SWEDEN





INTERNATIONAL CONGRESS CALENDAR 1978

18th EDITION

1978 Oct 2-6 (France) Unesco. Ngo Standing Committee. Permanent Committee. 4th meeting. 7 place de Fontenoy. F-75700 Paris.	Paris	1978 Oct 29-Nov 4 Delhi (India) 5th Int congress on hormonal steroids. Secretariat 5th Int congress on hormonal steroids, dept of reproductive biology. All India institute of Medical sciences. New Delhi 11016, India.	New
1978 Oct 3-5 European Association of Scientific Information Dissemination Centres. Conference. Cyril Clevedon. Rose Collage, Moulsoe. Newport Pagnell. Bucks. UK.	Cophorne (UK) (YB no A 3834)	1978 Oct 31-Nov 3 Int congress on inflammation. Dr E. Folco. FGL via Monte Napoleone 23.1 I - 20121 Milan.	Bologna (Italy)
1978 Oct 4-8 The Institution of Mining and Metallurgy. Special general meeting : Developments in West Country mining, mineral working and processing in recent years and a forecast of future developments. The Secretary. IMM Meeting, c/o The Cornish Chamber of Mines. Balhu. TRURO, Cornwall, TR3 6EE. UK.	St Ives (Cornwall, UK) (YB no B 2371)	1978 Nov 2-4 Rep) Int Kinderdialyse symposion. P : 300-400. Universitätskinderklinik in Zusammenarbeit mit Fa. Braun-Fraba. Joseph-Stelzmann Strasse 9. D-5000 Cologne 1.	Cologne (Germany, Fed Rep)
1978 Oct 14-18 Beach (FL, USA) National Recreation and Park Association of the USA. Congress. P : 8000. 1601 North Kent Street. Arlington. Virg 22209. USA.	Miami	1978 Nov 7-8 Int Fire Chief Association conference. P : 200. Mr Arthur Lim, Fire Brigade HQ. Hill Street Singapore 6.	Singapore (Singapore)
1978 Oct 16-19 Louis (Miss. USA) 13th Int symposium on advances in chromatography. Prof A Zlatkis. Chemistry Dept. University of Houston. Houston. TX 77001. USA.	Saint	1978 Nov 13-15 Int conference on the economy of the Re-Use of municipal garbage. Mr John Cliftord, Common Market Associates. 134 Fulham Road, London SW10.	London (UK)
1978 Oct 19-20 Società Italiana d'Etude des Matières Grasses. Milan. Séminaire sur l'utilisation industrielle des matières grasses. Società Italiana per lo Studio delle Sistanze Grasse. Casella Postale 1194. 20100 Milan. Italy.	Riva del Garda (Trentin Italy)	1978 Nov 13-15 Int Touring Alliance. Management conference. P : 80. C : 25. Japan Automobile Federation. Kikai Shinko Kaikan. 3-5-8. Shiba-Koen, Minato-ku. Tokyo 105.	Tokyo (Japan) (YB no A 2636)
1978 Oct 19-21 Rep) European Industrial Fasteners Institute. Konstituierende Versammlung. P : 200-500. Theodor-Heuss-Ring 18. D-5000 Cologne 1.	Cologne (Germany, Fed Rep)	1978 Nov 13-15 Int symposium on marine engineering. P : 300. C : 26. ISME Secretariat, c/o Nippon-Kaiji Kyokai Technical Research Institute. 6-20-1. Shin-kawa. Mitaka. Tokyo 181.	Tokyo (Japan)
1978 Oct 21-22 (Japan) 4 th Int symposium on perfluorochemical blood substitutes 1978. P : 100. C : 7. 4th Int Symposium on perfluorochemical blood substitutes 1978-Kyoto, c/o The Green Cross Corporation. 1-47. Chuoh. Jotou-ku, Osaka 536, Japan.	Kyoto	1978 Nov 14-16 Comité radiophonique des programmes de langue française, reunion. P : 50. RTBF. Relations internationales. Cité de la Radio Télévision, Boulevard Reyers. B-1000 Brussels.	Liège (Belgium)
1978 Oct 23-24 (Japan) Int Maritime Pilots' Association. 4th General meeting. P : 200. C : 25. (YB n° A 4551) Preparatory Committee for the 4th General meeting of I.M.P.A. c/o Japan Pilots' Association. Shimbashi Sanshin-kan 8F. 2-20-1, Shimbashi. Minato-ku. Tokyo 105.	Kyoto	1978 Nov 14-16 Int conférence - Trends in selection of steels and consumables for welding ». P : 200. IIW. 54 Princes Gate. Exhibition Road, London SW7 2PG.	London (UK)
1978 Oct 23-24 Sports trader int conference. P : 200. Mr John Hiett, John Hiett Executive Services Ltd, Queensway House. 2 Queensway, Redhill. Surrey RH1 1Qs-	London (UK)	1978 Nov 17-18 York (USA) Int Asian Research Conference Coord. Conference : Asia political horizon; papers on disciplines of general Asian interest. IARCB, 240-04 67th Avenue. Douglaston. New York. 11363.	New
1978 Oct 27-28 (Belgium) Journée d'études sur : l'éducation pour la santé de l'enfant. Croix Rouge de Belgique, Mr Hullebroek. Directeur Général, chaussée de Vleurgat 98. B-1050 Brussels.	Liège	1978 Nov 20-25 Delhi (India) UNIDO/Government of India. Int forum on appropriate industrial technology. POB 707. A-1011 Vienna.	New
Le signe • indique un changement ou complément aux informations publiées précédemment.		1978 Nov 25-29 Transpo Asia '78 seminar. P : 200. Ex. Int Fair Promotion and Marketing. Services Private Ltd, Factory 4.51A Kampong Bugis Singapore 12. The sign • indicates supplementary information of modification to previous announcements.	Singapore (Singapore)

1978 Nov 29-Dec 1	Boston (Mass, USA)	1979 Mar 5-9	Vienna (Austria)
<i>Mr G J McCarthy, 205 Materials Research Laboratory, The Pennsylvania State University, University Park, PA 16802, USA.</i>		Int Atomic Energy Agency/Nuclear Energy Agency. Organisation for Economic Co-operation and Development/Int Commission for Radiological Protection. Seminar on the practical implications of the ICRP recommendations and the revised basic safety standards for radiation protection. (YB no A 1331/A1568)	
1978 Nov 29-Dec 1	Boston (Mass, USA)	Conference Service Section. IAEA, POB 590, A-1011 Vienna.	
3rd Conference on IN SITU COMPOSITES. In conjunction with the Materials Research Society's annual meeting.		1979 Mar 11-15	San Diego (Cal, USA)
<i>Prof Ben Oliver, Dept of Chemical and Metallurgical Engineering, Univ of Tennessee, Knoxville, TN 37916, USA; or: Herve Bibring, ONERA, 29 avenue de la Division Leclercq, F-923230 Châtillon sous Bagneaux, France.</i>		Gas turbine conference and products show.	
1978 Dec 4-5	Liege (Belgium)	<i>American Society of Mechanical Engineers, 345 East 47th Street, New York, NY 10017.</i>	
Journées d'études de la conférence des régions de l'Europe du Nord-Ouest. P : 120.		1979 Mar 19-23	Dresden (German Dem Rep)
<i>Mr Parent, rue de Serbie 42, B-4000 Liège.</i>		Central Institute for Nuclear Research. Academy of Sciences. German Democratic Republic. 2nd Meeting on nuclear analytical procedures : Nuclear energy, geochemistry and cosmochemistry, microelectronics, public health, environmental protection	
1978 Dec 7	York(UK)	<i>Dr S Nise, Organisationkomitee, Tagung Nuklear-Analysenverfahren 1979, Zentrallinstitut für Kernforschung, Rossendorf, Postfach 19, DDR-8051 Dresden.</i>	
Institute of Physics. Thin Films and Surfaces Group. One-day meeting on structure analysis for surface.		1979 Mar 26-29	Cambridge (UK)
<i>Meetings Office, The Institute of Physics, 47 Belgrave Square, London SW1X8QX, UK.</i>		Western European Co-ordination Committee of IUVESTA/European Physical Society, Surfaces and Interfaces Section. 2nd European Conference on surface science (ECO-SOSS2) incorporating the 4th interdisciplinary surface science conference (ISSC 4).	
1978 Dec 11-13	Adelaide (Australia)	(YB n° A 0834)	
Pacific Region conference on electrical engineering education : Electrical engineering for the eighties.		<i>Scientific Ltd, The Birches Industrial Estate, East Grinstead, Sussex, UK</i>	
<i>Ian P Milroy, South Australian Institute of Technology, North Terrace, Adelaide, S A 5000, Australia.</i>		1979 Mar 26-30	Toronto (Canada)
1978 Dec 11-15	Moscow (USSR)	American Roentgen Ray Society. 79th Annual meeting.	
12th European conference on laser interaction with matter and laser thermonuclear fusion.		<i>Dr JF Martin, Secretary, American Roentgen Ray Society, c/o Bowman Gray School of Medicine, 300 South Hawthorne Road, Winston-Salem, NC 27103, USA.</i>	
<i>Dr YU. Afanasiev, Organizing Committee of 12th European conf., on Laser Interaction with matter, Lebedev Physical Institute, Lenninsky Prospekt 53, Moscow.</i>		1979 Apr 1-6	Honolulu (Hawaii, USA)
1978 Dec 16	Liege (Belgium)	Symposium on actinide separations.	
Réunion des « Anciens de la bataille des Ardennes » P : 1000.		<i>Mr James D Navratil, Rockwell International, Rocky Flats Plant, POB 464, Golden, CO 80401, USA.</i>	
<i>Orbit Int Travel Ltd, 211 North Ervay Street Dallas, Texas 75201, USA.</i>		1979 Apr 1-10	Dallas (Tex, USA)
* 1978 Dec 26-1979 Jan	Athens (Greece)	Federation of American Societies for Experimental Biology. 63rd annual. Meeting. P : 2000.	
World Federation of Catholic Youth, European Branch. Int meeting : Rights of Man, Rights of the child, rights of the young people. P : 40.	(YB n° A 3517)	<i>Office of Scientific Meetings, 9650 Rockville Pike, Bethesda, MC 20014, USA.</i>	
WFCY, avenue de l'Hôpital Français 31, B-1080 Brussels.		1979 Apr 2-6	Paris (France)
1978 Dec 28-29	New York (USA)	Int Atomic Energy Agency. Symposium on manpower requirements and development for nuclear power programmes.	
Int Asian Research Conference Board. Conference : a) Asia political horizon, b) papers		(YB no A 1383)	
<i>IARCB, 240-04 6th Avenue, Douglaston, New York 11362.</i>		<i>Conference Service Section, IAEA, POB 590, A-1011 Vienna.</i>	
1978 Jan 8-12	Geilo (Norway)	1979 Apr 2-6	San Diego (Cal, USA)
Nordic meeting on intermediate energy physics.		6th Int vacuum metallurgy conference : Special melting and metallurgical coatings	
<i>Mr Sven Kullander, Gustaf Werners Institute, Box 531, S-75121 Uppsala, Sweden.</i>		<i>Mr R. W. Buckman Jr, Westinghouse Advanced Energy Systems Division, Pittsburgh, PA 15236, USA.</i>	
1979 Jan 25-26	Munich (Germany, Fed Rep)	1979 Apr 2-10	San Jose (Costa Rica)
Permanent Int Association of Road Congresses. Technical Committee on Testing of Road Materials, Meeting.	(YB n° A 3112)	World Meteorological Organization. Regional Association North and Central America. Hurricane Committee. 2nd session : Review of progress in hurricane damage mitigation	
43 avenue du Président Wilson, F-75116 Paris.		CP 5, CH-1211 Geneva 20.	
1979 Jan 26-29	Lausanne (Switzerland)	1979 Apr 3-6	London (UK)
Forum architecture communications territoire (FACT 79) - rencontres int d'architecture		3rd Int symposium on - Distillation -. P : 400.	
<i>FACT 79, CP 248, 60 avenue d'Ouchy, CH-1006 Lausanne.</i>		<i>The Institution of Chemical Engineers, c/o The London Convention Bureau, 26 Grosvenor Gardens London SW1W 0DU.</i>	
1979 1st half		1979 Apr 4	Leeds (UK)
World Meteorological Organization. World-wide symposium on education and training in meteorology.	(YB no A 3556)	Royal Microscopical Society. 3rd Annual electron microscopy meeting.	
<i>CPS, CH-1211 Geneva 20.</i>		<i>The Administrator, Royal Microscopical Society, 37/33 St Clements; Oxford OX4 1AJ, UK</i>	
1979 Feb 4-9	Wolfsberg (Switzerland)	1979 Apr 6-9	Monte Carlo (Monaco)
Int Association of Professional Congress Organizers. 5th Seminar on professional congress organization. P : 130... C : 33.	(YB n° A 1330)	Int Civil defence Organization. 3e Conférence int sur la médecine de catastrophe: Médecine de catastrophe et les dangers en milieu aquatique provoqués par la nature et par l'homme. Ex. (YB n° A 1506)	
<i>c/o Reso Congress Service, Klara Norra Kyrkogata 31, S-105 24 Stockholm, Sweden.</i>		OIPC, 10-12 chemin de Surville, CH-1213 Petit Lancy/Geneva.	
1979 Feb 5-9	Strasbourg (France)	1979 Apr 7-14	London (UK)
Int Catholic Child Bureau. Commission PRIMIFANO. Colloque int sur le - Respect de l'enfant privé de milieu familial normal.-	(YB noA 1451)	World Symposium on humanity. P : 2200.	
65 rue de Lausanne, CH-1202 Geneva.		<i>Humanity Federation, 1962 W 4th Avenue, Vancouver BC, Canada V6J 1M5.</i>	
1979 Feb 6-9	Singapore (Singapore)	19179 Apr 8-11	Lake Yamanaka (Japan)
Asia-Marine seminar. P : 200. Ex.		5th Int conference on positron annihilation (ICPA-5).	
<i>Mr John Ong, Peery Engineering and Trading Co., Ghim Mon POB 1053, Singapore 10.</i>		<i>Prof K Fujiwara, Institute of Physics, College of General Education, University of Tokyo, Komaba 3-5-1, Tokyo 153, Japan.</i>	
1979 Feb 12-13	Liège (Belgium)	1979 Apr 20-21	Budapest (Hungary)
Journées d'études sur les technologies d'aujourd'hui pour l'électroménager de demain. P : 300. Ex.		Hungarian League of Medical Hydrology end Climatology/Int Federation of Thermalism and Climatism. Colloquium : Current economic problems of the balneotherapy.	
<i>Association des Ingénieurs sortis de l'Institut Montéfiore, rue Saint Gilles 31 B-4000 Liège.</i>		(YB no A 2032)	
1979 Feb 13-16	Singapore (Singapore)	<i>I. Fluck MD, Kelenihegyi ut2 H-1118 Budapest</i>	
Asia Aquatech 79 seminar. P : 200. Ex.		1979 Apr 23-27	Buenos Aires (Argentina)
<i>Interflame Pte Ltd, Factory 4, 51A Kampong Bugis, Singapore 12.</i>		Int Atomic Energy Agency. Symposium on uranium evaluation and mining techniques-	
1979 Mar 5-8	Zurich (Switzerland)	(YB no A 1383)	
3rd European symposium on vitamin B12 and intrinsic factor : Section 1 - chemistry and biochemistry of corrinoids. section 2 - medicine, physiology and microbiology of corri-		<i>Conference Service, IAEA, POB590, A-1011 Vienna.</i>	
<i>Doz. Dr. habil. B-Zagalek, Chemisches Laboratorium, KSPi, Universität Zurich Steinwiesstrasse 75, CH-8032 Zurich.</i>		1979 Apr 23-27	Istanbul (Turkey)
		Int Federation of Agricultural Producers, General meeting.	
		<i>IFAP, 1 rue d'Hauteville, F-75010 Paris.</i>	(YB no A 1850)

1979 Apr 25-27 London (UK)
Unioef. European reunion, P : 100. (YB n° B 3380)
Street London NW1.

1970 Apr 25-27 Piestany (Czechoslovakia)
Czechoslovak Society of Microbiology and Epidemiology/German Society of Microbiology and Epidemiology. Conference of microbiologists and epidemiologists : Infections of the intestine, microbiological and epidemiological news.
LŠarvovcova JMD. Slovak Medical Society. Mickiewiczova 18, 800 00 Bratislava. Czechoslovakia.

1979 Apr 28-May 1
Int Catholic Child Bureau. Commission Mass Media Séminaire sur le . Budget/Temps . et réunion annuelle. (YB n° A 1451)
65 me de Lausanne. CH-1202 Geneva.

1979 Apr-May
Intergovernmental Océanographie Commission. Seminar and workshop on ocean products and IGOSS data processing and services system. (YB no A 1118)
c/o Unesco. Plage de Fontenoy, F-75700 Paris.

1979 May 1-3 Rotterdam (Netherlands)
3rd Symposium and technical exhibition on electromagnetic compatibility.
Mr T Dvorak. ETH Zentrum-HF, CH-8092 Zurich, Switzerland.

1979 May 2-4 Harrogate (UK)
Int Freightling services and equipment conference and exhibition.
Maclea-Hunter Ltd, 30 Old Burlington Street, London W1X 2AE, UK.

1979 May 7-11 Vienna (Austria)
Int Atomic Energy Agency/FAO. Symposium on the use of isotopes for research and control of vector of animal diseases, host pathogen relationships and the environmental impact of control procedures. (YB n° A 1383/A 0971)
Conference Service Section. IAEA. POB 590. A-1011 Vienna.

1979 May 8-10 Chalk River (Canada)
Mr C E Coleman, Chalk River Nuclear Laboratories, Chalk River, Ontario, Canada K0J 1J0.

1979 May 8-10 Liege (Belgium)
Journées Int d'études des eaux, P : 200.
Cebedeau, rue Armand Stevart 2, B-4000 Liege.

1979 May 8-10 London (UK)
Institution of Mechanical Engineers. Conference on periodic inspection for pressurized components.
Mr A J Tugwell, The Institution of Mechanical Engineers, 1 Birdcage Walk, Westminster, London SW1H 9JJ, UK.

1979 May 8-11 Amsterdam (Netherlands)
Municipal Congress Bureau, O.Z. Achterburgwal 199, 1012 DK Amsterdam.

1979 May 9-11 Hamburg (Germany, Fed Rep)
Int Catholic Child Bureau, Comité National Allemand. Congrès d'experts : les parents comme cathéchistes. (YB no A 1451)
65 rue de Lausanne. CH-1202 Geneva.

* 1979 May 13-19 Tokyo (Japan)
Int Association for Radiation Research. 6th Int congress of radiation research : Comparative studies of mutagenicity, carcinogenicity and teratogenicity of radiations and environmental Chemical pollutants, and also interactions between both types of agents. (YB no B 2500)
Prof S Okada, Secretary General, 6th ICRR, POB 152, Bunkyo, Tokyo 113-91.

1979 May 14-18 Julich (Germany, Fed Rep)
Int Atomic Energy Agency. Int symposium on physics and chemistry of fission. (YB no A 1383)
Conference Service, IAEA, POB 590, A-1101 Vienna.

1979 May 14-18 Brussels (Belgium)
Int Committee on Aerosol Fatigue. Symposium.
A Maenhaut, Ingénieur principal du Ministère des Communications, Administration de l'Aéronautique, Aérodrôme de Haren, Hangar 7, B-1130 Brussels.

1979 May 15-18 Bratislava (Czechoslovakia)
Czechoslovak Society of Oncology/European Tissue Culture Society. European symposium the growth of culture: observation of biological cell properties.
V Smdova, MD, Slovak Medical Society, Mickiewiczova 18, 800 00 Bratislava.

* 1979 May 15-18 Karlovy Vary (Czechoslovakia)
European Nuclear Medicine Society. 3rd Congress, Ex. (YB no B 2753)
Prof Z Dienstler, Czech Medical Society, Sokolska 31, 120 26 Prague 2.

1979 May 21-23 Copenhagen (Denmark)
Int Association for Bridge and Structural Engineering /Technical University of Denmark, Structural Research Laboratory. Colloquium : Plasticity in reinforced concrete. (YB n° A 1177)
Secretariat of IABSE, ETH-Honggerberg, CH-8093 Zurich.

How to make sure your London meeting is a real success

London is now the conference centre of Europe, and with good-reason. Not just because its prices are so competitive, but because it offers so much of interest and entertainment, and such a variety of facilities.



But to get the best out of it you need to know your way around. And that is where the London Convention Bureau comes in. LCB was set up as an Agency of London Tourist Board to give free, impartial advice on venues and services, costs, transport, aids for delegates and public relations.

We are as happy to help over a meeting involving ten people as with an international congress of thousands, and Mr. Paul van Weel, our European representative, will be glad to call on you without obligation.

Our handbook « Convention London » is a good way of starting to find your way about London, and will explain our services in detail. Phone Brussels 218-67-70 or send the coupon for your free copy.

Coupon

To: London Convention Bureau,
c/o British Tourist Authority, 23 Place Rogier, 1000 Brussels.

- ☐ Please send me a free copy of «Convention London -
☐ I would like a call from your representative, Mr Paul van Weel.

Name.....

...

Address.....

..

.....

Phone.....

London Convention Bureau

1979 May 22-25 Singapore (Singapore)
3rd Australian/International optometrical congress, P : 300.
Australian Optometrical Association. c/o ACA Travel Service, 5 Elizabeth Street, Sydney, Australia.

1979 May 23-25 High Tatré (Czechoslovakia)
Czechoslovak Society of Gynaecology and Obstetrics. Symposium on Endocrine regulation of natality : Ovarian cycle; human prolactin; corticoids in pregnancy.
T Klacansky, MD, Csc, Slovak Medical Society, Mickiewiczova 18, 800 00 Bratislava.

1979 May 25-26 Dublin (Ireland)
Int Dental Federation. European regional organisation. 28th session (plenary session). (YB n° A 1788)
64 Wimpole Street, London W1M 8AL UK.

1979 May 28-30 Paris (France)
Association Française pour la Cybernétique Economique et Technique. Teleinformatics conference : Impact on industry and commerce, implications for the individual, social consequences, political issues, technological aspects.
AF CET. Conference Teleinformatics '79, 156 Blvd Péreire, F-75017 Paris.

1979 May 28-31 Prague (Czechoslovakia)
Czechoslovak Society for Pharmacology, Commission for Clinical Pharmacology. Symposium on clinical pharmacology : Actual problems of clinical pharmacology; methodic approach to the study of new drugs effects in the So-Called Fourth stage of their clinical testing.
J Svihovec, MD, CSc, Czech Medical Society, Sokolska 31, 120 26 Prague 2

1979 May 28-jun 1 Copenhagen (Denmark)
Renscontite Int sur la conservation de l'énergie dans l'environnement bâti.
SBI, CB Energy Symposium, POB 119, DK-3970 Horsholm, Denmark.

1979 May 29-Jun 1 Washington (USA)
Offices of Fusions Energy and Energy Research, United States Department of Energy...
2nd Int conference on megagauss magnetic field generation and related topics.
Ms F Rosenberg, Code 6770, Naval Research Laboratory, Washington, DC 20375.

Latin American Confederation of Tourist Organizations. Congress. (YB no A 0396)
COTAL, Secretaria Permanents. Viamonte 640. 1053 Buenos Aires, Argentina.

1979 May Bangalore (India)
COSPAR/UNEP/WMO. Symposium on the contribution of space observations to water
(YB n°A 0323/B 4161/A 3566)
WMO. CP 5. CH-1211 Geneva 20.

1979 May Brussels (Belgium)
Int Confederation of Temporary Work Organisations. Congress. (YBn° A 4198)
Mr Eliot, Secrétaire general, avenue Hanssen Soulé 115, B-1040 Brussels.

1979 May Brussels (Belgium)
Congress for pédiatrie nephrology.
Prof Lyon, UCL Louvain-en-Woluwe, avenue Hypocrate 10, B-1200 Brussels.

1979 May Brussels (Belgium)
Int Federation of Margarine Associations. Congress. (YB n° A 1950)
Mr A Francke, rue de la Loi 83, B-1040 Brussels.

1979 May Monte-Carlo (Monaco)
European Confederation for Physical Therapy. 17th Congress. (YB n° A 0739)
11 rue des Petits-Hôtels, F-75010 Paris.

1979 May Ottawa (Canada)
Int Society of Heart Research. Meeting. P : 500.
Dr N S Dhalla, University of Physiology, Winnipeg, Manitoba R3E 0 3 Canada.

1979 May Toronto (Canada)
Int Council of Shopping Centres. Convention. P : 6500.
Donald J Pelicano. 665 5th Avenue, New York, NY 10022.

1979 May UN Economic Commission for Europe. Symposium on urban renewal and the quality of life. (YB n° B 4176)
Palais des Nations, CH-1211 Geneva 10.

1979 May World Science Information System. Intergovernmental conference on scientific and technological information for development (UNISIST II). (YB no B 4668)
UNISIST, Division of the General Information Programme, Unesco, 7 Place de Fontenay, F-75700 Paris.

1979 Jun 1-3 Tunis (Tunisia)
Association of French-Speaking Dermatologists and Syphiligraphers. 16th European congress. (YB no B 0135)
Pr. Gharbi, Hôpital Charles-Nicolle, Tunis.

1979 Jun 4-6 Montreal (Canada)
Institute of Electrical and Electronics Engineers. Conference on plasma science. (YB n° B 0621)
Mr Claude Richard, Hydro-Quebec, Research Institute, POB 1000, Varennes, 501 2PO, Quebec, Montreal, Canada.

1979 Jun 4-8 Sydney (Australia)
Australian Bureau of Mineral Resources. Geology and Geophysics/Mineral Research Laboratories. Commonwealth Scientific and Industrial Research Organization. Int. uranium symposium on the pine creek geosyncline.
Organizing Committee, Attention : The Executive Secretary, Int Uranium Symposium on Pine Creek Geosyncline. POB 387, Sydney, NSW 2000.

1979 Jun 5-7 Ajaccio (France)
French Nuclear Society/British Nuclear Society/German Nuclear Technology Society, Int conference on irradiation behaviour of metallic materials for reactor core components.
Mr Jacques Poinier, Département de Technologie, BP n° 2, F-91190 Gif-sur-Yvette, France.

1979 Jun 5-7 London (UK)
Int Federation of Watch, Jewellery, Gold and Silverware Retailers, European meeting. P :
Mr H Wheeler, Secretary, National Association of Goldsmiths of Great Britain and Ireland, Saint Dunstan's House, Carey Lane, London EC2V 8AB.

1979 Jun 10-13 Toronto (Canada)
Canadian Nuclear Association. 19th Annual int conference.
Mr JA Weller, General Manager, Canadian Nuclear Association, Suite 1120.65 Queen Street West, Toronto, Ont Canada M5H 2M5.

1979 Jun 13-15 Minneapolis (Minn, USA)
Institute of Electrical and Electronics Engineers. Symposium on applications of ferroelectrics. (YB no B 0621)

Mr Stewart K Kurtz, North American Philips Corporation, 345 Scarborough Road Briarcliff Manor, NY 10510, USA.

1979 Jun 14-17 Basel (Switzerland)
1) Int congress for the history of pharmacy; 2) Congress with the general subject • Dispensary pharmacists and medicament safety and 4th int exhibition for pharmacists - Secretariat Ipharmex 79, POB, CH-4021 Basel.

1979 Jun 18-22 Geneva (Switzerland)
World Meteorological Organization, Commission for Hydrology, Working Group on Hydrological Design Data for Water Resources Projects, meeting. (YB n° A 3559), CP 5, CH-1211 Geneva 20.

1979 Jun 18-22 Los Angeles (Cal, USA)
Int Atomic Energy Agency. Symposium on occupational radiation exposure in nuclear fuel cycle facilities. (YB no A 1383)
Conference Services Section, IAEA, POB 590, A-1011 Vienna.

1979 Jun 19-23 Singapore (Singapore)
Health-care '79 seminar. Ex. GPO Box 2753, Singapore.

1979 Jun 24-27 Winnipeg (Canada)
American Society of Agricultural Engineers. Meeting.
ASAE, 2850 Niles Road, POB 410, St Joseph, Michigan 49085, USA.

1979 Jun 24-29 Aalgarde (Denmark)
Int Federation of Vexillological Associations. Congress. P : 100.
26 Mr Ole Bjerring, Wilkenvej 45 III, DK-2000 Copenhagen F.

1979 Jun 25-29 San Francisco (Cal, USA)
American Society of Mechanical Engineers. Conference on pressure vessels and piping
345 East 47th Street New York, NY 10017, USA.

1979 Jun 26-29 Copenhagen (Denmark)
Nordic Association of Handicraft Teachers. Congress. P : 200.
c/o Ms Inga Bentsen, Hørsholm Park 12, DK-2970 Hørsholm.

1979 Jun 26-29 Geneva (Switzerland)
World Meteorological Organization, North Atlantic Ocean Stations. 4th Session of the board. (YB no A 3556)
CP5, CH-1211 Geneva 20.

• 1979 Jun 26-30 Munich (Germany, Fed Rep)
XII Acta endocrinologica congress.
Prof Dr P Scriba, Med. Klinik Innenstadt der Universität München, Ziemssstrasse 1, D-8000 Munich 2.

1979 Jun 27-28 Prague (Czechoslovakia)
World Federation of Neurology, Research Group on Industrial and Environmental Neurology. 3rd Congress on industrial and environmental neurology. (YB no A 3529)
E Lukás, MO, CSC, Czech Medical Society, Sokolska 31, 120 26 Prague 2.

1979 Jun 27-Jul 1 Brussels (Belgium)
Int Federation of Magical Societies. Congres. (YV no A 1947)
FISM, Kloveniersburgwal 113, Amsterdam. -C. Netherlands.Or : Mr Klingser, rue des Chartreux 12, B-1000 Brussels.

1979 Jun 29-31 Malibun (Liechtenstein)
Int Chamber of Commerce. Séminaires consacrés à l'arbitrage. (YB n° A 1490)
c/o CCI Comité national belge, rue des Sols S. B-1000 Brussels.

1979 Jun Smolenice (Czechoslovakia)
Institute of Physics, Slovak Academy of Sciences. 2nd Int symposium on neutron induced reactions,
Mr E Betek, 2nd Int Symp. on Neutron Induced Reactions, Institute of Physics, Slovak Academy of Sciences, CS-899 30 Bratislava, Czechoslovakia.

1979 Jun (Canada)
World Meteorological Organization, Regional Association III-South America /Regional Association IV-North and Central America. Workshop on the pilot study of the Saint John river basin.
CP5, CH-1211 Geneva 20.

1979 Jun-Jul Libreville (Gabon)
United Towns Organization. Conférence des villes africaines sur l'urbanisme, l'assainissement et le traitement des déchets. (YB n° A 3391)
FMVJ, 2 rue de Logelbach, F-75017 Paris.

1979 3rd quarter
Int Catholic Child Bureau, Commission Presse et Littérature Enfantine et Commission Mass media. Colloque : Participation créatrice des enfants à la production des mass média. (YB n° A 1451)
65 rue de Lausanne, CH-1202 Geneva.

• 1979 Jul 1-4 Toronto (Canada)
Kiwanis Int. Convention.
R P Merriew: Secretary, 101 East Erie Street Chicago, IL 60652, USA.

1979 Jul 2-4 Szeged (Hungary)
Hungarian Society of Endocrinology and Metabolism. 9th Congress : Recent results of the peptide hormone research; metabolism of the androgenic steroid hormone; entire field of endocrinology.
Prof F László MD, POB 469, H-6701 Szeged.

1979 Jul 2-5 Prague (Czechoslovakia)
Societas Europe Physilogiae Clinicae Respiratoriae/European Society of Cardiology-Symposium on pulmonary circulation III : Pulmonary embolism; regional lung function in pulmonary and cardiac diseases; advances in research of pulmonary circulation (physiology, pathology, clinics) (YB no A 0859)
A Ourednik, MD, CSC, Czech Medical Society, Sokolska 31, 120 26 Prague 2.

1979 Jul 2-6 London (UK)
Film 79 - Int technology conference and exhibition.
Mr William Pay, Conference Coordinator, British Kinematograph, Sound and Television Society, 110-112 Victoria House, Vernon Place, London WC1B 4DU.



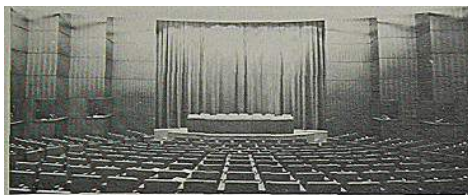
Promo ser centre de congrès séminaires

Société d'Organisation de Congrès et Expositions

expositions

PORTE DE VERSAILLES (près du Parc de; Expositions)

met à votre disposition un auditorium de près de 400 places et son équipement :



Sonorisation - régie d'Enregistrements

— Traduction simultanée

(5 cabines)

- Cinéma : 16 et 35 mm

— Circuit vidéo

- Diapositives (image de 4 m de base)

— Sous-standard
téléphonique privatif.

- Parking gratuit.

Hall attenant 800 m2 (sonorisé) - Salles de commission de 10 à 120 personnes - Restauration par traiteur agréé - Réservation centralisée gratuite de chambres d'hôtel.

Tél : 828-40-00

PROMO-SER - 78 rue Olivier de Serres - 75015 PARIS - Télex : 250967

1979 Jul 2-6 Munich (Germany, Fed Rep)
4th Int congress and exhibition on laser-opto-electronics.

Münchener Messe- und Ausstellungsgesellschaft, Postfach J2 10 09. D-8000 Munich 12.

1979 Jul 2-6 Otaaniemi (Finland)
Int Atomic Energy Agency. Symposium on the underground disposal of radioactive wastes. (YB n° A 1383)
Conference Service Section, IAEA, POB 590, A-1011 Vienna.

1979 Jul 2-6 Vienna (Austria)
Int Association (or Semiotic Studies. 2nd Congress. (YB n° A 4413)
Semiotik-Kongress. c/o Interconvention. POB 35, A-1095 Vienna.

1979 Jul 2-7 Lyon (France)
10th Int conference on solid state nuclear track detectors. P : (inv.).
R Schmidt. Université Lyon 1. Rayonnement Cosmique, 43 Bd du 11 Novembre. F-69621 Villeurbanne cedex. France.

1979 Jul 3-5 Brighton (UK)
Int conference. Computer aided design and manufacturers of electronic components circuits and systems.
IEEE Conference Dept Savoy Place. London WC2R 0BL UK.

1979 Jul 4-Aug 3 Geneva (Switzerland)
UN ECOSOC. 67th Session. (YB no B 3377)
Place des Nations. CH-1211 Geneva 10.

1979 Jul 8-10 Moscow (USSR)
World Association for the Advancement of Veterinary Parasitology. 9th Int conference. (YB no A 3475)
Dr C A. Simonas, Sec. Treas. WAAVP. Dept of Applied Helminthology and Entomology.
School of Veterinary Medicine. Aristotelian University, Thessaloniki, Greece.

1979 Jul 9-13 Grenoble (France)
14th Int conference on phenomena in ionized gases.
Comité d'organisation. ICPIG 14, Avenue d'Innsbruck. F-38029 Grenoble cedex.

1979 Jul 9-14 Prague (Czechoslovakia)
Czechoslovak Physiological Society/Faculty of General Medicine. Charles University Prague. Symposium Neuroontogeneticum tertium : Embryology of the central nervous system; determinants of the brain development electrophysiology of the developing
Ass Prof E Travnickova. MD, CSc. Czechoslovak Medical Society, Sokolska 31, 12026 Prague

1979 Jul 14-22 Quebec (Canada)
Rosicrucian Order, Convention. P : 1000.
Mr Raymond Morgan, Director. Rosicrucian Park, San Jose, Cal 95191, USA.

1979 Jul 2nd half (North America)
World Council of Churches. Conference : Faith, science and the future. (YB n° A 3501)

Dr Paul Abrecht World Council of Churches. Church and Society, Route de Ferney 150. CH-Geneva.

1979 Jul 17-20 New York (USA)
Int magnetics and magnetism and magnetic materials conference (INTERMAG and M). P:800.
Paul Shumate. Bell Laboratories. Murray Hill. M 07974. USA.

• 1979 Jul 19-22 Budapest (Hungary)
Int Association of Dentistry for Children. Congress. (YB no A 4080)
Prof Pal Torn, Szemelweis, b.u.v. M Medicine. Faculty of deshtistry. Child Genral Health Spet. i Krudy street. H-1086 Budapest VIII.

1979 Jul 22-23 Reims (France)
2e Symposium int sur la maruhuana.
Pr J C Jardillier, Faculté de Pharmacie. 51 rue Cognac-Jay, 51096 Reims cedex.

1979 Jul 22-27 Miyasaki (Japan)
World Federation for Ultrasound in Medicine and Biology. 2nd Meeting and 4th World congress on ultrasonics in medicine. p : 2000. c : 30. (YB no B 4075)
Secreranar of the 2nd Meeting of WFUMB. Prof T Wagai. do Medical Ultrasonic Research Center, Junterido University School of Medicine. 2- 1-1. Hongo. Bunkyo-ku. Tokyo 113.

1979 Jul 23-30 Singapore (Singapore)
6th Asian regional conference on soil mechanics and foundation engineering. P : 600.
Mr Lee Kwok Weng. Institute of Engineering, c/o Singapore Professional Centre. Blk23, Outrant Park. Singapore 3.

1979 Jul 28-Aug 5 Hameenlinna (Finland)
Int Correspondence Chess Federation. Congress. P : 50. (YB n° A 1718)
The Finnish Correspondence Chess Federation, Suomen Kirjeshakkiliitto ry. Raimo Lindroos, Ylänkötie 44 A, 04400 Järvenpää. Finland.

1979 Jul 30-Aug 3 Le Creusol (France)
7th int high pressure conference.
B Vodar, LIMPH-CHRS, F-93430 Villetaneuse. France.

1979 Jul 31-Aug 3 New York (USA)
Int Astronomical Union. Colloquium : White dwarfs and variable degenerate stars. (YB n° A 1362)
Dr M P Savedoff. Dept of Physisc and Astronomy. University of Rochester. River Campus Station. Rochester, NY 14627. USA.

1979 Jul	Boulder (Col. USA)	World Meteorological Organization. Technical conference on regional and global scale observations of atmospheric pollution in relation to climate. (YB n° A 3556) CP 5 CH-1211 Geneva 20.
1979 Jul	Geneva (Switzerland)	Int Federation of University Women. 63rd Council meeting. (YB no A 2037) 57 <i>Quai Wilson</i> , CH-1201 Geneva.
1979 Jul	Lima (Peru)	inter-American Society of Psychology. 17th Congress : Interamerican and cross cultural psychology. P : 3000 ex. Gerardo Mann. Dept of Psychology, De Paul University: 2323N Seminary ave. Chicago, IL 60614. USA.
1979 Aug 1-10	Lagos (Nigeria)	World Council for the Welfare of the Blind. 6th World assembly. (YB no A 3499) 58 avenue Bosquet, F-75007 Paris.
1979 Aug 4-8	St Louis (USA)	American Society of Associated Executives. Conference. ASAE. 1101 16th Street NW, Washington. DC 20036.
1979 Aug 6-8	Austin (Texas, USA)	Int Astronomical Union. Symposium : Photometry, kinematics and dynamics of galaxies. (YB n° A 1382) Dr M Capaccioli. Osservatorio Astronomico. 35100 Padova. Italy.
1979 Aug 6-10	Copenhagen (Denmark)	Int Union of Theoretical and Applied Mechanics. Symposium : Physics and mechanics of ice. P: 70-80. (YB n° A 2760) c/o Prof P Tryde. ISVA Bygn 115. Danmarks Tekniske Højskole, DK-2800 Lyngby.
1979 Aug 6-10	Guauja (Brazil)	Bionetic Society. 10th Int biometric conference. (YB no B 0192) Oy G H Freeman. National Vegetable Research Station, Wellesbourne, Warwick CV35 9EF. UK.
1979 Aug 6-11	Copenhagen (Denmark)	9th Int congress of phonetic sciences. P : 800. c/o DIS Congress Service, Knabstræde 3, DK-1210 Copenhagen K.
1979 Aug 12-17	San Antonio (Texas, USA)	Microbeam Analysis Society and Electron Microscopy Society of America. Joint meeting. Mr E Lifshin, President. Microbeam Analysis Society, c/o General Electric R&D Center, Box 8, Schenectady, NY 12301, USA.
1979 Aug 13-17	Berlin (West)	Int Association for Structural Mechanics in Reactor Technology/Commission of the European Communities/Bundesanstalt für Materialprüfung (BAM) Berlin.: 5th Int conference on structural mechanics in reactor technology (Smirt). 5). (YB no B 2442) Secretary of the SMIRT-5, Organization Chairman, attn: Mr Elke Kleverstein, c/o 2 OR Bundesanstalt für Materialprüfung (BAM), Unter den Eichen 87, D-1000 Berlin 45, FR Germany.
1979 Aug 13-17	Hamburg (Germany Fed Rep)	Deutsche Gesellschaft für Sonnenenergie. 3th int sun forum. P : 1000. Ex. Hamburg Messe und Congress GmbH, Jungiusstrasse, Postfach 30 23 60. D-2000 Hamburg 36.
1979 Aug 19-26	Berne (Switzerland)	10th Int radiocarbon conference. Hans Oeschger. Physikatisches Institut. Universität Bern. Sidlerstrasse 5, CH-3012 Berne.
1979 Aug 20-21	Berlin (West)	5th Int seminar on computational aspects of the finite element method (in conjunction with 5th SMIRT conference). Dr Ing J F Gloudeman, Director, Systems Planning, Rockwell Int Corporation, Information Systems Center, POB 2515, 2201 Seal Beach Blvd. Seal Beach, Cal 90740, USA.
1979 Aug 20-21	Berlin (West)	2nd Int seminar on structural reliability of mechanical components and subassemblies of nuclear power plants (in conjunction with 5th SMIRT Conference). Dr Jack R Benjamin, President, Engineering Decision Analysis Company (EDAC), Inc. 490 California Avenue. Suite 301, Palo Alto, CA 94306, USA.
1979 Aug 20-21	Berlin (West)	2nd Int seminar on inelastic analysis and life prediction in high temperature environment (in conjunction with 5th SMIRT conference). Prof Dr Erhard Krempl. Dept of Mechanical Engineering, Aeronautical Engineering and Mechanics, Rensselaer Polytechnic Institute. Troy, NY 12181. USA.
1979 Aug 20-21	Berlin (West)	3rd Int seminar on extreme load design of nuclear power plant facilities (in conjunction with 5th SMIRT conference). Mr Asadour H Hadjian, Principal Engineer, Bechtel Power Corporation. POB 60860. Terminal Annex. Los Angeles, CA 90060. USA.
1979 Aug 20-21	Berlin (West)	1st Int seminar on assuring structural integrity of steel reactor pressure vessels (in conjunction with 5th SMIRT conference). Or Karl Stahlkopf, Program Manager, Electric Power Research Institute. 3412 Hillview Avenue, Box 10412, Palo Alto, CA 94303, USA.
1979 Aug 20-21	Berlin (West)	2nd Int seminar on containment of fast breeder reactors (in conjunction with 5th SMIRT Dr Stanley H Fiestedis, Reactor Analysis and Safety Division, Argonne National Laboratory, Argonne, IL 60439, USA.
1979 Aug 20-21	Berlin (West)	SMIRT conference). Prof Dr Tod Balytschko. Dept of Civil Engineering, The Technological Institute Northwestern university, Evanston, IL 60201, USA.
1979 Aug 20-21	Berlin (West)	SMIRT conference). Dr Premet S Chopra. Energy and Environmental Systems Division, Argonne national Laboratory, Argonne, IL 60439. USA.
1979 Aug 20-21	Berlin (West)	conjunction with 5th SMIRT conference). Dr Y R Rashid, Manager, Fuel and Structural Mechanics. Mail Code 145. Nuclear Energy Division, General Electric Company, 175 Curtner Avenue, San Jose, CA 95125 USA.
1979 Aug 20-24	Cambridge (UK)	3rd Int conference on mechanical behaviour of materials (ICM3). Conference Secretariat ICM 3, Engineering Dept, University of Cambridge, Trumpington Street, Cambridge CB2 1PZ. UK.
1979 Aug 20-24	Göttingen (Germany, Fed Hep)	7th Int colloquium on gasdynamics of explosions and reactive systems. (YB no A 4167) A.K. Oppenheim. University of California, Berkeley, CA 94720, USA.
1979 Aug 20-24	London (UK)	Society for General Systems Research. Silver anniversary int meeting : Improving the human condition : quality and stability in social systems. (YB no A 4167) Dr Richard F Ericson, Program Chairman, SGR Int Meeting. 12613 Bursting Lane, Bowie. MD 20715, USA.
1979 Aug 22-25	Budapest (Hungary)	Hungarian Pharmacological Society. 3rd Congress : 1) Hypertension and pharmacological control of circulation, 2) Modulation of neurochemical transmission, 3) Chemical structure- biological activity relationship, 4) Monoaminooxidases and their selective inhibition, 5) Analgesia, 6) Prostanoids. MOTESZ Congress Office. POB 32, H-1361 Budapest.
1979 Aug 22-25	Koszeg (Hungary)	Hungarian Association of Phonetics, Phoniatrics and Logopedy. 9th Int congress: 1) endeavours to standardization, 3) Hoarseness, 4) Task of phoniatrics in the complex care of persons with cleft lip and palate. MOTESZ Congress Office, POB 32, H-1361 Budapest. Hungary.
1979 Aug 23-25	Brussels (Belgium)	Ladies' Circle Int. Congress. Mme Danielle Meyer. Présidente Nationale. Molenteen 4, B-3371 Opevp Bierbeek. Belgium.
1979 Aug 26-Sep 1	Montreal (Canada)	Int Association of Credit Card Investigators. Meeting. P : 450. Mr J G R Séguin, 1155 Dorchester Blvd. West, Montreal. (YB n° B 1996)
1979 Aug 27-29	Budapest (Hungary)	Hungarian Society of Microbiology. Congress : Bacteriology, virology, immunology, infectious diseases, agricultural microbiology and mycology. MOTESZ Congress Office, POB 32, H-1361 Budapest.
1979 Aug 27-30	Boston (Mass, USA)	Int Astronomical Union. Symposium : Solar and interplanetary dynamics. (YB n° A 1382) Dr M Dyer. Space Environment Laboratory, NOAA-ERL, Boulder, Col 80302. USA.
1979 Aug 27-Sep 1	Zurich (Switzerland)	In Union of Pure and Applied Chemistry. 4th Int symposium on plasma chemistry. S Veprek, Inst. of Inorganic Chemistry, Univ of Zurich, Winterthurerstrasse 190, CH-8057 Zurich.
1979 Aug 27-Sep 2	Strebse Pleso (Czechoslovakia)	Int Federation of Library Associations. Conference. (YB no A 1945) IFLA, POB 9128. The Hague. Netherlands.
1979 Aug 28-31	Göttingen (Germany, Fed Rep)	Int Commission on Acoustics/Int Union of Theoretical and Applied Mechanics/AIAA. Symposium on the mechanics of sound generation in flows. P : inv. EA Muller. Max-Planck-Institut für Strömungsforschung, Bottingerstrasse 6/8. D-3400 Göttingen. (YB n° B 4650/A 2788)
1979 Aug	Los Angeles (Val, USA)	Antioch (West) University. 2nd 1m conference on humor. Dr Harvey Mindess. Antioch West. 431 South Fairfax Avenue. Los Angeles, Cal 90036 USA.
1979 Aug 28-31	Los Angeles (Cal. USA)	Int Astronomical Union. Symposium : Objects of high redshift. prof G O Abell. Astronomy Dept., UCLA, Cal 90024. USA. (YB no A 1332)
1979 Aug	Novosibirsk (USSR)	Academy of Sciences of the USSR. 14th Congress of the peace. Prof A P Kapitza. Pres. of the Far East Research Centre. Academy of Sciences of the USSR. 50 Leninskaya Street Vladivostok. USSR.

1979 Aug
Int Academy of Sex Research, Work meeting : Results of the latest sexological research in East and West.
J Melan. MD, Czech Medical Society. Sokolska 31, 120 26 Prague 2,
Prague (Czechoslovakia)

1979 Sep 3-6
Institute of Physics, Electron Microscopy and Analysis Group, EMAGI' 79,
Meetings Officer, The Institute of Physics, 47 Belgrave Square, London SW1X 8QX UK.
Brighton (UK)

1979 Sep 3-7
Mr J Chatelet, Secretariat du 9e Symposium Int sur la chimie du Fluor, Département de
génie isotopique, CEN de Saclay, BP N°2, F-91190 Gif-sur-Yvette, France.
Avignon (France)

1979 Sep 3-7
Int Society for Horticultural Science, 6th Int congress in horticultural economics.
de Heer Avermate, Int Society for Horticultural Science, Faculteit van Landbouwwetens-
chappen, B-3000 Leuven, Belgium.
Brussels (Belgium)

1979 Sep 3-7
Unesco/World Meteorological Organization/Int Association of Hydrological Sciences.
Int symposium on specific aspects of hydrological computations for water projects.
WMO, CP 5, CH-1211 Geneva 20.
Leningrad (USSR)

1979 Sep 3-7
4th European meeting on ferroelectricity.
Prof R Blinc, Institute - Jozef Stefan - POB 199, Jamova 39, YU-61001 Ljubljana.
Yugoslavia.
Portoroz (Yugoslavia)

1979 Sep 4-6
2nd Int conference on progress in cables and overhead lines for 220KV and above.
Institution of Electrical Engineers, Savoy Place, London WC2R 0BL.
London (UK)

1979 Sep 4-9
Int Federation for Information Procession, TC 7, 9th Conference on optimization tech-
niques. (YB n° A1828)
3 rue du Marché, CH-1204 Geneva. Dr. K. Iracki, secretary of the 9th Conference on...
Septics Research Institute, Polish Academy of Sciences, W. Nowelska 6, 01-447
Warsaw
Warsaw (Poland)

1979 Sep 6-8
Int Society for Jaw and Featural Surgery, 4th Congress : Surgical affections of the jaw
and featural region in childhood (with the exception of cleft defects).
Ass Prof J K Kufner, MD, DrSc, Czech Medical Society, Sokolska 31, 120 26 Prague
2.
Prague (Czechoslovakia)

1979 Sep 6-8
Hungarian Pédiatrie Surgeons Society, 6th Meeting : 1) Ethical problems in pédiatrie sur-
gery, 2) errors and pitfalls in neonatal surgery, 3) how do you operate on the cleft lip and
palate ? 4) free papers.
I. Altörjay MD, POB 461, H-6701 Szeged.
Szeged (Hungary)

1979 Sep 9-12
Int Federation of Associations of Anatomists, 6th European congress : Scientific and
research problem in normal anatomy, histology and embryology.
Prof Z Vacek, MD, DrSc, Czech Medical Society, Sokolska 31, 120 26 Prague 2.
Prague (Czechoslovakia)

1979 Sep 10-13
3rd Int conference : Dielectric materials, measurements and applications.
IEE Conference Dept, Savoy Place, London WC2R 0BL UK.
Birmingham (UK)

1979 Sep 10-13
Hungarian Society of Oto-Rhino-Laryngologists, Congress.
MOTESZ Congress Office, POB 32, H-1361 Budapest.
Budapest (Hungary)

1979 Sep 10-14
Int Association of Lawyers, Biannual conference. Participation of the legal profession in
legislative activities; proof of foreign law; international legal aspects of the distribution
of goods. P. 1500-2000. C.41. (YB n° 1301)
Me Albert Zurliuh, 4 rue de Galliera, F-75116 Paris.
Cannes (France)

1979 Sep 10-14
World Meteorological Organization, Commission for Instruments and Methods of
Observation. Working Group on Environmental Pollution, meeting.
CP S, CH-1311 Geneva 20.
Geneva (Switzerland)

1979 Sep 10-14
Int Union of Theoretical and Applied Mechanics. Symposium on optical methods in
mechanics of solids. P : Inv. (YB no A 2758)
Prof A Lagarde, Laboratoire de Mécanique ties Solides, Université de Poitiers, 40 ave-
nue de Recteur-Pineau, F-86022 Poitiers.
Poitiers (France)

1979 Sep 10-14
Int conference on Mossbauer spectroscopy. P : 200.
D Hanzel, J Stefan Institute, University of Ljubljana, POB 199, YU-61001 Ljubljana.
Portoroz (Yugoslavia)

• 1979 Sep 14-20
Int Federation of Beekeepers' Associations, 27th Congress : Honey in the feeding. P :
2500. Ex. (YB no A 1687)
Apimondia, Corso/VittorioEmanuele 101,1,00186 Rome, or : Comité national heelenne
d'organisation lu 27 congrès, Athènes Melissokomli, 57,1, Makryianni, Nea Chalki-
don, Greece.
Athens (Greece)

1979 Sep 12-14
Copenhagen (Denmark)

c/o DIS Congress Service, Knobrostraede 3, DK-1210 Copenhagen K.

HOTEL L'AMITIÉ

BAMAKO - REPUBLIQUE DU MALI

Téléphone : 253.62

*

Dominant les rives du Niger, à proximité du quartier des affaires. A 20 minutes de l'aéroport.
L'hôtel le plus luxueux d'Afrique.
185 chambres - air conditionné
2 restaurants - bar - nightclub
Galerie marchande
tennis - piscine - cinéma
Agence de Voyages et location de voitures
Salle de Congrès : 60 à 400 personnes

UTH International Hotels

19, Boulevard Malesherbes - 75008 PARIS
Tél. 266.19.40-266.33.17 - Télex 650425
Réservation Centrale: Tél. 776.41.52
Télex 610692

LE CENTRE DE CONGRES AUDITORIUM DE MONTE-CARLO A OUVERT SES PORTES SUR LA MER.



Deux éléments sont à la base de la réussite d'un congrès :
le cadre et l'organisation.

Le Centre de Congrès de Monte-Carlo est construit sur la Méditerranée, au cœur de la Ville, dans le silence et le soleil. Sa conception ultra-moderne permet une utilisation polyvalente (congrès, expositions, concerts symphoniques, enregistrements de disques, spectacles) avec une salle de 1200 places, un plateau de scène, des foyers (900 m²), des salles de commission, des bureaux de secrétariat... et un équipement d'avant-garde qui vient s'ajouter à ceux du Centre de Rencontres Internationales et du Hall du Centenaire.

Quant à l'organisation de votre manifestation, la Direction du Tourisme et des Congrès la prend totalement en charge. A Monte Carlo, capitale de l'accueil : des hôtels, dont la gamme allie la haute tradition à la modernité de grand style et dans lesquels des prix "spéciaux-congrès" sont consentis, un grand choix de restaurants et pour les loisirs : plages, piscines, voile, tennis, golf; pour les amateurs d'animation nocturne, ses night-clubs et les galas du prestigieux Monte Carlo Sporting Club; la Côte d'Azur et la Riviera italienne. Monte Carlo à la portée des capitales du monde, par air, chemin de fer et autoroute, toute l'année.

D'ailleurs, les responsables de congrès ne l'ont-ils pas choisi pour y tenir, périodiquement leur réunion plénière ?

BON A DECOUPER

ou votre carte de visite à :

Direction du Tourisme et des Congrès, 2A, bd des Moulins - MC, MONTE CARLO
Tél. (93) 30.87.01/30.43.47 - Téléc. 469760 MC

Société/Association _____ Adresse _____

CENTRE DE CONGRES DE MONTE CARLO

• 1979 Sep 13-19 Batavia (IL, USA)
Int conference on electromagnetic and lepton interactions.
Helen Peterson, Fermi National Accelerator Laboratory, POB 500, Batavia, IL 60570.

1979 Sep 15-20 Khartoum (Sudan)
Arab League Educational, Cultural and Scientific Organizational/Unesco. Symposium on the coastal and marine environment of the Red Sea. Gulf of Aden and Tropical Western Indian Ocean.
(YB no A 4163/A 3383)
Dr Yousif Abu Gidein, Department of Zoology, University of Khartoum, PO 8321, Khartoum, Dem Rep of Sudan.

1979 Sep 16-20 Budapest (Hungary)
Int Diabetes Federation. Satellite symposium of the 10th Congress: 1) Pregnancy in diabetes. 2) Immunology and diabetes. 3) Recent advances in diabetes. 4) highlights from Vienna, 5) workshop on artificial beta cell in diabetes research and management.
(YB)

no A1792
MOTESZ Congress Office, POB 32, H-1361 Budapest

1979 Sep 16-22 Prague (Czechoslovakia)
Czechoslovak Society for Social Medicine. 1 st Congress : Position and tasks of social medicine in the realization of social and medical work of society.
Ass Prof J Jarošínek, MD, CSC, Czech Medical Society, Sokolska 31, 120 26 Prague 2.

1979 Sep 17-19 Liege (Belgium)
Association French-Speaking Doctors. Congress. P : 500.
(YB no B 0129)
Prof Van Cauwenbergh, Université de Liège, Hôpital de Bavière, Boulevard de la Constitution, B-4020 Liège.

1979 Sep 17-21 Munich (Germany, Fed Rep)
Computer systems and their application - int seminars and exhibition.
Munchener Messe- und Ausstellungsgesellschaft mbH, Postfach 121 009 D-8000 Munich, 12.

1979 Sep 17-21 Oxford (UK)
9th European conference on controlled fusion and plasma physics. P : 450.
J H Maple, Culham Laboratory, Abingdon OX14 3DB, UK.

1979 Sep 17-21 Suddalmaten (Yugoslavia)
Int Folk Music Council, Study Group on Historical Sources of Folk Music. 6th meeting.
(YB no A 2061)
Prof W Suppan, Hochschule für Musik und Darstellende Kunst in Graz, Leonhardstrasse 15, Palais Meran, A-8010 Graz, Austria.

1979 Sep 17-28 Varna (Bulgaria)
World Meteorological Organization. Commission for Agricultural Meteorology. 7th session.
(YB no A 3556)
WMO, CP5, CH-1211 Geneva 20.

1979 Sep 17-22 Leipzig (German Dem Rep)
UN Economic Commission for Europe. Committee on Water Problems. Seminar on the rational utilization of water.
(YB no B 4176)
Palais des Nations, CH-1211 Geneva 10.

1979 Sep 18-21 Brighton (UK)
Aslib. 53rd annual conference.
Conference organizer. Aslib, 3 Belgrave Square, London SW1X 8PL, UK.

1979 Sep 18-21 London (UK)
Int conference on heavy metals in the environment. P : 600-800.
Mr Ron Hurley, CEP Consultancy Ltd, 14a Henderson Row, Edinburgh EH3 5DH, UK.

1979 Sep 18-24 Maputo (Mozambique)
World Meteorological Organization, Regional Association I - for Africa. Tropical Cyclone Committee for South-West Indian Ocean, 4th session I Review of progress in cyclone damage mitigation and preparation of future work programme, (YB no A 3556)
CP5, CH-1211 Geneva 20.

1979 Sep 19-21 Mosdos (Hungary)
Section for Pédiatrie Pulmonologie of the « Koranyi Frigyes » Medical Association for Tuberculosis and Pulmonary Diseases and of the Hungarian Pédiatrie Association. %5th Symposium : 1) Longitudinal examinations in chronic respiratory diseases of childhood, 2) infantile pulmonary changes, 3) current tasks of the lights against tuberculosis in childhood.
B Andrasofszky MD, H-7257 Mosdos.

1979 Sep 19-27 Paris
(France)
European Passenger Time-Table Conference. Technical session. (YB n° A 0831)
CEH, Dr K Wellinger, General Manager, Swiss Federal Railways, Hochschulstrasse 6, CH-3000 Berne.

1979 Sep 20-21 Liege (Belgium)
Journées de psychoneuroendocrinologie clinique. P : 300.
Mr le Docteur Bobon, Secrétaire général, Département de clinique et de pathologie médicales de l'Université de Liège, C.H.U., local 4/12, Université de Liège au Sart-Tilman, Belgique.

1979 Sep 20-21 Zurich (Switzerland)
Int Association for Bridge and Structural Engineering. Symposium ; Bridges. P:300. C : 40.
(YB no A 1177)
IABSE, ETH-Honggerberg, CH-8093 Zurich, Switzerland.

